



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 5 JUIN 1926

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 5TH JUNE, 1926.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE
OFFICIELLE

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publi-

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

cation, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

LS.-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

2093

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS. A. PROULX,

King's Printer.

2094

Government House.

Lettres patentes

Letters patent

"A. Giguère et Compagnie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mai 1926, constituant en corporation: Aldège Therrien, mécanicien. Louise Giguère, veuve d'Arthur Robert, René Therrien, étudiant, Arthur Giguère, Willie Giguère, tous deux tailleurs de fourrure, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir et prendre (as a going concern) les affaires et le commerce actuellement possédés par Aldège Therrien, de la cité et du district de Montréal, faisant affaires sous le nom de "A. Giguère et Compagnie", ainsi que tout l'actif et le passif du dit commerce, et de payer pour l'acquisition de ce commerce en parts acquittées et non imposables de la dite compagnie;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et trafiquer en toute espèce de marchandises, hardes, en fourrures ou autres;

Faire toute espèce d'affaires qui seraient de nature à augmenter, directement ou indirectement, la valeur de la propriété ou les droits de la compagnie;

Acquérir ou prendre en location tous meubles ou immeubles; recevoir et donner des hypothèques, sécurités, gages pour assurer le paiement de toutes marchandises; émettre et posséder des parts acquittées, bons, débentures de la compagnie en paiement de toute affaire, franchise, entreprise, propriété, droits, privilège ou contrats que cette compagnie est autorisée d'acquérir;

Rémunérer toute personne, officier ou directeur de la compagnie pour tout service quelconque rendu par eux à la compagnie et de leur payer un salaire;

Prélever des argents par voie de bons, emprunts, endossements, billets, débentures ou autres contrats, aux termes et conditions que la compagnie jugera. Distribuer les biens de la compagnie en espèces entre les actionnaires; se fusionner avec d'autres compagnies ayant un objet similaire à celui de cette compagnie; de faire toutes les choses ci-dessus comme principal ou agent;

"A. Giguère et Compagnie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1926, incorporating, Aldège Therrien, mechanic, Louise Giguère, widow of Arthur Robert, René Therrien, student, Arthur Giguère, Willie Giguère, both fur cutters, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the trade and business actually owned by Aldège Therrien, of the city and district of Montreal, carrying on business under the name of "A. Giguère et Compagnie", also all the assets and liabilities of said business, and pay for the acquisition of such business in non-assessable paid up shares of the said company;

To manufacture, import, export, purchase, sell and deal in every kind of merchandise, wearing apparel, in fur or other;

To carry on any kind of business which may be of a nature to directly or indirectly increase the value of the property or rights of the company;

To acquire or take on lease any movables or immovables; receive and give hypothecs, securities, pledges to guarantee the payment of any merchandise; issue and own paid up shares, bonds, debentures of the company in payment for any business, franchise, undertaking, property, rights, privilege or contracts which the company is authorized to acquire;

To remunerate any person, officer or director of the company for any service whatever rendered by them to the company, and to pay them a salary;

To raise money by way of bonds, loans, endorsements, notes, debentures or other contracts, on the terms and conditions which the company may deem fit. To distribute the assets of the company in species among the shareholders; to amalgamate with other companies having a similar object to that of the company; to do all the hereabove things as principal or agent;

Les objets et pouvoirs ci-dessus mentionnés seront considérés comme séparés et non dépendants les uns des autres, et la compagnie peut poursuivre et opérer un ou plus de ces objets ou fins sans égard aux autres, et aucune des clauses ci-dessus énumérées n'est limitée ou restreinte par application ou interprétation de tout autre pouvoir ainsi accordé, sous le nom de "A. Giguère et Compagnie, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Montréal, dans la province de Québec. Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mai 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
2755 C.-J. SIMARD.

"Argo Investments, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mai, 1926, constituant en corporation: Gordon Douglas McKay, avocat; Doris Lewis et Winifred-Marguerite Alls, toutes deux filles majeures, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Souscrire, garantir l'émission et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir, soit absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir la vente et céder, transporter ou autrement disposer ou faire le commerce d'obligations, débetures, hypothèques, mortgages et autres preuves de dettes, titres, certificats et autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire, ou de toute autre compagnie ou corporation, bancaire, d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autre, ou de tout individu ou association;

Vendre, louer, ou autrement aliéner la totalité ou toute partie de l'actif de la compagnie pour du comptant ou pour des titres, obligations, débetures, valeurs ou actions ou pour toute autre compagnie;

Se fusionner avec toute compagnie ou entreprise ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions jugés désirables, ou les absorber comme industrie active ou autrement;

Acheter, et acquérir autrement et détenir des actions du capital-actions de toute autre corporation et les payer en actions de cette compagnie ou avec d'autres valeurs; tels pouvoirs devant être exercés par les directeurs seulement;

Distribuer entre les actionnaires, en nature, aucun des biens ou toute partie de l'actif de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie détenues par cette compagnie;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes opérations qui se rattachent à la réalisation des objets pour lesquels cette compagnie est constituée;

Acheter, acquérir, détenir et aliéner des propriétés immobilières;

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20);

Nulle action du capital de la compagnie ne sera vendue ou transférée par un actionnaire à moins que et jusqu'à ce que les directeurs de la

The objects and powers hereabove mentioned shall be considered as separate and not dependant the one upon the other, and the company may pursue and operate one or more of such objects or purposes without regard to the others, and none of the hereabove enumerated clauses shall be limited or restricted by application or interpretation from any other power thus granted, under the name of "A. Giguère et Compagnie, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the eighteenth day of May, 1926.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Argo Investments, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1926, incorporating: Gordon Douglas McKay, advocate, Doris Lewis and Winifred Marguerite Alls, both spinsters and stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite, and acquire by purchase, exchange, or other legal title, and to hold, either absolutely as owner or by way of collateral security, or otherwise, and to sell, guarantee the sale of, and to assign, transfer, or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures, mortgages, mortgages and other evidences of indebtedness, stocks, script, shares and other securities of any government or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation, or individual, or association;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the company's assets for cash or for the stock, bonds, debentures, securities or shares of any other company;

To amalgamate with or take over as a going concern or otherwise, any company or business having objects altogether or in part similar to those of the company, on such terms and conditions as may be deemed advisable;

To purchase and otherwise acquire and hold shares in the capital stock of any other corporation, and to pay for the same in shares of the company or other securities, such powers to be exercised by the directors alone;

To distribute among the shareholders, in kind, any property or assets of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other companies held by the company;

To do all acts, exercise all powers and carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated;

To purchase, acquire, hold and dispose of immovable properties;

The number of shareholders shall be limited to twenty (20);

No share or shares of the stock of the company shall be sold or transferred by any shareholder unless and until the directors of the company,

compagnie, à leur propre discrétion, aient, par résolution du bureau, approuvé ou autorisé telle vente ou transfert, sous le nom de "Argo Investments, Limited".

Le capital-actions de la compagnie consistera en 499 actions ordinaires, sans valeur au pair ou nominale, et le montant de capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$2,500.00.

Le bureau principal de la compagnie sera dans le village de Knowlton, dans le district de Bedford, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mai 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

2757

C.-J. SIMARD.

"Compagnie d'Immeubles du Boulevard St-Laurent, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mai 1926, constituant en corporation: George Madgin, Joseph - Emile Desrochers, marchands, et Napoléon Desmarais, peintre, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Pour acquérir, conserver, améliorer, gérer, travailler, développer et exercer tout droit en rapport avec toute propriété que la compagnie pourrait acquérir;

Pour faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et d'un agent d'immeubles sous toutes ses formes;

Pour acquérir par achat, échange, bail, ou autrement, et pour ériger, construire, réparer, changer, améliorer, développer et pour vendre, louer, aliéner toutes maisons et bâtisses de toute description;

Pour subdiviser les dits terrains et propriétés en lots à construire, rues, parcs et sites pour résidences ou autrement et pour construire, conserver, user et opérer les travaux nécessaires d'eau, d'égout et de creusage en rapport avec les dits terrains;

Pour payer toute propriété réelle ou personnelle qui pourrait être acquise par la compagnie au comptant ou par parts, bonds, ou autres garanties de la compagnie, ou partie comptant et partie en parts, bonds et sécurités;

Pour faire tous genres d'affaires et en particulier pour former, constituer, supporter, prêter de l'argent à, assister et contrôler toute compagnie, association ou entreprise de tous genres;

D'une manière générale de faire les affaires et d'entreprendre toute affaire, entreprise, transaction, ou opération qu'ont l'habitude d'entreprendre et de faire les capitalistes, les promoteurs, les organisateurs, les courtiers en assurance et agents, les courtiers en change et agent, les courtiers et agents à commission, les concessionnaires et contracteurs pour travaux publics et autres travaux;

Pour faire affaires comme prêteur d'argent de tous genres, sauf les affaires de banque, et d'accepter et garder comme garantie pour le paiement de toute somme d'argent payée ou avancée par la compagnie ou pour toute dette à charge due à la compagnie, tout meuble ou immeuble, hypothèque, lien, ou autre garantie, selon que la compagnie jugera préférable;

D'acquérir par achat, bail, contrat, assignation, transfert ou autrement tous droits, privilèges, franchise, ou concessions que tout gouvernement ou autorité fédérale, provinciale ou muni-

in their sole discretion, have, by resolution of the Board, approved or authorized such sale and or transfer, under the name of "Argo Investments, Limited".

The capital stock of the company shall consist of 499 common shares having no par value, and the amount of capital with which the company will commence operations will be \$2,500.00.

The head office of the company will be at the village of Knowlton, in the district of Bedford, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May, 1926.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Compagnie d'Immeubles du Boulevard St-Laurent, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1926, incorporating: George Madgin, Joseph Emile Desrochers, merchants, and Napoléon Desmarais, painter, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, hold, improve, manage, work, develop and exercise any right in connection with any property which the company may acquire;

To carry on the business of a real estate company and of a real estate agent under all its forms,

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to erect, construct, repair, alter, improve, develop and to sell, lease, alienate any houses and buildings of every description;

To subdivide the said lands and property into building lots, streets, parts and sites for residences or otherwise and to construct, hold, use and operate the necessary water-works, sewers and digging work in connection with the said lands;

To pay for any real or personal property which may be acquired by the company, in cash or shares, bonds or other securities of the company, or partly cash and partly in shares, bonds and securities;

To carry on any kind of business and in particular to form, constitute, support, lend money to, assist and control any company, association or undertaking of any kind;

In a general manner to deal in and undertake any business, enterprise, transaction or operation usually undertaken and carried on by capitalists, promoters, organizers, insurance brokers and agents, exchange brokers and agents, commission brokers and agents, concessionaries and contractors for public and other works;

To carry on business as a money lender of all kinds, except banking business, and to accept and hold as security for the payment of any sum of money paid, or advanced by the company or for any book debts due to the company, any movable or immovable, hypothec, lien or other security as the company may deem preferable;

To acquire by purchase, lease, contract, assignment, transfer or otherwise any rights, privileges, franchises or concessions which any government or federal, provincial or municipal authority or

et pale ou tout autre corps public aurait le pouvoir d'énoncer, de faire ou d'accorder;

D'acquérir en entier ou en partie tout genre d'affaires, propriétés et responsabilités ou l'actif d'individu, société ou compagnie faisant un genre d'affaires que la compagnie est autorisée à faire et d'émettre des parts payées, ou bonds ou autres garanties pour le paiement de frais d'achat;

Pour promouvoir et devenir actionnaires dans toutes compagnie ou compagnies pour les fins d'acquérir, en entier ou en partie, les propriétés ou titres de la compagnie ou pour tout autre motif qui directement ou indirectement pourrait rapporter des bénéfices et avantages à la compagnie, et de garantir le paiement du principal, des dividendes et des intérêts pour les parts, le stock, les bonds, les débetures ou autres garanties ou pour la passation de contrats de ces compagnies;

De former une société ou faire tout arrangement pour partager des profits ou dépenses, intérêts communs, co-opération, entreprises conjointes, concessions réciproques ou autres, avec toute personne, société, association, ou compagnie faisant affaires ou étant engagées ou étant sur le point de faire affaires dans tous genres d'entreprises ou transactions dont la compagnie est autorisée à s'occuper, ou en tous genres d'affaires ou transactions de manière à ce que directement ou indirectement la compagnie puisse en retirer des bénéfices et avantages; de prêter toute somme d'argent, de garantir les contrats ou d'aider toute personne, société, association ou compagnie et de prendre, d'acquérir des parts ou des garanties de cette société, association ou compagnie et de vendre, conserver ou garder ou de remettre avec ou sans garantie ou faire ce que bon semblera à la compagnie;

Pour emprunter et aider à emprunter toute somme d'argent et aider par voie de bonus, emprunts, promesses, endossements, garantie de bond, de débetures, ou autres garanties ou autrement, toute autre personne, société, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires et de garantir l'exécution de contrats pour toute compagnie ou corporation;

Pour louer, vendre ou disposer de toute manière des affaires, propriétés ou entreprises de la compagnie ou de toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier quant aux parts, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des fins en entier ou en partie identiques à celles de la compagnie;

De faire tout autre genre d'affaires (soit comme manufacturiers ou autrement) que la compagnie croira lui rapporter certains bénéfices ou avantages, directement ou indirectement, ou faire profiter certaines propriétés ou droits de la compagnie;

D'acquérir, garder, transiger et de disposer des parts dans toute autre compagnie dont les pouvoirs sont du même essor que ceux de la compagnie ou de s'amalgamer avec telle autre compagnie;

De payer pour les services rendus à la compagnie en vendant, plaçant ou garantissant le placement de ces stock, bonds ou autres sécurités, ou en vendant ou disposant en entier ou en partie de ce qu'il lui appartient, en argent ou en stock, bonds ou garanties de la compagnie;

De distribuer, en espèces ou autrement, tout actif de la compagnie parmi ses membres et plus spécialement toutes parts, bonds, débetures ou

any other public body may have the power to give, make or grant;

To acquire in whole or in part any kind of business, property and responsibility or the assets of any individual, firm or company carrying on any kind of business which the company is authorized to carry on, and to issue paid up shares, bonds or other securities for the payment of the purchase price thereof;

To promote, and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property or titles of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company and to take, or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire, hold, deal in and dispose of shares in any other company whose powers are similar to those of the company or to amalgamate with any such other company;

To pay for services rendered to the company in selling, placing or guaranteeing the placing of such bonds or other securities, or in selling or disposing in whole or in part of that which belongs to it, in cash or in stock, bonds or securities of the company;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or

autres garanties, reçus en considération de la vente du tout ou toute partie des propriétés de la compagnie formée pour vendre en entier ou en partie l'actif ou le passif de cette compagnie;

Pour faire tous genres d'affaires qui pourraient se rapporter aux fins de cette compagnie et de faire affaires comme principal, agent, contracteurs ou autrement, soit seul ou avec d'autres, sous le nom de "Compagnie d'Immeubles du Boulevard St-Laurent, Inc.", avec un capital total de quinze mille piastres, divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de mai 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
2759 C.-J. SIMARD.

"Crèmerie des Trois-Rivières, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mai, 1926, constituant en corporation: Joseph-Léger Sanschagrin, courtier, Laurent Létourneau, banquier, Raymond Drainville, comptable, tous des Trois-Rivières, pour les fins suivantes:

Acquérir tout l'actif, y compris l'achalandage, de l'établissement commercial connu sous le nom de "Crèmerie des Trois-Rivières", que les requérants Joseph-Léger Sanschagrin et Laurent Létourneau viennent d'acheter eux-mêmes personnellement de M. Henri Bisson, des Trois-Rivières, en sa qualité de syndic à la cession autorisée de MM. Philémon Daigneault et Ovide Blais, commerçants, du même lieu, et y faisant ci-devant affaires ensemble en société sous les dits nom et raison de "Crèmerie des Trois-Rivières";

Exploiter le dit établissement, et particulièrement l'industrie laitière sous toutes ses formes, en commerçant au gros ou au détail, y compris l'importation et l'exportation sur le lait, la crème en nature ou préparée à la glace, le beurre ou le fromage, et fabriquant pour les vendre ces deux derniers produits;

Trafiquer généralement sur tous effets et ingrédients se rapportant à la fabrication et à la vente des produits ci-dessus en deuxième lieu spécifiés, ainsi que sur les œufs, le sel, les légumes et les grains, tels que farine, foin, paille et graines de semence, y compris l'importation ou l'exportation de ces marchandises;

Acquérir par achat, louage ou autre titre équivalent l'actif et l'achalandage de toute corporation, société ou personne exploitant une industrie ou un commerce quelconque;

Employer les fonds de la compagnie à l'acquisition ou au louage de tous les meubles et immeubles nécessaires ou utiles à l'exploitation et au développement de son commerce;

Contracter des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

Emettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie, et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu que chaque tel bon, obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que \$100.00;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou les meubles de la compagnie, ou don-

other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To carry on any kind of business as are incidental or conducive to the attainment of the purposes of the company and to carry on business as principals, agents, contractors or otherwise, either alone or in conjunction with others, under the name of "Compagnie d'Immeubles du Boulevard St-Laurent, Inc.", with a total capital-stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of May, 1926.

C. J. SIMARD,
2760 Assistant Provincial Secretary.

"Crèmerie des Trois-Rivières, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1926, incorporating: Joseph Léger Sanschagrin, broker, Laurent Létourneau, banker, Raymond Drainville, accountant, all of Three Rivers, for the following purposes:

To acquire the whole of the assets, including the good-will of the commercial establishment known under the name of "Crèmerie des Trois-Rivières", which the petitioners Joseph Léger Sanschagrin and Laurent Létourneau have purchased themselves personally from M. Henri Bisson, of Three Rivers, in his quality of trustee to the authorized assignment of MM. Philémon Daigneault and Ovide Blais, traders, of the same place, and there heretofore carrying on business together in partnership under the said name and style of "Crèmerie des Trois-Rivières";

To operate the said establishment, and in particular the dairy industry under all its forms, dealing wholesale or retail, including the importation and exportation of milk, plain cream or ice cream, butter and cheese, and making for sale these two latter products;

To deal generally in all goods and ingredients connected with the manufacture and sale of the hereabove secondly specified products, also in eggs, salt, vegetables and grain, such as flour, hay, straw and seed grain, including the importation and exportation of such merchandise;

To acquire by purchase, lease or other equivalent title, the assets and good-will of any corporation, firm or person operating any industry or business whatever;

To employ the funds of the company for the acquisition or leasing of any immovables and movables necessary or useful for the exploitation and development of its business;

To contract loans of money upon the credit of the company;

To issue bonds, debentures or other securities of the company, and give as guarantee or sell same for the prices and sums deemed fit, provided that each such bond, debenture or other security, be not for a sum less than \$100.00;

Hypothecate or pledge the immovables or movables of the company, or give at the same

ner à la fois ces deux espèces de garantie pour assurer le paiement des dits bons, obligations ou autres valeurs, et le remboursement de tous emprunts contractés par la compagnie;

Donner, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés, à un ou plusieurs fidéicommissaires, une hypothèque sur les meubles et immeubles de la compagnie, aux fins d'assurer le paiement de tous bons ou obligations, en mentionnant l'émission et le montant des bons ou obligations ainsi garantis;

Disposer de l'actif ou de toute partie de l'actif de la compagnie, aux conditions et pour les considérations dûment jugées convenables, et recevoir en paiement des actions acquittées, des obligations (débitures) ou valeur équivalente d'autre corporation, sous le nom de "Crèmerie des Trois-Rivières, Limitée".

Le capital de la compagnie sera divisé en 1,500 actions sans valeur au pair et 1,000 actions privilégiées de la valeur au pair de \$100.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$17,500.00;

Les privilèges attachés aux dites actions privilégiées seront les suivants: Les porteurs de ces actions auront des droits préférentiels en ce qui concerne le capital de la compagnie, et seront payés par préférence aux autres actionnaires à même le produit de l'actif en cas de liquidation, ils toucheront à même les profits de la compagnie et en priorité sur les porteurs d'actions ordinaires, un dividende annuel cumulatif de 7% payable à tous les trois mois; ils jouiront de tous les droits ou privilèges, et seront sujets aux mêmes obligations que les actionnaires ordinaires en ce qui regarde l'éligibilité aux postes de directeurs et officiers de la compagnie, mais n'auront pas droit de vote aux assemblées des actionnaires.

Les actions privilégiées seront rachetables au pair plus \$5.00, à toute époque de paiement d'un dividende;

Les actions autres que les privilégiées, seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le dix-septième jour de mai, 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2761 ALEXANDRE DESMEULES.

"F.-X. Martel, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mai, 1926, constituant en corporation: François-Xavier Martel, gérant, Dame Eugénie-R. Martel, épouse séparée de biens de François-Xavier Martel, marchande, S.-Edouard Gagnon, comptable licencié, tous de Québec, pour les fins suivantes:

Faire un commerce général de verrerie, argenterie, horloges, articles d'art, en verre, en cuivre, en argent, en fer, en or ou autres métaux ainsi qu'en marbre ou en autres pierres, articles de toilette, vaisselle, et articles de fantaisie, y compris toute fabrication qui s'y rapporte;

Exercer toute autre industrie que cette compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son commerce ou ses objets ou qui semblera susceptible de profiter à cette compagnie directement ou indirectement ou d'aug-

time such two kinds of guarantee to assure the payment of the said bonds, debentures or other securities, and the reimbursement of any loans contracted by the company;

To give by the intermediary of its duly authorized officers, to one or more trustees and executors, a hypothec on the movable and immovable property of the company, for the purposes of securing the payment of any bonds or debentures, by mentioning the issue and amount of bonds or debentures thus guaranteed;

To dispose of the assets or any part of the assets of the company, on the conditions and for the considerations duly deemed suitable, and receive in payment paid up shares, debentures or equivalent security of any other corporation, under the name of "Crèmerie des Trois-Rivières, Limitée".

The capital of the company shall be divided into 1,500 shares without par value and 1,000 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and the amount with which the company shall begin its operations is \$17,500.00;

The privileges attached to the said preferred shares shall be the following: The holders of such shares shall have priority rights as regards the capital of the company, and shall be part in preference to the other shareholders out of the assets, in the event of liquidation, they shall be paid out of the profits of the company and in priority to the holders of common shares, an annual cumulative dividend of 7% payable every three months; they shall enjoy all the rights or privileges, and shall be subject to the same obligations as the common shareholders as regards the eligibility to the offices of directors and officers of the company, but shall not have right to vote at meetings of the shareholders.

The preferred shares shall be redeemable at par plus \$5.00, at any time a dividend is paid;

The shares other than the preferred, shall be issued and allotted at the price determined by the directors.

The head office of the company will be at Three Rivers, in the district of Three Rivers.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of May, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
2762 Acting Assistant Provincial Secretary.

"F. X. Martel, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1926, incorporating: François Xavier Martel, manager, Dame Eugénie R. Martel, merchant, wife separated as to property of François Xavier Martel, S. Edouard Gagnon, licensed accountant, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general business in glassware, silverware, clocks, works of art in glass, brass, silver, iron, gold or other metals and also in marble or other stone, toilet articles, crockery and fancy goods, including any fabrication connected therewith;

To carry on any other industry which the company may deem suitable to carry on in connection with its business or objects or which may seem conducive to directly or indirectly benefit the company or render profitable or

menter la valeur des propriétés ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés mobilières ou immobilières et tous droits ou privilèges que cette compagnie croira utiles ou convenables pour aucune des fins de son commerce et les utiliser, faire valoir et vendre, les louer ou en disposer;

Eriger, construire, exploiter, entretenir et gérer toutes sortes de bâtiments et travaux qui peuvent être nécessaires et utiles pour les fins de la compagnie, ou dont elle peut disposer avec profits en rapport avec le commerce de la compagnie et les vendre, les louer ou en disposer autrement;

Acheter, louer, ou autrement acquérir ou entreprendre et détenir, exercer et jouir de la totalité ou de toute partie du commerce, clientèle, biens, privilèges, contrats, droits ou autre actif de tout individu, société ou compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou tout commerce en tout ou en partie semblable à celui, ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie, et les payer au comptant ou avec des actions entièrement ou partiellement acquittées ou des obligations ou débiteures ou autres valeurs de cette compagnie ou autrement, et assumer le passif de tout tel individu, société ou compagnie et exercer les droits, pouvoirs et franchises de toute compagnie dont le capital-actions est possédé par cette compagnie, au nom de telle compagnie ou en son propre nom;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ou corporation dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, lettres de voiture, mandats et tous autres effets négociables ou transférables;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses attachées à la formation ou à l'organisation de la compagnie;

Faire toutes choses et affaires permises par la loi des Compagnies de Québec, et ne requérant pas un acte spécial de la Législature et en rapport avec les objets de la compagnie, sous le nom de "F.-X. Martel, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00), divisé en deux cents (200) actions privilégiées avec intérêt accumulé de 7%, de cent piastres (\$100.00) chacune, et deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

L'intérêt accumulé de 7% l'an est le seul privilège sur les actions privilégiées.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mai, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

2763

C.-J. SIMARD.

"Garage St. Eustache, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mai, 1926, constituant en corporation: Hector Boileau, comptable, de la paroisse de Saint-Eustache, district de Terrebonne, Joseph Antoine Guy, notaire,

increase the value of the company's property or rights;

To purchase, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may deem useful or suitable for any of the purposes of its business, and to utilize, turn to account, sell, lease or dispose thereof;

To erect, construct, operate, maintain and manage any kind of buildings and works which may be necessary and useful for the purposes of the company or which it may dispose of with profit in connection with the business of the company, and sell, lease or otherwise dispose thereof;

To purchase, lease or otherwise acquire or undertake and hold, exercise and enjoy the whole or any part of the business, good-will, property, privileges, contracts, rights or other assets of any individual, firm or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or any business in whole or in part similar thereto, or in possession of property suitable for the purposes of the company, and to pay therefore in cash or fully or partly paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise, and to assume the liabilities of any such individual, firm or company and exercise the rights, powers and franchises of any company whose capital stock is owned by the company, in the name of such company or in its own name;

To amalgamate or consolidate with any other company or corporation whose objects are in whole or in part similar to those of the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and negotiable or transferable instruments;

To pay out of the funds of the company for any expenses attached to the formation or organization of the company;

To do all things and any business permitted under the Quebec Companies' Act, and not requiring a special act of the Legislature and in connection with the objects of the company, under the name of "F. X. Martel, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into two hundred (200) preferred shares with 7% cumulative interest, of one hundred dollars (\$100.00) each, and two hundred and ninety nine (299) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The cumulative interest of 7% per annum is the only privilege on the preferred shares.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of May, 1926.

C. J. SIMARD,

2764

Assistant Provincial Secretary.

"Garage St. Eustache, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twelfth day of May, 1926, incorporating: Hector Boileau, accountant, of the parish of Saint Eustache, district of Terrebonne, Joseph Antoine Guy, notary, of the parish of Saint

de la paroisse de Saint-Martin, district de Montréal, et Joseph Jean, avocat, de la ville de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce sous toutes ses formes, en gros et en détail, d'automobiles, de camions-automobiles, tracteurs, motocycles, aéroplanes, hydroplanes et de tous autres genres de véhicules, ainsi que de moteurs ou d'engins mûs ou actionnés par la gazoline, l'électricité ou autres forces motrices;

Faire le commerce sous toutes ses formes, en gros et en détail, d'instruments, outils, accessoires et pièces de rechange se rapportant à chacun des objets ci-dessus mentionnés, et faire aussi le commerce en gros et en détail d'essence ou gazoline, huile, produits chimiques et autres objets se rapportant au susdit commerce;

Manufacturer, importer, exporter tous et chacun des objets ci-dessus mentionnés;

Construire, acquérir, posséder, exploiter, vendre, louer ou autrement en disposer, des garages, manufactures, usines et entrepôts se rapportant au commerce et à la fabrication des articles ci-dessus mentionnés;

Exploiter ces différents genres de commerce et d'industrie soit comme agent, soit comme manufacturier, soit comme marchand ou négociant;

Acquérir, vendre, posséder, échanger, utiliser et exploiter des brevets, licences, concessions et inventions pouvant être utilisés par la compagnie;

Acheter, acquérir, posséder, échanger, vendre, louer ou autrement aliéner, hypothéquer des propriétés mobilières et immobilières;

Prendre des garanties mobilières ou immobilières, réelles ou personnelles, sous quelques formes que ce soit;

Acquérir, posséder, exploiter, vendre, louer et autrement en disposer, tout commerce, industrie, manufacture, usine, garages et entrepôts se rapportant au commerce et à la fabrication des objets ci-dessus mentionnés, ainsi que toutes entreprises semblables à celles de la compagnie, y compris la clientèle, le matériel, les propriétés et les pouvoirs de telles entreprises, et émettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie en paiement du prix de telles acquisitions;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou toute partie de la propriété et du passif de la compagnie ou pour toute autre fin qui paraîtra propre directement ou indirectement à profiter à la corporation;

Souscrire, acheter, posséder et détenir des actions, parts, débentures et obligations de toute corporation publique ou privée, les vendre ou autrement en disposer et agir comme actionnaires de telle compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des chèques, billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée et autrement que sur les actions de la compagnie;

Accepter des actions, débentures, hypothèques ou autres valeurs, d'autres compagnies ou personnes, en paiement intégral ou partiel des services rendus, de toutes ventes faites, dettes dues par telles compagnies ou personnes;

Distribuer en espèces ou autrement tel que

Martin, district of Montreal, and Joseph Jean, advocate, of the town of Pointe aux Trembles, district of Montreal, for the following purposes:

To deal under all forms, wholesale and retail, in automobiles, motor-trucks, tractors, motor-cycles, aeroplanes, hydroplanes and any other kind of vehicles and motors or engines moved or worked by gasoline, electricity or other motive power;

To deal under all forms, wholesale and retail, in implements, tools, accessories and exchange parts, connected with any of the hereabove mentioned objects and also deal wholesale and retail in essences or gasoline, oil, chemical products and other objects relating to the aforesaid business;

To manufacture, import, export all and any of the objects hereabove mentioned;

To construct, acquire, own, exploit, sell, lease or otherwise dispose of the garages, factories, workshops and warehouses relating to the business and manufacture of the hereabove mentioned articles;

To exploit such various kinds of business or industry either as agent, manufacturer, merchant or trader;

To acquire, sell, hold, exchange, utilize and exploit patents, licenses, concessions and inventions that may be utilized by the company;

To purchase, acquire, own, exchange, sell, lease or otherwise alienate, hypothecate movable and immovable property;

To take movable or immovable securities, real or personal, under any form whatever;

To acquire, own, exploit, sell, lease and otherwise dispose of any business and industry, factory, workshop, garages and warehouses relating to the business and manufacture of the hereabove mentioned articles, also any undertakings similar to those of the company, including the good-will, material, property and powers of such enterprises, and to issue and allot wholly or partly paid up shares of the company in payment for such acquisitions;

To organize one or more companies to take over the whole or any part of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may appear directly or indirectly calculated to benefit the corporation;

To subscribe for, purchase, possess and hold shares, stock, debentures, bonds of any public or private corporation, and sell or otherwise dispose of the same and to act as shareholders of such company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To invest the moneys of the company not immediately required, in a manner which will be determined from time to time and otherwise than in the shares of the company;

To accept stock, debentures, hypothecs or other securities of any other person or company in full or part payment for services rendered, sale made, debt due by any such person or company;

To distribute, in kind or otherwise, as may

décidé, toute valeur de la compagnie à ses membres et particulièrement les actions, débetures, ou autres valeurs d'autres compagnies constituées pour assumer la totalité ou toute partie du passif ou de l'actif de la présente corporation;

Emettre et répartir comme acquittées des actions du capital-social de la compagnie en paiement complet ou partiel de tous services rendus avant ou après son incorporation, du prix d'achat de toutes propriétés mobilières ou immobilières, brevets ou droits de brevets, franchises et clientèle;

Généralement faire toutes choses se rattachant ou étant appropriées à la réalisation de tous et chacun des objets précités;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt et il ne sera fait aucun appel au public pour la souscription de ses actions, sous le nom de "Garage Saint-Eustache, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en le village de Saint-Eustache, district de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mai, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
2765 C.-J. SIMARD.

"J.-Eug. Choquette, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mai, 1926, constituant en corporation: J.-Eugène Choquette, électricien, B.-Armand Biron, agent d'assurance, Léon Poulin, boucher, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'appareils et d'accessoires électriques et de radios et d'en faire l'installation et les réparations ainsi que de tous matériaux, toutes machineries, fournitures et matériel de toutes sortes et descriptions;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

D'acquiescer la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements, ou de l'actif de tout individu, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Demander, acheter, ou autrement acquiescer, détenir et disposer de tous brevets, marques de commerce, brevets d'inventions, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou limité d'utiliser quelques secrets ou autres enseignements au sujet d'une invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, et dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et utiliser, exercer, développer ou permettre

be agreed upon, any securities of the company to its members and particularly shares, debentures or other securities of any company incorporated to assume the whole or any part of the assets and liabilities of the present corporation;

To issue and allot as paid up shares of the capital stock of the company, in full or part payment for any services rendered before or after its incorporation, the purchase price of any movable or immovable property, patents or patent rights, rights, franchises and goodwill;

Generally to do all things incidental or conducive to the attainment of the aforementioned objects;

The number of the shareholders of the company shall be limited to twenty and no appeal shall be made to the public to subscribe for its shares, under the name of "Garage Saint Eustache, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the village of Saint Eustache, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May 1926.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"J. Eug. Choquette, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1926, incorporating: J. Eug. Choquette, electrician, B. Armand Biron, insurance agent, Léon Poulin, butcher, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell and deal in electric apparatuses and accessories and radios and to install and repair same as also any materials, machinery, supplies and material of every kind and description;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To acquire the whole or any part of the business, property and engagements or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the present company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To apply for, purchase or otherwise acquire, hold and dispose of any patents, trade marks, patents of invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in re-

des brevets au sujet de ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Prendre ou acquérir autrement, détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les payer soit en argent comptant, soit en actions de la compagnie, ou par toute autre considération;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir de toute manière tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce, et payer soit comptant, soit par actions acquittées de la compagnie, ou autre considération;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Agir comme agent général pour acheter, vendre et échanger, trafiquer à commission ou autrement de tous les articles et effets convenant aux fins de la présente compagnie;

Acheter, louer ou acquérir des biens-fonds, terrains, locations d'immeubles pour les fins nécessaires ou l'exercice des pouvoirs de la compagnie;

Émettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres valeurs comme paiement complet ou partiel de toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits, baux, offres, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis ou concessions que la présente compagnie peut légalement acquérir, et émettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement complet ou partiel ou en échange de parts, obligations, débetures, ou valeurs de toute compagnie engagée dans une industrie identique ou reliée à l'industrie de la présente compagnie;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire aucune action du capital corporatif ou aucune obligation ou autre valeur de la compagnie dans ou à l'occasion de sa formation ou autrement, dans son organisation ou l'exploitation et la gestion de cette affaire, et les payer en numéraire ou en actions de la compagnie entièrement libérées ou non, et de toute autre manière que la compagnie jugera à propos;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie pour le bénéfice de cette dernière et émettre des bons, débetures ou donner toutes autres garanties mobilières ou immobilières que la compagnie croira avantageux, escompter tous billets dus à la compagnie ou donner toutes valeurs en garantie collatérale ou directe pour tout emprunt fait par la compagnie pour les fins de son commerce, et hypothéquer tout immeuble ou bien-fonds pouvant appartenir à la compagnie pour les mêmes fins;

Faire toutes choses nécessaires ou utiles et pouvant convenir au nom de la compagnie et en général avoir tous les pouvoirs conférés par la loi des compagnies de Québec, sous le nom de "J.-Eug. Choquette, Limitée", avec un capital

spect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the present company, and to pay for same either in cash, paid up shares or for any other consideration;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade and to pay for same either in cash, paid up shares of the company or for any other consideration;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of lading, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To act as general agent to purchase, sell and exchange, deal in on commission or otherwise in all articles and goods connected with the purposes of the present company;

To purchase, lease or acquire real estate, lands, leasing of immovables for the necessary purposes or the exercise of the powers of the company;

To issue bonds, paid up shares, debentures or other securities in full or part payment of any movable or immovable property, rights, leases, offers, franchises, undertakings, powers, privileges, licenses or concessions which the present company may legally acquire, and to issue paid up shares, obligations, bonds, debentures or other securities of the company in full or part payment or in exchange for shares, stock, bonds, debentures or securities of any other company carrying on a business similar or germane to the business carried on by the present company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in securing subscriptions to any share of the capital stock or any obligation or other security of the company, or in or about its formation or otherwise, in its organization, exploitation or management of its business, and to pay for the same in cash or in shares fully paid up or not or in any other manner which the company may think proper;

To borrow money upon the credit of the company for its own benefit and to issue debentures, bonds, and to give any other movable or immovable security which the company may deem advantageous, discount any notes due to the company, give any other assets as collateral or direct security for any loan made by the company for the purposes of its business, and to hypothecate any immovables or real estate that may belong to the company for the same purposes;

To do all things necessary or suitable or conducive to the company's purposes and generally to enjoy all powers conferred by the Quebec Companies' Act, under the name of "J.-Eug. Choquette, Limitée", with a total capital stock

total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de mai, 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2767 ALEXANDRE DESMEULES.

"John J. Robbins (Canada), Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai, 1926, constituant en corporation: Nathaniel-Samuel Fineberg, Benjamin Robinson et Joseph Shapiro, tous avocats, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir, acheter, vendre, échanger, fournir, importer, exporter, réparer, emmagasiner, louer, arrenter, fabriquer, et généralement faire le commerce, comme principaux aussi bien comme agents ou facteurs pour d'autres, de toutes sortes et espèces de tapis, carpettes, nattes, tapis de Turquie, meubles meublants, ameublements de maisons, décorations de maison et de toutes sortes d'effets, denrées, marchandises et articles dont font commerce ou qui se rattachent au commerce de décorateurs et marchands d'ameublements et de garnitures de maisons et de bureaux;

Agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission pour toutes classes de produits ouverts, articles, effets, marchandises et matériaux dont la compagnie a l'autorisation de faire commerce;

Promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation ou compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et acquérir par achat, location ou autrement, tout commerce ou industrie existante et les réorganiser et les développer;

De temps en temps solliciter ou acquérir par cession, transfert ou autrement et exercer, exécuter et jouir de tout statut, ordonnance, ordre, licence, pouvoir, autorité, concession, droit ou privilèges que tout gouvernement ou autorité suprême, municipale ou locale, ou toute corporation ou corps public ont le pouvoir de faire, décréter ou accorder, et approprier tout capital, obligations et biens de la compagnie pour en payer et défrayer le coût, les charges et dépenses nécessaires;

Pour les fins de la compagnie, accepter, prendre à bail ou en échange et autrement acquérir toutes propriétés réelles ou personnelles, et les vendre, améliorer, gérer, développer, louer et faire valoir, en disposer ou les approprier autrement;

Vendre, louer ou aliéner autrement l'actif, les biens et l'entreprise de la compagnie ou toute partie de l'actif, des biens et de l'entreprise, pour telle considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Se fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction

of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of May, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
2768 Acting Assistant Provincial Secretary.

"John J. Robbins (Canada), Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth of May, 1926, incorporating: Nathaniel Samuel Fineberg, Benjamin Robinson and Joseph Shapiro, all advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, purchase, sell, exchange, supply, import, export, repair, store, let, hire, manufacture and generally deal in as principals, as well as agents or factors for others for all classes and kinds of rugs, carpets, mats, Eastern rugs, household furniture, household furnishings, house decorations and all kinds of goods, wares, merchandise and commodities dealt in or pertaining or incidental to the business of decorators and house and office furnishings and equipment;

To act as manufacturers' agents or commission agents, of all classes of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials in which the company is authorized to deal;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company having objects similar in whole or in part to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise, any existing business or industry, and to reorganize and develop the same;

From time to time to apply for, acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, authority, concession, right or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make to grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

For the purposes of the company to purchase, take on lease or in exchange and otherwise acquire any real and personal property, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and otherwise deal with the same;

To sell, lease or otherwise dispose of the assets, property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized

que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou de nature à augmenter la valeur des propriétés ou valeurs de la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions, des propriétés et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réemettre avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

Emettre et répartir comme acquittées les actions de la compagnie constituée en corporation par les présentes en paiement complet ou partiel de toute industrie, franchise, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations et débetures ou autres biens ou droits qu'elle pourrait légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement toute corporation, compagnie, individu ou association avec lesquels cette compagnie est en affaires, et se porter garants de l'exécution des contrats par toute compagnie, corporation, individu ou association ou par toute personne ou personnes semblables;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, les biens de la compagnie, et en particulier les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont celle-ci aurait le pouvoir de disposer;

Placer et approprier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière déterminée de temps à autre;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs ou relativement à la formation ou l'organisation de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Faire toutes ou chacune des choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets susmentionnés;

Après autorisation par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour délibérer sur ce règlement, les directeurs pourront périodiquement:

(a) Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

(b) Emettre des obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, les engager ou vendre aux montants et prix qui seront jugés judicieux;

(c) Notwithstanding l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, grever ou engager la propriété foncière ou personnelle, présente ou future, de la compagnie, ou les deux, pour garantir aucunes telles obligations, débetures, actions-obligations ou les autres valeurs, fournir partie seulement de cette garantie pour ces fins, constituer aussi l'hypothèque, mortgage ou gage mentionné dans le sous-paragraphe, par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations ou d'aucune autre manière;

to engage in, or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares, properties and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, promise, loan, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporation, company, individual or association with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association or by any such person or persons;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any bonds, debentures, debenture stock or other securities or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

(a) Borrow money upon the credit of the company;

(b) Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(c) Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, or in any other manner;

(d) Hypothéquer et grever la propriété immobilière de la compagnie, gager ou autrement aliéner la propriété mobilière, ou donner telles garanties pour garantir le paiement d'emprunts contractés autrement que par l'émission de débiteures, de même que le paiement ou l'exécution d'aucune autre dette, contrat ou engagement de la compagnie;

Les limitations ou restrictions de cet article ne s'appliqueront pas aux emprunts de la compagnie sur billets promissaires, lettres de change tirés, souscrits, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie, sous le nom de "John J. Robbins (Canada), Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mai, 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

2769 ALEXANDRE DESMEULES.

"La Cie de Ferronnerie Letourneau".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mai, 1926, constituant en corporation: George Letourneau, Joseph Letourneau, fils, tous deux marchands, de la cité de Westmount, Alphonse Ouimet, comptable, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de tout objet en fer manufacturé ou non manufacturé, soit entièrement en fer ou soit des objets dans lesquels il y a du fer;

Faire le commerce en gros et en détail de la vitre, peinture, huile de toutes sortes et généralement faire le commerce en gros et en détail de tout ce qui entre et sert dans la construction des bâtisses de tous genres;

Faire le commerce en gros et en détail de tous instruments, outils, machineries et autres objets mécaniques ou autres;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder des immeubles, y installer toutes machines nécessaires aux fins ci-dessus, vendre, louer, échanger, céder, transporter ou autrement aliéner tous et chacun des immeubles de la compagnie, les développer, les améliorer et en disposer en tout ou en partie;

Ouvrir des magasins de détail, des agences pour faire le commerce des objets ci-dessus;

Acquérir le commerce total, comprenant l'actif et le passif de toutes personnes, corporations ou compagnies faisant le commerce des choses ci-dessus, et en payer le prix d'achat en parts acquittées ou bons de cette compagnie ou autrement;

Acquérir par achat, bail ou autrement tout immeuble, y construire toute manufacture, entrepôts frigorifiques, pouvant servir au commerce de la compagnie;

Faire le commerce en général de distributeur du lait, de la crème, du beurre, du fromage, des œufs, et de tous leurs sous-produits, et des produits de la ferme;

Etablir, maintenir et conduire un ou des bureaux, ou agences d'annonces de toutes sortes, et pouvoir faire à cette fin toutes les

(d) Hypothecate or mortgage the immovable property of the company, or pledge or otherwise affect the movable property, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "John J. Robbins, (Canada), Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares at a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,

2770 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Cie de Ferronnerie Letourneau".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1926, incorporating: George Letourneau, Joseph Letourneau, junior, both merchants, of the city of Westmount, Alphonse Ouimet, accountant, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business wholesale and retail in iron ware, manufactured or non manufactured, either entirely in iron or ware into which iron enters;

To carry on business wholesale and retail in glass, paint, oil of every kind, and generally deal wholesale and retail in anything which enters into and is used in the construction of buildings of all kinds;

To deal wholesale and retail in any implements, tools, machinery and other mechanical objects or other;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and own immovable property, install therein any machinery necessary for the hereabove purposes; to sell, lease, exchange, assign, transfer or otherwise alienate all and any of the immovable property of the company, to develop, improve, and dispose thereof in whole or in part;

To open retail stores and agencies to carry on business for the hereabove objects;

To acquire the whole of the business, including the assets and liabilities of any persons, corporations or companies carrying on business in the hereabove things, and to pay the purchase price thereof in paid up shares, or bonds of the company or otherwise;

To acquire by purchase, lease or otherwise any immovable, construct thereon any factory, cold storage warehouses, useful for the business of the company;

To carry on business in general of distributors of milk, cream, butter, cheese, eggs and all their by-products, and farm products;

To establish, maintain and conduct one or several offices or advertising agencies of every kind and to do for such purpose everything

choses nécessaires et se rapportant à ce genre de commerce;

Acquérir, acheter, posséder, vendre des actions, stock, débetures ou garanties dans toutes autres compagnies faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Vendre, céder, transporter ou échanger aucune partie des immeubles ou autres propriétés appartenant à la compagnie, pour toutes considérations ou aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos ou en disposer autrement, et accepter de l'argent, des actions, des obligations, des débetures ou des bons de toutes autres compagnies faisant un commerce semblable à celui de la compagnie, en paiement ou partie de paiement d'iceux;

Acquérir et posséder toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stocks, biens ou autres droits de toutes personnes, corporations, sociétés ou compagnies faisant un commerce semblable à celui de la compagnie;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, des débetures, des bons, des obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement pour tous meubles et immeubles, droits et autres biens acquis par la compagnie et, avec l'approbation des actionnaires, pour rémunération pour services rendus ou devant être rendus à la compagnie de quelque manière que ce soit, et émettre aux fins ci-dessus, et accepter et négocier tous billets promissaires, lettres de change, chèques, mandats, connaissements et autres effets négociables; acquérir, obtenir par cession, transport, achat ou autrement, exercer et exploiter et généralement bénéficier de tous privilèges, franchises et droits quelconques, que tous gouvernements ou corps publics quelconques ou corporation pourra lui accorder, et défrayer les dépenses de ces obtentions de privilèges au moyen de parts acquittées de la compagnie ou autrement;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, et s'amalgamer avec toutes personnes, corporations, sociétés ou compagnies faisant un commerce semblable à celui de la compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et en paiement total ou partiel de la considération d'icelle, accepter de l'argent, ou au lieu de l'argent, des actions acquittées, des obligations, débetures ou autres garanties de toutes telles corporations, personnes, compagnies ou sociétés; s'amalgamer, se fusionner avec toutes autres personnes, corporations ou compagnies ayant un commerce semblable en tout ou en partie avec celui de la compagnie;

Placer et faire des affaires avec les argents de la compagnie non immédiatement requis, en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie aucun des biens de la compagnie, et en particulier toutes les actions, obligations, débetures, bons ou autres garanties dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont cette dernière peut avoir le pouvoir de disposer;

Faire généralement tout ce qui sera utile ou nécessaire pour parvenir aux fins ci-dessus, sous le nom de "La Cie de Ferronnerie Letourneux", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents

necessary connected with such kind of business;

To acquire, purchase, own, sell shares, stock, debentures or securities of any other companies carrying on in whole or in part a business similar to that of the company;

To sell, alienate, transfer or exchange any part of immovable or other property belonging to the company, for such consideration and on such terms and conditions which the company may deem fit or otherwise dispose of the same, and to accept cash, shares, bonds, debentures or bonds from any other companies carrying on a similar business to that of the company, in payment or part payment thereof;

To acquire and possess any business, franchises, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, immovables, stocks, assets or other rights of any persons, corporations, firms or companies carrying on a similar business to that of the company;

To issue paid up and non-assessable shares, debentures, stock, bonds, or other securities of the company, in payment or part payment of any movable and immovable, rights and other property acquired by the company and, with the approval of the shareholders, in remuneration for services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever, and to issue for the above purposes, and to accept and negotiate promissory notes, bills of exchange, cheques, warrants, bills of lading and other negotiable instruments; to acquire, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, carry on and exploit and generally benefit by any privileges, franchises and rights whatever, which any government or public bodies or corporations may grant it, and defray the costs of such obtaining of privileges by means of paid up shares of the company or otherwise;

To sell, lease the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit or otherwise dispose of same, and to amalgamate with any persons, corporations, firms or companies carrying on a business similar to that of the company, upon the terms and conditions which may be deemed expedient and, in full or part payment for the consideration thereof, to accept money or, instead of money, paid up shares, bonds, debentures or other securities of any such corporations, persons, companies or firms; to amalgamate or unite with any other persons, corporations or companies carrying on a similar business in whole or in part to that of the company;

To invest and deal with the money of the company not immediately required, in the manner which may be determined from time to time;

To distribute amongst the shareholders of the company any of the property of the company and in particular any shares, obligations, debentures, bonds or other securities of other companies belonging to the company, or which the latter may have the power to dispose of;

Generally to do everything useful or necessary for the attainment of the above purposes, under the name of "La Cie de Ferronnerie Letourneux", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into

(200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mai, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

2771

C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Rousseau, Limitée—The Rousseau Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mai, 1926, constituant en corporation: Melville Rousseau, commerçant, Auguste Baribeau et Louis-P. Baribeau, comptables, tous trois demeurant à Sainte-Anne-de-la-Pérade, P. Q., dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de bois sous toutes leurs formes et dans toutes leurs branches. Exercer, comme principal ou comme agent, le commerce d'immeuble sous toutes ses formes; agir comme entrepreneur et constructeur de chemins, ponts, écluses, et faire tous les travaux de voirie en général; et sans limiter les pouvoirs ci-dessus;

Acheter ou autrement acquérir, louer, faire, construire, maintenir et opérer des moulins à scier et préparer le bois de sciage, bois de pulpe, traverses (dormants) de chemin de fer, poteaux de bois, bois de charpente, bardeaux et autres objets de même nature;

Acheter, affermer, louer ou autrement acquérir, utiliser, vendre, transférer toutes propriétés mobilières, immobilières ou bien-fonds ou tout intérêt sur iceux, toutes concessions et permis forestiers, terrains boisés, droit de brevet et marque de commerce, sources ou droit de forces hydrauliques (water-power), droit de grève de passage (right of way) ou tous autres droits et privilèges que la Compagnie pourra acquérir;

Exercer toute industrie, manufacturière ou autre, que la Compagnie croira être capable d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou censée augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la Compagnie, ou les rendre profitables;

Entreprendre par contrat de couper, flotter, scier des billots, bois de pulpe, bois de sciage, poteaux, dormants de chemin de fer, pour le compte d'une personne ou compagnie ou société quelconque;

Acquérir, par achat ou autrement, la totalité ou une partie des affaires, droits et biens et se charger ou non des obligations de toute personne, société ou corporation exerçant une industrie semblable en tout ou en partie à celle de la présente compagnie; et donner en paiement des obligations ou autres valeurs de la Compagnie et notamment des actions libérées de son capital-actions;

Vendre ou autrement céder la totalité ou une partie des affaires, biens et entreprises de la Compagnie, comme industrie active ou autrement, aux clauses et conditions et pour la compensation que la Compagnie jugera bon et en particulier pour les actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente Compagnie;

Souscrire, prendre, ou de quelque manière acquérir les effets, actions, obligations, déten-

two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May, 1926.

C. J. SIMARD,

2772

Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Rousseau, Limitée—The Rousseau Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1926, incorporating: Melville Rousseau, trader, Auguste Baribeau and Louis P. Baribeau, accountants, all three residing at Sainte Anne de la Pérade, P. Q., for the following purposes:

To carry on the lumber industry and business under all forms and in all its branches. To carry on, as principal or agent, the real estate business under all its forms; to act as contractor and builders of roads, bridges, dams, and carry on any road work generally, and without limiting the hereabove powers;

To purchase or otherwise acquire, lease, make, construct, maintain and operate sawmills and prepare lumber, pulpwood, railway ties, wooden poles, timber, shingles and other objects of a like nature;

To purchase, hire, lease or otherwise acquire, utilize, sell, transfer any movable property, immovables or real estate or any interest therein, any timber concessions and licenses, timber lands, patent right and trade marks, water-power sources or rights, shore right of way or any other rights and privileges which the company may acquire;

To carry on any manufacturing industry or otherwise which the company may deem capable of being conveniently carried on in connection with its business or deemed to directly or indirectly increase the value of or render profitable the property or rights of the company;

To undertake by contract to cut, float, saw logs, pulpwood, lumber, poles, railway sleepers for the account of any person, company or firm whatever;

To acquire by purchase or otherwise the whole or part of the business, rights and assets and take over or not the liabilities of any person, firm or corporation carrying on a similar business in whole or in part to that of the present company, and give in payment therefor bonds or other securities of the company and particularly paid up shares of its capital stock;

To sell or otherwise assign the whole or any part of the business, assets and undertakings of the company as a going concern or otherwise, on the clauses and conditions and for the compensation which the company may deem fit and in particular for the shares, bonds or other securities of any other company whose objects are similar or partly similar to those of the present company;

To subscribe for, take or in any manner acquire the effects, shares, bonds, debentures or

ures ou autres de toute Compagnie et les vendre ou autrement en disposer, garantir les obligations, débetures ou valeurs ainsi vendues ou cédées par la présente Compagnie ou toute autre Compagnie semblable;

Distribuer entre les actionnaires de la Compagnie, en nature, tous biens de la Compagnie et en particulier les actions, obligations ou autres valeurs de toutes autres compagnies appartenant à la présente Compagnie, ou dont la présente Compagnie aura le pouvoir de disposer;

Payer pour toutes obligations de la Compagnie ou pour toutes réclamations contre elle, ou pour tous biens ou droits par elle acquis ou possédés, pour tous services rendus ou à être rendus à la Compagnie, en obligations ou autres valeurs ou biens de la Compagnie, ou par l'émission et la distribution de parts acquittées de son capital-actions;

Faire toutes ou quelque-une des opérations et des actions mentionnées ci-dessus, soit seule ou conjointement avec d'autres, pour elle-même comme principal ou pour d'autres comme agent, sous le nom de "La Compagnie Rousseau, Limitée.—The Rousseau Company, Limited".

Le capital-actions de la Compagnie sera divisé en dix mille (10,000) actions sans valeur au pair ou nominales, et mille (1,000) actions privilégiées de cent piastres (\$100.00) chacune.

Les actions privilégiées auront et posséderont toutes les propriétés, droits et privilèges ci-après énumérés et seront sujettes aux restrictions suivantes:

Les porteurs des actions privilégiées auront droit de recevoir comme tels, à même les bénéfices nets ou les surplus de la Compagnie, tel que déterminé de temps à autre par le bureau de direction, des dividendes privilégiés, cumulatifs à compter de la date de l'émission, au taux de sept pour cent (7%) par année, sur la valeur globale au pair des dites actions détenues par eux respectivement, les dits dividendes étant cumulatifs et payables annuellement le premier jour du mois d'août de chaque année, avant la déclaration ou le paiement d'aucun dividende sur les autres actions, et si, en aucune manière, les dividendes au taux de sept pour cent (7%) par année n'ont pas été payés sur les actions privilégiées, le solde déficitaire sera payable, sans intérêt, à même les bénéfices ou le surplus des années subséquentes ou antérieures, déterminé par le bureau de direction tel que susdit, avant qu'un dividende soit déclaré ou payé sur les autres actions;

Survenant la liquidation, dissolution ou ventilation de la Compagnie, les actions privilégiées en cours devront être payées en entier et au pair, avec en plus les dividendes courus et leurs arrérages, avant qu'aucun paiement ne soit fait sur les autres actions, et les détenteurs des autres actions auront droit alors au surplus;

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties à un prix qui sera fixé de temps à autre par les directeurs de la Compagnie;

Les porteurs d'actions privilégiées et des autres actions n'auront que le même pouvoir de voter, soit un vote pour chaque action;

Le montant avec lequel la Compagnie commencera ses opérations est de soixante mille piastres (\$60,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Sainte-Anne-de-la-Pérade, dans le district des Trois-Rivières.

other securities of any company and to sell or otherwise dispose thereof, guarantee the bonds, debentures or securities thus sold or assigned by the present company or any other similar company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any assets of the company and in particular shares, bonds or other securities of any other companies belonging to the present company, or which the present company may have the power to dispose of;

To pay for any obligations of the company or for any claims against the company or for any property or rights acquired or possessed by the company, for any services rendered or to be rendered to the company, in bonds or other securities or assets of the company, or by the issue and distribution of paid up shares of its capital-stock;

To do all or any of the operations and things hereabove mentioned, either alone or in conjunction with others, for itself as principal or for others as agents, under the name of "La Compagnie Rousseau, Limitée.—The Rousseau Company, Limited".

The capital-stock of the company will be divided into ten thousand (10,000) shares without nominal or par value and one thousand (1,000) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The preferred shares shall have and possess all the preferences, rights and privileges hereinafter expressed, and shall be subject to the following restrictions, namely:

The holders of the preferred shares shall be entitled to receive in respect thereto, out of net profits and surplus of the corporation, as determined from time to time by the Board of Directors, cumulative preferential dividends from the date of issue, at the rate of seven per cent (7%) per annum, on the aggregate par value of their respective holdings of said stock, and said dividends shall be cumulative and be payable annually on the first day of the month of August in each year, and before any dividends are declared or paid on the common stock, and if in any year dividends at the rate of seven per cent (7%) per annum shall not have been paid on the preferred stock, the deficiency shall be payable without interest out of the net profits or surplus of subsequent as well as previous years, determined by the Board of Directors as aforesaid, before any dividends are declared or paid on the common stock;

In case of liquidation, dissolution or winding up of the company, the outstanding preferred shares shall be paid in full at the par value thereof, plus dividends accrued or in arrears thereon, before any payment is made on the common shares, and the holders of the common shares shall then be entitled to the surplus;

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors of the company, from time to time;

The holders of preferred shares and of the other shares shall have only the same power to vote, namely one vote for each share;

The amount with which the company shall commence its operations is to be sixty thousand dollars (\$60,000.00).

The head office of the company will be at Sainte Anne de la Perade, in the district of Three Rivers.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce septième jour de mai, 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2773 ALEXANDRE DESMEULES.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this seventh day of May, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
2774 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Lagueux & Darveau, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mai, 1926, constituant en corporation: J.-Arthur Lagueux, Henri Darveau, tous deux courtiers, de la cité de Québec, Pierre-E. Guay, comptable, de Black Lake, dans les buts suivants:

Souscrire, acheter et détenir, soit comme principal ou agent, soit comme propriétaire absolu ou conditionnel, ou soit comme garantie collatérale et de toute autre manière que ce soit, acquérir par échange ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou disposer de quelque manière que ce soit des bons, obligations ou toutes autres valeurs de tout gouvernement ou de toute corporation municipale, scolaire ou religieuse ou de toute autre corporation publique, corporation ou compagnie, le tout aux conditions qui seront jugées convenables;

Procurer ou aider à procurer à tout gouvernement et toute corporation municipale, scolaire ou religieuse ou à toute autre corporation publique, corporation ou compagnie, des argents au moyen de bons, obligations, débiteures ou toutes autres valeurs au moyen d'endossement, de prêts, de promesses, de garantie, de toutes valeurs ou de toutes manières que ce soit, et offrir au public pour souscription tous bons, obligations, débiteures ou toutes autres valeurs dont la compagnie peut disposer pour ces fins, le tout aux conditions qui seront jugées convenables;

Emettre des actions-obligations (debenture-stock) jusqu'au montant qui sera jugé utile pour les fins de la compagnie et en disposer pour le bénéfice de la compagnie;

Acquérir par achat, échange ou autrement des actions, stocks, obligations, débiteures et valeurs de toute autre compagnie, société ou corporation et en disposer, en tout ou en partie, au moyen de la vente, de l'échange ou autrement, aux termes et conditions qui seront jugés convenables, y compris la garantie du principal, de l'intérêt et des dividendes s'y rattachant ou aucune partie de ces valeurs, et conclure des conventions au sujet desdites actions ou autres valeurs, aux termes et conditions qui seront jugés convenables;

Appliquer les fonds de la compagnie à l'achat des actions, stocks, obligations ou autres valeurs de tout gouvernement, de toute corporation municipale, scolaire ou religieuse, ou de toute autre corporation publique, corporation ou compagnie;

Acquérir par achat ou autrement, prendre à bail toute propriété mobilière, droits, privilèges et immunités que la compagnie jugera nécessaires ou utiles aux fins de ses opérations, ou qui seront donnés en garantie ou sur lesquels la compagnie peut avoir un gage ou hypothèque, et donner en paiement de ces propriétés, droits ou privilèges ou pour travail ou pour services rendus à la compagnie, des deniers comptants ou des obligations ou actions de la compagnie, ou du stock, des obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation que possèdera la compagnie, ou partie l'un ou partie l'autre;

Entreprendre la construction de canaux,

"Lagueux & Darveau, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1926, incorporating: J. Arthur Lagueux, Henri Darveau, both brokers, of the city of Quebec, Pierre E. Guay, of Black Lake, accountant, for the following purposes:

To subscribe for, purchase and hold, either as principal or agent, as absolute or conditional owner, or as collateral security and in any other manner whatever, to acquire by exchange or otherwise, and sell, exchange, transfer, assign or dispose of in any manner whatever, bonds, debentures or any other securities of any government or any municipal, school or religious corporation, or any other public corporation, corporation or company, the whole on the conditions which may be deemed suitable;

To procure or aid in procuring for any government and any municipal, school or religious corporation, or for any other public corporation, corporation or company, moneys by way of bonds, obligations, debentures or any other securities by way of endorsement, loan, promise, guarantee, of any securities or in any manner whatever, and to offer to the public for subscription any bonds, obligations, debentures, or any other securities which the company may dispose of for such purposes, the whole on the conditions which may be deemed suitable;

To issue debenture-stock to the amount which may be deemed useful for the purposes of the company, and dispose thereof for the benefit of the company;

To acquire by purchase, exchange or otherwise shares, stocks, bonds, debentures and securities of any other company, firm or corporation and dispose thereof, in whole or in part, by way of sale, exchange or otherwise, on the terms and conditions which may be deemed suitable, including the guarantee of principal, interest and dividends connected therewith or any part of such securities, and to enter into agreements respecting the said shares or other securities, on the terms and conditions which may be deemed suitable;

To apply the funds of the company for the purchase of shares, stocks, bonds or other securities of any government, municipal, school or religious corporation, or any other public corporation, corporation or company;

To acquire by purchase or otherwise, take on lease any immovable property, rights, privileges and immunities which the company may deem necessary or useful for the purposes of its operations, or which may be given as security or on which the company may have a mortgage or hypothec and give in payment for such properties, rights or privileges, or for work or services rendered to the company, cash or bonds or shares of the company, or stock, bonds or securities of any other company or corporation which the company may own, or partly one and partly the other;

The undertake the construction of canals,

quais, entrepôts et travaux de construction de tout genre et description; faire les affaires, les travaux et les entreprises comme entrepreneurs ou constructeurs généralement;

Fournir les estimés, plans, devis, spécifications, et tous autres détails et données relativement à des travaux et à des constructions de tous genres et descriptions;

Acquérir, détenir et posséder toute la propriété mobilière et immobilière qui pourrait être nécessaire ou incidente à l'exercice d'aucun des pouvoirs accordés à la compagnie, et vendre, louer ou autrement disposer des dites propriétés;

Acquérir, pour toutes considérations que la compagnie jugera convenables, y compris même des actions libérées de la compagnie, la propriété, les droits, l'entreprise et l'actif de toute société, compagnie, corporation, de tout syndicat ou de toute personne s'occupant de tous ou de quelqu'un des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation;

Faire toutes autres choses et affaires qui ne sont pas spécifiées ici, mais qui pourraient se faire incidemment aux buts de la compagnie ou qui pourraient être utiles pour exercer parfaitement et plus complètement tous les pouvoirs accordés à la compagnie;

S'amalgamer ou se fusionner avec toute autre compagnie;

Exiger et recevoir rémunération pour ses services et accepter cette rémunération, soit en deniers comptants ou en propriété mobilière ou immobilière, et conclure toute convention avec toute personne ou personnes pour la promotion de la compagnie, et émettre des actions acquittées en compensation des services rendus, ou les payer en deniers comptants, ou partie l'un partie l'autre;

Vendre, échanger ou disposer de la totalité ou d'une partie de la susdite propriété, des valeurs ou droits, aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables;

Distribuer entre les mains de la compagnie, en nature, toutes parts, débentures, valeurs ou propriétés appartenant à la compagnie;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer ou assister dans la promotion, l'administration, l'organisation ou le développement de toute corporation, compagnie, syndicat ou entreprise;

Agir comme agents et courtiers pour le placement, le paiement, la transmission d'argent;

Agir comme agents aux fins d'enregistrer, émettre, consigner et certifier les transferts et les certificats d'actions, stocks, bons et débentures ou autres obligations de toute autre association, corporation ou compagnie, et émettre au nom de ces susdites association, corporation ou compagnie, des reçus intérimaires, en attendant la livraison des certificats pour les susdites compagnies ou corporations;

Faire tous les actes nécessaires pour entreprendre et mener à bonne fin toutes les affaires que la dite compagnie est autorisée à faire; et pour tous les services et devoirs rendus, charger, collecter et recevoir toute rémunération appropriée, légale ou usuelle, frais et dépenses encourus;

Acquérir l'entreprise de toutes association, société, compagnie, corporation ou personne, aux termes et conditions qui seront jugés convenables;

Faire des conventions, contrats, ententes avec toute personne, société, association, syndicat, compagnie, corporation ou personnes pour faire administrer ou gérer des affaires ou toutes les affai-

wharves, warehouses and construction work of every kind and description; to carry on business, works and undertakings as contractors or builders generally;

To supply estimates, plans, draughts, specifications and any other details and data, relating to works and constructions of every kind and description;

To acquire, hold and own any movable and immovable property which may be necessary or incidental to the exercise of any of the powers granted to the company, and sell, lease or otherwise dispose of the said properties;

To acquire for any considerations which the company may deem suitable, including also the paid up shares of the company, the property, rights, undertaking and assets of any firm, company, corporation, syndicate or person engaged in all or any of the objects for which the present company is incorporated;

To do any other things and carry on any other businesses which are not here specified but may be done incidentally for the purposes of the company, or which may be useful to more completely and perfectly exercise all the powers granted to the company;

To amalgamate or unite with any other company;

To require and receive remuneration for its services, and accept such remuneration either in cash or in movable or immovable property, and conclude any agreement with any person or persons for the promotion of the company, and issue paid up shares in compensation for services rendered, or pay for same in cash or partly one way and partly the other;

To sell, exchange or dispose of the whole or part of the aforesaid property, securities or rights, on the terms and conditions which the company may deem suitable;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any shares, debentures, securities or properties belonging to the company;

To promote, organize, manage or develop or assist in the promotion, administration, organization or development of any corporation, company, syndicate or undertaking;

To act as agents and brokers for the investment, payment, transmission of money;

To act as agents for the purposes of registering, issuing, consigning and certifying the transfers and certificates of shares, stocks, bonds, debentures or other obligations of any other association, corporation or company, and to issue in the name of the aforesaid association, corporation or company, temporary receipts while awaiting the deliverance or delivery of certificates for the aforesaid companies or corporations;

To do any acts necessary for the undertaking and proper accomplishment of any businesses which the said company is authorized to carry on; and for any services and duties rendered, charge, collect and receive any appropriate remuneration, legal or usual, costs and expenses incurred;

To acquire the undertaking of any association, firm, company, corporation or person, on the terms and conditions which may be deemed suitable;

To make arrangements, contracts, agreements with any person, firm, association, syndicate, company, corporation or persons to administer or manage any business or businesses

res de la compagnie, le tout aux conditions qui seront jugées convenables;

Donner en paiement comme considération, indemnité, ou compensation de toute acquisition faite par achat, échange ou autrement, de tout service rendu, soit comme agent, mandataire pour louage d'ouvrage ou autrement, des actions acquittées en tout ou en partie, des obligations ou toute autre valeur de la compagnie, ou des actions acquittées en tout ou en partie, des obligations ou toute autre valeur de toutes sociétés, association, syndicat, compagnie, corporation que la compagnie pourra posséder ou de l'argent, ou partie l'un partie l'autre;

Agir comme comptables, évaluateurs, auditeurs, agents d'immeubles, courtiers en assurance et courtiers de toutes sortes d'affaires;

Aucun des pouvoirs accordés par les présentes lettres patentes ne devra être restreint ou limité par l'application ou l'interprétation des autres pouvoirs accordés;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles pour l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Lagueux & Darveau, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mai, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

2775

C.-J. SIMARD.

of the company, the whole on the conditions which may be deemed suitable;

To give in payment as consideration, indemnity, or compensation for any acquisition made by purchase, exchange or otherwise, for any service rendered, either as agent, mandator for the lease of work or otherwise, fully or partly paid up shares, bonds or any other security of the company, or fully or partly paid up shares, bonds or any other security of any firm, association, syndicate, company, corporation which the company may own, or money, or partly one partly the other;

To act as accountants, valuers, auditors, real estate agent, insurance brokers and brokers for any kind of business;

None of the powers granted by the present letters patent shall be restricted or limited by application or interpretation of any of the other powers granted;

And without limiting the generality of the aforesaid powers, to do all things and any business which may be deemed necessary and useful for the accomplishment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Lagueux & Darveau, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of May, 1926.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2776

"Lemesurier Tobacco Co., Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mai, 1926, constituant en corporation: Ludger Cantin, manufacturier, 238 rue Fraser, Jos.-A. Brown, voyageur, 43 $\frac{3}{4}$ de la Canardière, Maria Brown, ménagère, mariée sous le régime de séparation de biens, 238 rue Fraser, tous de Québec, pour les fins suivantes:

Acheter, fabriquer, vendre tous articles en tabac, cigares, cigarettes, tabac à priser et en palettes ou tout article se rapportant à la ligne de fumeurs et à ce commerce;

Exercer le commerce et l'industrie de planteur de tabac, posséder des fermes pour la culture du tabac;

Produire, fabriquer, acheter et vendre tout produit faisant de quelque façon que ce soit, directement ou indirectement, l'objet de quelque commerce ou industrie;

Acquérir tout fond de commerce et raison sociale, droits de patentes, les machineries, les créances, l'achalandage de quelque industrie ou commerce, qu'il soit en rapport ou non avec le commerce de la compagnie, pourvu qu'il soit jugé dans son intérêt;

Acheter, fabriquer, préparer le tabac sous toutes ses formes pour l'exploitation;

Acheter ou autrement acquérir des parts, obligations, débentures, intérêts ou autres valeurs dans d'autres compagnies ou corporations, et se joindre à d'autres compagnies incorporées ou à être incorporées et les payer en parts acquittées;

Acquérir par achat, échange, louage, con-

"Lemesurier Tobacco Co., Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1926, incorporating: Ludger Cantin, manufacturer, 238 Fraser Street, Jos. A. Brown, traveller, 43 $\frac{3}{4}$ de la Canardière, Maria Brown, housekeeper, married under the regime of separation as to property, 238 Fraser Street, all of Quebec, for the following purposes:

To purchase, manufacture, sell tobacco, cigars, cigarettes, snuff and plug-tobacco, or any other article connected with the smokers' line and for such business;

To carry on the business and industry of tobacco planter and own farms for the cultivation of tobacco;

To produce, manufacture, purchase and sell any product forming in any manner whatever, directly or indirectly, the object of any trade or industry;

To acquire any stock-in-trade and business, patent rights, machinery, claims, good-will of any industry or business, whether in connection or not with the business of the company, provided it be deemed in its interest;

To purchase, manufacture, prepare tobacco under all forms for exploitation;

To purchase or otherwise acquire shares, bonds, debentures, interests or other securities in other companies or corporations, and amalgamate with other companies, incorporated or to be incorporated, and pay for same with paid up shares;

To acquire by purchase, exchange, lease,

cession ou par aucun autre titre légal aucune propriété mobilière ou immobilière que la compagnie jugera avantageux d'acheter directement ou indirectement pour les fins du commerce de la compagnie ou comme placement, construire et ériger des fabriques, entrepôts, boutiques et autres bâtiments quelconques nécessaires ou utiles aux fins de la dite compagnie, et généralement toute propriété mobilière ou immobilière qu'elle jugera à propos de construire et d'acquérir, ainsi que le droit de les louer, vendre et aliéner;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, obligations, débentures, mandats et autres instruments négociables et transportables;

Émettre des actions acquittées de la compagnie en paiement d'aucune marchandise, propriété mobilière ou immobilière qu'elle pourra détenir ou qu'elle détiendra, ou les services rendus ou futurs;

Exercer tous les autres pouvoirs qui seront nécessaires ou jugés utile à l'exercice des pouvoirs accordés par la présente à la compagnie, sous le nom de "Lemesurier Tobacco Co., Incorporated", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinquante mille deux cents piastres (\$50,200.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, au numéro 427 rue Saint-Vallier, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mai, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

2777

C.-J. SIMARD.

"Motor-Mart Garage, Limitée—Motor Mart Garage, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mai, 1926, constituant en corporation: Ulric Riendeau, Lucien Leroux, Paul Lebel, tous trois commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Emmagasiner, réparer, fabriquer, manufacturer, et faire le commerce général des automobiles et véhicules-moteurs de tous genres et de leurs moteurs et accessoires de voitures, véhicules-moteurs, engins, machines, outils, huiles, essences, caoutchouc, cuir, appareils et machineries et les besoins domestiques. Faire le commerce général des huiles et gazoline;

Acquérir, exploiter et disposer, à quelque titre que ce soit, de tous brevets d'invention ayant rapport auxdits objets;

Acquérir à quelque titre que ce soit, toute autre ou toutes autres industries, manufactures, ou tous autres commerces à ceux que la présente compagnie est appelée à exercer, y compris l'achalandage, *good will*, et tout l'actif mobilier et immobilier, et ce, aux termes, prix et conditions qui pourront être convenus, et payer avec des actions acquittées, des débentures, des actions-obligations (debenture-stock), des obligations ou autres valeurs de la compagnie, toute telle acquisition;

Faire avec toute autre ou toutes autres compagnies, personnes, associations ou sociétés, tous arrangements concernant l'exploitation, l'ac-

concession or by any other legal title, any movable or immovable property which the company may deem advantageous to directly or indirectly purchase for the purposes of the business of the company or as investment, construct and erect factories, warehouses, workshops and other buildings whatever, necessary or useful for the purposes of the said company, and generally any movable or immovable property which it may deem suitable to construct and to acquire, as well as the right to lease, sell and alienate same;

To draw, make, accept, endorse, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, bonds, debentures, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To issue paid up shares of the company in payment for any merchandise, movable or immovable property which it holds or may hold, or for services rendered or to be rendered;

To exercise any other powers which may be necessary or deemed useful in the exercise of the powers hereby granted to the company, under the name of "Lemesurier Tobacco Co., Incorporated", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, and the amount with which the company will begin its operations is to be fifty thousand two hundred dollars (\$50,200.00).

The head office of the company will be at Quebec, at number 427 Saint Vallier Street, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of May, 1926.

C. J. SIMARD,

2778

Assistant Provincial Secretary.

"Motor-Mart Garage, Limitée—Motor Mart Garage, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1926, incorporating: Ulric Riendeau, Lucien Leroux, Paul Lebel, all three clerks, of the city of Montreal, for the following purposes:

To store, repair, fabricate, manufacture and deal in automobiles and motor vehicles of all kinds and their motors and accessories, carriages, vehicles, motors, engines, machinery, equipment, oils, essences, rubber, leather, apparatus and machinery and domestic requirements;

To carry on business generally in oil and gasoline;

To acquire, exploit and dispose of, under any title whatever, all patents relating to the aforesaid objects;

To acquire under any title whatever, any other industries, manufactories or businesses identical to those which the present company is authorized to operate, including the custom and good-will, the movable and immovable assets, and such upon the terms, prices and conditions as may be determined, and to pay for the above in paid up shares, debentures, debenture-stock, bonds or other securities of the company;

To enter into any arrangements with any other companies, persons, associations or societies, respecting the exploitation, acquisition

quisition ou contrôle de leur industrie, manufacture ou commerce respectifs, et contrôler, soit par l'acquisition des actions, des intérêts ou autrement, toute autre ou toutes autres compagnies ou d'intérêts dans toute association ou société;

Employer en tout ou en partie ses actions, fonds, débetures, obligations ou autres valeurs pour l'achat de débetures ou d'actions d'autres compagnies ou d'intérêts dans toute association ou société;

Acquérir par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou toute autre, échange, donation, dation ou paiement ou de quelque manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantir de posséder, détenir, retenir, exploiter et occuper, à quelque titre et de quelque manière que ce soit tous droits et biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles et sans aucune exception quelconque;

Vendre, donner à bail, en nantissement, en dépôt, en garantie, en échange, en paiement, et généralement aliéner, céder, transporter, ou disposer de quelque manière, à quelque titre que ce soit, des droits et biens mentionnés dans la clause précédente;

Grever de servitude et hypothéquer tous immeubles quelconques et consentir, soit comme bailleur ou preneur, tout bail emphytéotique;

Exercer tous les pouvoirs mentionnés dans les trois clauses précédentes, chaque fois, aussi souvent et dans tous les cas, circonstances et conditions où la compagnie jugera qu'il est de son intérêt, utile, avantageux ou nécessaire à ses entreprises d'exercer aucun desdits pouvoirs;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile ou nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs et ce, en aucun temps et aussi souvent qu'elle jugera à propos, et faire lesdits emprunts aux termes et conditions et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables;

Emettre, en aucun temps, et aussi souvent que la compagnie le jugera utile et nécessaire, des actions-obligations (debenture-stock) et en disposer, pour les montants et aux termes et conditions que la compagnie croira raisonnables;

Hypothéquer, garantir ou mettre en gage par acte authentique, pour garantir le paiement des obligations, débetures et actions-obligations (debenture-stock) qu'elle est autorisée à émettre par la loi ou sa charte, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, que la compagnie possède ou possèdera dans la province;

Distribuer en nature, parmi ses actionnaires, tous les biens de la compagnie, et en particulier, toutes les actions ou autres valeurs d'autres corporations, corps publics ou compagnies que la compagnie peut posséder;

Emettre ou distribuer des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, obligations-actions (debenture-stock) ou autres valeurs de la compagnie, et payer avec icelles pour tous services, toutes dettes et obligations de la compagnie;

Faire tous contrats de louage, de service, de cautionnements autres les cautionnements qui doivent être donnés par des compagnies de garantie, de mandat, d'agence, de transac-

or control of their respective industry, factory or business, and to control, either by acquiring the shares and interests or otherwise, any other company or companies, associations or societies;

To invest the whole or part of its shares, funds, debentures, bonds or other securities in the purchase of debentures or shares of other companies or interest in any association or society;

To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy, under any title and in any manner whatever, any rights or property, both corporeal and incorporeal, movable or immovable, and without any exception whatever,

To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph;

To charge with servitude or hypothecate any immovable whatsoever and to be a party either as lessor or lessee to any emphyteutic lease;

To exercise all the powers mentioned in the three preceding paragraphs, each time, as often and in all cases, circumstances and conditions wherein it may appear to the company to be in its interest or useful, advantageous or necessary for its undertaking to exercise any of the said powers;

To borrow any amounts which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the carrying on of any of its powers, and that, at any time and as often as it may think proper, and to contract the said loans upon such terms and conditions and by giving such guarantees and hypothecs as the company may think fit;

To issue at any time and as often as the company may think useful or necessary, debenture-stock, and to dispose thereof, for such amounts and upon such terms and conditions as the company may think fit;

To hypothecate, mortgage or pledge by authentic deed, to guarantee the payment of the bonds, debentures and debenture-stock which it is by law or under its charter authorized to issue, the property, movable or immovable, present or future, which the company now own or may own in the Province;

To distribute in kind, among its shareholders, all the property of the company, and in particular any shares or other securities of other corporations, public bodies or companies, which the company may own;

To issue and allot paid up and non-assessable shares, bonds, debenture-stock or other securities of the company in payment of any services rendered, debts or liabilities of the company;

To make any contracts respecting leases, services, securities other than the sureties which must be given by surety companies. mandates, agencies and transactions and gen-

tion et généralement tous contrats et conventions quelconques dont est capable une corporation sans aucune exception, en rapport avec les objets de la compagnie;

Vendre, aliéner, transporter et céder en bloc pour valable considération, qui pourra consister en actions, obligations, actions-obligations (debenture-stock) émises par d'autres compagnies, les biens, l'actif, l'entreprise et la clientèle de la compagnie comme exploitation en cours (as a going concern), sur un vote d'au moins les deux tiers en nombre et en valeur des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée convoquée pour décider de la transaction en question, sous le nom de "Motor-Mart Garage, Limitée.—Motor Mart Garage Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, au numéro 146 rue Jeanne-Mance, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mai, 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

2779 ALEXANDRE DESMEULES.

"Quebec Smelters, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mai, 1926, constituant en corporation: James-Young Murdoch, William-Hughes Beatty et William Smith Walton, avocats, de Toronto, Ontario, pour les fins suivantes:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en ceux, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des appareils mécaniques de brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone et de transmission, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débetures ou de toutes autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

erally all contracts and agreements which a corporation may enter into, without any exception, in connection with the objects of the company;

To sell, alienate, transfer and assign *en bloc* for lawful consideration, which may consist of shares, bonds, debenture-stock issued by other companies, the property, assets, undertakings and good-will of the company as a going concern, on a vote of no less than two thirds in number and value of the shareholders present or represented at a meeting called to decide the transaction in question, under the name of "Motor-Mart Garage, Limitée.—Motor Mart Garage, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, at No. 146 Jeanne-Mance Street, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of May, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,

2780 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Smelters, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May 1926 incorporating: James Young Murdoch, William Hughes Beatty and William Smith Walton, barristers, of Toronto, Ontario, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

To build, maintain and exploit, upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, et les payer au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis en ce qui les concerne ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour d'autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir des actions et des valeurs de toute telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Prendre, acheter ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommiss et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie ou leurs prédécesseurs en affaires, ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under the Quebec Mining Company's Act may carry on, and pay for the same by paid up shares, in whole or in part, if it is so desired, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, capable of being conveniently carried on or in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take, purchase or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company, or its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and grant pensions and allowances, and to make payments towards insur-

sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, mettre en service, administrer, exécuter ou contrôler tous chemins, voies, tramways, embranchements ou voies d'évitement, (ces trois derniers sur la propriété possédée ou contrôlée par la compagnie et pour les seules fins de son industrie), ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines d'énergie électrique, ateliers, magasins et autres usines et installations de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou aider ou prendre part à leur construction, embellissement, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, si autorisée à ce faire par le vote de la majorité en nombre des actionnaires, présents ou représentés par procuration à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre cette affaire en considération, et détenant pas moins des deux-tiers du capital-actions émis de la compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire la totalité ou aucune des choses susdites et toutes les choses autorisées par les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires, comme principaux, agents, entrepreneurs et autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire tous les autres actes, opérations et choses qui sont accessoires, connexes ou qui conduisent à la réalisation des objets susmentionnés ou des objets énoncés dans les lettres patentes;

Construire, maintenir et modifier tous édifices ou travaux nécessaires ou utiles aux fins de la corporation;

Acquérir par achat, location ou autre titre et détenir les biens mobiliers et immobiliers nécessaires pour l'exploitation de son entre-

prise, and subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant and stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, tramways, branches or sidings (the last three mentioned on property owned or controlled by the company and for the sole purposes of its business) and bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, if authorized so to do by a vote of the majority in number of the shareholders, present or represented by proxy at a general meeting duly called for considering the matter, and holding not less than two-thirds of the issued capital stock of the company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things, and all things authorized by the letters patent or supplementary letters patent as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other acts, operations and things as are accessory, incidental or conducive to the attainment of the above objects and of the objects set out in the Letters patent;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the corporation;

To acquire by purchase, lease or other title, and to hold movable and immovable property necessary for the carrying on of its under-

prise et les hypothéquer, grever, nantir, vendre, aliéner, et en disposer;

Garantir les obligations qui pourront être émises par d'autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et à cette fin, hypothéquer, nantir ou gager les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie;

Payer à même ses fonds tous les frais et dépenses contractés relativement à l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

Donner des actions pour services rendus et payer avec des actions d'autres compagnies les propriétés mobilières ou immobilières que les administrateurs croiront à propos d'acheter, s'ils y sont autorisés par le vote de la majorité en nombre des actionnaires, présents ou représentés par procuration à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre cette affaire en considération, et détenant au moins les deux-tiers du capital-actions émis de la compagnie;

Avoir un conseil d'administration composé de trois membres et tenir ses assemblées du bureau de direction et de ses actionnaires en dehors de la province de Québec, en tout endroit déterminé par les administrateurs; pourvu toutefois que toute assemblée générale ou annuelle des actionnaires pour l'élection des administrateurs soit tenue dans la province de Québec;

Donner avis de l'assemblée des actionnaires de la manière prescrite par les administrateurs;

Avoir, exercer et jouir de tous les pouvoirs, privilèges et immunités requis ou connexes à l'exploitation de son entreprise;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie entre ses actionnaires, et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'une autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie, pourvu toutefois que telle distribution n'ait pas pour effet de réduire le capital de la compagnie, excepté lorsque faite conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, sous le nom de "Quebec Smelters, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quarante-neuf mille (49,000) actions d'une valeur au pair d'une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Noranda, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mai, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

2781

C.-J. SIMARD.

taking, and to hypothecate, charge, mortgage, sell, alienate and or convey the same;

To guarantee the bonds that may be issued by other companies having objects altogether or in part similar to those of the company, and for that purpose, hypothecate, mortgage, or pledge the property of the company, movable or immovable;

To pay out of its funds, all costs and expenses of or incidental to the incorporation and organization of the company;

To give shares for services rendered, and pay with shares of the company for movable or immovable property which the directors may deem fit to buy, if authorized so to do by the vote of a majority in number of the shareholders, present or represented by proxy at a general meeting duly called for considering the matter, and holding not less than two-thirds of the issued capital stock of the company;

To have a Board of Directors composed of three members, and hold its Directors' and Shareholders' Meetings outside of the Province of Quebec, at any place determined by the Directors, provided however that any annual or general shareholders' meeting where Directors will be elected, shall be held within the Province of Quebec;

To advertise the notice of meetings of shareholders in the manner prescribed by the Directors;

To have, exercise and enjoy all the powers, privileges and immunities requisite or incidental to the carrying on of its undertaking;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company amongst its shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any of the assets or liabilities of the company, provided, however, that no such distribution shall effect a reduction of the capital of the Company, except made in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act, under the name of "Quebec Smelters, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into forty nine thousand (49,000) shares having a par value of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be in the Town of Noranda, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May, 1926.

C. J. SIMARD,

2782

Assistant Provincial Secretary.

"The American Shoe Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mai, 1926, constituant en corporation: Ben Bernstein,

"The American Shoe Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1926, incorporating: Ben Bernstein, Louis H. Rohrliek, both advocates

Louis-H. Rohrlick, tous deux avocats, et Max Schachner, comptable, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre, troquer et autrement faire le commerce de bottines, souliers et de toutes choses alliées à l'industrie de la chaussure; et les faire ou les fabriquer; faire affaires comme grossistes ou détaillants; vendre, troquer et faire le commerce de nouveautés, habits et d'articles semblables; et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter ou acquérir autrement et se charger de la totalité ou de toute partie de tout commerce dont les objets sont en tout semblables à ceux de la compagnie, avec les édifices, machines, le fonds de commerce, la clientèle et l'actif en général; se charger de la totalité ou de toute partie du passif de tel commerce et payer pour telle acquisition, totalement ou partiellement, en obligations, débetures ou actions de la compagnie entièrement acquittées et non sujettes à appel de versements, et les vendre, louer ou en disposer en totalité ou en partie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, et prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir ou autrement les négocier;

Se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner, en tout ou en partie, les propriétés et l'entreprise de la compagnie pour telle considération qui pourrait être convenue, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute compagnie qui en fera l'acquisition; distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, aucune des propriétés de la compagnie, et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont celle-ci pourrait avoir le droit de disposer;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou approprier autrement la totalité ou toute partie des biens et des droits de la compagnie;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées comme principaux, agents, entrepreneurs et autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Acheter, louer, prendre en échange ou acquérir autrement des terrains ou intérêts fonciers avec tous les édifices ou constructions

and Max Schachner, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, job in and otherwise deal in boots, shoes, and all things incidental to footwear; to make or manufacture same; to carry on the said business as a wholesaler or retailer; to deal in, job in and sell dry goods, clothing and similar articles; and to act as manufacturers' agents or commission agents;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the Company, together with buildings, machinery, stock-in-trade, good-will and assets generally; to assume in whole or in any part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock of the Company, and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interest with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, and to make advances to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold or otherwise deal with the same;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this Company;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property and undertaking of the Company for such consideration as may be agreed on, and in particular for shares, debentures, or securities in any company purchasing the same; to distribute among the shareholders of the Company, in kind, any property of the Company and in particular any shares, debentures, or securities in other companies belonging to the Company or which the Company may have power to dispose of;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein, together with any buildings or structures that may

qui se trouvent sur les dits terrains ou aucun d'eux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des terrains, et de la totalité ou d'aucun des édifices ou constructions qui sont actuellement ou qui seront dans l'avenir érigés sur tels terrains et prendre toutes les garanties jugées nécessaires;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "The American Shoe Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mai, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
2783 C.-J. SIMARD.

be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon and to take such security therefor as may be deemed necessary;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The American Shoe Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of May, 1926.

C. J. SIMARD,
2784 Assistant Provincial Secretary.

Assurances

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Casualty Company of Canada", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le bris de glaces, automobiles, contre le vol avec effraction et contre le feu, a été amendé, permettant en plus l'assurance accident, maladie et l'assurance de garantie, ne comprenant pas l'action de garantir ou de donner cautionnement pour l'exécution d'aucun contrat ou engagement, le et après ce trente et unième jour de mai, 1926.

Le tout conformément à l'article 121, chapitre 243, des Statuts refondus de Québec, 1925, ce trente et unième jour de mai, 1926.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
O.-E. SHARPE.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 2799-23-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Hudson Bay Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, contre les ouragans et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, le et après ce vingt et unième jour de mai, 1926.

Le tout conformément à l'article 121, ch. 243, des Statuts refondus de Québec, ce vingt et unième jour de mai, 1926.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des Assurances, P. Q.,
O.-E. SHARPE.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 2685-22-2

Insurances

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Casualty Company of Canada", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of automobile, plate glass, burglary and fire insurance, has been extended to include accident, sickness and guarantee insurance, excluding the guaranteeing and becoming security for the due performance of any contract or agreement, on and after this thirty-first day of May, 1926.

Given pursuant to article 121, chapter 243, R. S. P. Q., 1925, this thirty-first day of May, 1926.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
O. E. SHARPE,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 2800-23-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Hudson Bay Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire, tornado insurance and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include sprinkler leakage insurance, on and after this twenty-first day of May, 1926.

Given pursuant to article 121, ch. 243, Revised Statutes of Quebec, 1925, this twenty-first day of May, 1926.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
O. E. SHARPE,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 2686-22-2

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

No 580-26

Le 31 mai, 1926.

Demande est faite d'ériger le territoire ci-après décrit en une municipalité scolaire pour les protestants seulement, sous le nom de "Roxton Pond", comté de Shefford:

Toute cette partie du canton de Roxton, maintenant comprise dans la paroisse de Sainte-Pudentienne, toute cette partie du canton Milton, maintenant comprise dans la paroisse de Sainte-Pudentienne, toute cette partie du canton de Granby, maintenant comprise dans la paroisse de Sainte-Pudentienne, tout le onzième rang du canton Shefford, et le village de Sainte-Pudentienne. 2801-23-2

No 1146-25.

Québec, le 1er juin, 1926.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, le territoire des municipalités scolaires de Laval-des-Rapides et de Pont-Viau, dans le comté de Laval. Cette municipalité scolaire sera désignée sous le nom de Laval-des-Rapides. 2839-23-2

No 1184-25.

Québec, le 1er juin, 1926.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Port-Daniel-Est, dans le comté de Bonaventure, le territoire ci-dessous décrit, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Port-Daniel-Ouest, même comté.

Ce territoire comprend: 1. La partie de terrain comprise entre les Nos 143 à 149 inclusivement et partie du lot 150, division entre les propriétés de Wenceslas Poirier et de Georges Tremblay et Le Banc, plan du département des terres rang Ouest-du-Havre; 2o. Les Nos 705 à 706, V. Y., du rang V du plan 11; 3o. Les Nos 785, 786 et la partie connue sous le nom de (Les Prés) marquée rang VI (Nos 18 à 21 inclusivement); 4o. Le lot No 21 du rang VII du même cadastre. 2841-23-2

No 687-26.

Québec, le 1er juin, 1926.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Benoît-Abbé, comté de Témiscouata, les lots Nos 1 à 10 inclusivement des rangs 6, 7, 8 et 9 du canton Robinson. Ce territoire ne fait actuellement partie d'aucune municipalité scolaire déjà organisée. 2843-23-2

No 741-26.

Québec, le 1er juin, 1926.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Zénon-du-Lac-Humqui, comté de Matapédia, les lots Nos 20 à 45 inclusivement du rang 5 du canton de Pineault et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Léon-le-Grand, même comté. 2845-23-2

No 739-26

Québec le 26 mai 1926.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du Cap-Chat comté de Gaspé, le territoire ci-dessous décrit, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de Cap-Chat paroisse. Cette nouvelle municipalité sera bornée comme suit:

No. 580-26

May 31st., 1926.

Application is made that the following territory be erected into a school municipality for Protestants only, under the name of "Roxton Pond", Shefford county:

All that portion of the township of Roxton which is now included in the parish of Sainte Pudentienne, all that portion of the township of Milton which is now included in the parish of Sainte Pudentienne, all that portion of the township of Granby which is now included in the parish of Sainte Pudentienne, all the eleventh range of the township of Shefford, and the village of Sainte Pudentienne. 2802-23-2

No. 1146-25.

Quebec, June 1st, 1926.

Application is made to erect into a separate school municipality, for Protestants only, the territory of the school municipalities of Laval des Rapides and of Pont Viau, in the county of Laval. The said school municipality shall be designated under the name of Laval des Rapides 2840-23-2

No. 1184-25

Quebec, June 1st., 1926.

Application is made to detach from the school municipality of Port Daniel East, in the county of Bonaventure, the territory hereunder described, and to annex it to the school municipality of Port Daniel West, same county.

This territory comprises: 1o. The part of land comprised between the Nos. 143 to 149 inclusively, and part of lot 150, division between the properties of Wenceslas Poirier and of Georges Tremblay and Le Banc, Ouest du Havre range, plan of the Department of Lands; 2o. The Nos. 705 to 706, V. Y. of range V of plan 11; 3o. The Nos. 785, 786 and the part known under the name of (Les Prés) marked range VI (Nos. 18 to 21 inclusively); 4o. The lot No. 21 of range VII of the same cadastre. 2842-23-2

No. 687-26.

Quebec, June 1st., 1926.

Application is made to annex to the school municipality of Saint Benoit Abbé, county of Temiscouata, the lots Nos. 1 to 10 inclusively of the ranges 6, 7, 8 and 9 of the township Robinson. The said territory does not actually form part of any school municipality already organized. 2844-23-2

No 741-26.

Quebec, June 1st., 1926.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Zénon du Lac Humqui, county of Matapédia, the lots Nos. 20 to 45 inclusively of the range 5 of the township of Pineault and to annex same to the school municipality of Saint Léon le Grand, same county. 2846-23-2

No. 739-26

Quebec, May 26, 1926.

Application is made to detach from the school municipality of Cap Chat, county of Gaspé, the territory hereunder described and to erect it into a separate school municipality under the name of Cap Chat parish. This new municipality shall be bounded as follows:

Vers le nord-ouest par le golfe Saint-Laurent et partie par la rivière Cap-Chat; vers le sud-ouest, partie par la route des petits fonds, (communément appelée route Josué Otis), partie par la rivière Cap-Chat, partie par le lot A du rang 2; vers le sud-est par la rivière Cap-Chat, et par la partie des lots J, K, L, M, 41, 42, 43, 44, 45 du rang 2 occupée par des propriétaires d'autres arrondissements; partie par la ligne de division des rangs 1 et 2 du dit canton de Cap-Chat entre le prolongement du lot 65 du rang 1 et le lot J, du rang 11; et vers le nord-est par la rivière Cap-Chat, la route des petits fonds, (communément appelée route Josué Otis), et le golfe Saint-Laurent, et ce tel que décrit au cadastre officiel du canton de Cap-Chat.

La municipalité scolaire actuelle de Cap-Chat, sera, à l'avenir, connue sous le nom de Cap-Chat village. 2735—22-2

No 734-26

Québec, le 26 mai, 1926.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Narcisse, dans le comté de Rimouski, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

1. Les lots Nos 24 à 47 inclusivement du rang 4 du canton de Macpès; les lots Nos 8 à 28 inclusivement du rang 5 du canton de Macpès. Ces lots devront être détachés de la municipalité scolaire de Sainte-Blandine;

2. Les lots Nos 13 à 47 inclusivement du rang 6 du canton de Macpès; les lots Nos 18 à 47 inclusivement du rang 7 du même canton; les lots Nos 18 à 47 inclusivement du rang 8 du même canton; les lots Nos 1 à 4 inclusivement des rangs 8 et 9 du canton de Duquesne. Ces lots ne font actuellement partie d'aucune municipalité scolaire déjà organisée. 2737—22-2

To the northwest by the Gulf of Saint Lawrence and partly by the river Cap Chat; to the southwest partly by the road of "des petits fonds" (commonly called Josue Otis road), partly by Cap Chat river, partly by lot A of range 2; to the southeast by the river Cap Chat, and by part of lots J, K, L, M, 41, 42, 43, 44, 45 of range 2 occupied by proprietors of other *arrondissements*; partly by the division line of ranges 1 and 2 of the said township of Cap Chat between the prolongation of lot 65 of range 1, and lot J of range 11, and to the northeast by the river Cap Chat, the road of "des petits fonds" (commonly called Josue Otis road), and the Gulf of Saint Lawrence, and such as described on the official cadastre of the township of Cap Chat.

The actual school municipality of Cap Chat shall be henceforth known under the name of "Cap Chat Village". 2736—22-2

No. 734-26

Quebec, May 26, 1926.

Application is made to annex to the school municipality of Saint Narcisse, in the county of Rimouski, the territory hereafter described, to wit:

1. The lots Nos 24 to 47 inclusively of range 4 of the township of Macpès; the lots Nos 8 to 28 inclusively of range 5 of the township of Macpès. Said lots shall be detached from the school municipality of Sainte Blandine;

2. The lots Nos 13 to 47 inclusively of range 6 of the township of Macpès; the lots Nos 18 to 47 inclusively of range 7 of same township; the lots Nos 18 to 47 inclusively of range 8 of same township; the lots Nos 1 to 4 inclusively of ranges 8 and 9 of the township of Duquesne. The said lots do not actually form part of any already organized school municipality. 2738—22-2

Département des terres et forêts

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS

EXAMENS DES CANDIDATS AU DIPLOME DE MESUREURS DE BOIS, TENUS DURANT 1926

Avis est par la présente donné que le Bureau d'Examineurs des candidats au diplôme de Mesureurs de Bois de la Province de Québec, se réunira cette année comme suit:

- 1.—A Hull, les 15 et 16 juin, 1926;
- 2.—A Chicoutimi, les 13 et 14 juillet, 1926;
- 3.—A Rimouski, les 17 et 18 août, 1926.
- 4.—A Trois-Rivières, les 14 et 15 septembre, 1926.

Les aspirants devront communiquer avec le Département des terres et forêts et désigner l'endroit où ils doivent se présenter.

Un honoraire de six (\$6.00) dollars ainsi qu'une photographie (la plus récente) du candidat sont exigibles avec l'application.

Aucun candidat qui n'a pas fait de pratique dans le mesurage ou le travail de scieries, durant au moins deux saisons, ne sera admis aux examens. De plus, il devra fournir des lettres de références à l'appui de sa prétention.

Aucun candidat ne pourra se présenter plus d'une fois chaque année aux examens.

Par ordre,

Le sous-ministre,
F.-X. LEMIEUX.

Québec, 21 avril, 1926.

2141—18-20

Department of Lands and Forests

DEPARTMENT OF LAND AND FORESTS

EXAMINATIONS OF CANDIDATES WHO DESIRE TO QUALIFY AS SCALERS, HELD DURING 1926

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Candidates to the diploma of Cullers of the Province of Quebec will hold its meetings this year as follows:

- 1.—at Hull, on the 15th and 16th of June, 1926.
- 2.—at Chicoutimi, on the 13th and 14th of July, "
- 3.—at Rimouski, on the 17th and 18th of August "
- 4.—at Trois-Rivières, on the 14th and 15th of September, 1926.

Candidate will have to communicate with the Department of Lands and Forests and state the place where they intend to present themselves.

A fee of six (\$6.00) dollars as well as a photograph of the candidate must accompany the application.

Each candidate must have at least two seal son's practice in the scaling of logs or in sawmill-work to be admitted to these examinations. Furthermore, he must furnish references to justify his pretensions.

No candidate can present himself more than once a year before the Board.

Per ordre,

F. X. LEMIEUX,
Deputy Minister.

Quebec, April 21st., 1926

2142—18-20

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. No 2692. Dame Laetitia Chamberland, épouse commune en biens de Romuald Morin, agent d'assurance, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Le dit Romuald Morin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Montréal, le 5 mai, 1926.

L'avocat de la demanderesse,
2691—22-4 EMILE-L. SASSEVILLE.

Cour Supérieure, Montréal, No. 2961. Myrtle Matilda Ingram, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de David Currie, comptable, du même lieu, demanderesse; vs David Currie, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

Montréal, 21 mai, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
309-205 rue Saint-Jacques, ROYAL-E.C. WERRY.
Montréal. 2693—22-2

Province de Québec. District de Roberval. Cour Supérieure. No 5146. Dame Blanche-Emma Martel, de l'endroit appelé Roberval, épouse commune en biens de Léon Lavoie, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice en la présente cause, demanderesse; vs Le dit Léon Lavoie, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur.

Les procureurs de la demanderesse,
LEFEBVRE & LEFEBVRE.
Roberval, 18 mai, 1926. 2695—22-4

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. No 3801. Dame Hellen Neiderhoffer, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Bernard Schaffer, du même lieu, demanderesse; vs Bernard Schaffer, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 21^{ème} jour de mai, 1926.

Le procureur de la demanderesse,
2739—22-4 I. POPLIGER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 630.

Dame Marie-T. Ellis, épouse de Jacques-René Bonhomme, de Montréal, demanderesse; vs Jacques-René Bonhomme, défendeur.

Action en séparation de biens a été instituée.

Montréal, 15 mai 1926.

L'avocat de la demanderesse,
2543—21-4 BENJ. BENOIT.

Canada, province de Québec, district de Kamouraska, Cour Supérieure, No 10341 de 1926.

Dame Clara Dionne, de la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière-Bleue, comté de Témiscouata, épouse commune en biens de Sieur Johnny Lepage et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Johnny Lepage, du même endroit, défendeur.

Canada, Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 2692. Mrs. Laetitia Chamberland, wife common as to property of Romuald Morin, insurance agent, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Romuald Morin, insurance agent, defendant.

The plaintiff has this day instituted an action as to property against her said husband Romuald Morin.

Montreal, the 5th of May, 1926.

EMILE L. SASSEVILLE,
2692—22-4 Attorney for plaintiff.

Superior Court, Montreal, No. 2961. Myrtle Matilda Ingram, of the city and district of Montreal, wife common as to property of David Currie, accountant, of the same place, plaintiff; vs David Currie, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, May 21st., 1926.

ROYAL E. C. WERRY,
309-205 Saint James Street, Attorney for plaintiff.
Montreal. 2694—22-2

Province of Quebec. District of Roberval. In the Superior Court. No. 5146. Blanche Emma Martel, of Roberval, wife common as to property of Leon Lavoie, farmer, of the same place, duly authorised to take the present law-suit, plaintiff; vs the aforesaid Leon Lavoie, defendant.

A law-suit for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant.

LEFEBVRE & LEFEBVRE,
Attorneys for plaintiff.
Roberval, May 18th., 1926. 2696—22-4

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 3801. Dame Hellen Neiderhoffer, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Bernard Schaffer, of the same place, plaintiff; vs Bernard Schaffer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

Montreal, 21st May 1926.

I. POPLIGER,
2740—22-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 630.

Dame Marie T. Ellis, wife of Jacques R. Bonhomme, of Montreal, plaintiff; vs Jacques René Bonhomme, defendant.

Action in separation as to property has been instituted.

Montreal, May 15th, 1926.

BENJ. BENOIT,
2544—21-4 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Kamouraska, Superior Court, No. 10341 of 1926.

Dame Clara Dionne, of the parish of Saint Joseph de la Rivière Bleue, county of Temiscouata, wife common as to property of Sieur Johnny Lepage and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Johnny Lepage, of the same place, defendant.

Une action en séparation de biens a été, le 15 mai 1926, intentée contre le défendeur.

Québec, 17 mai 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
FITZPATRICK, DUPRE, GAGNON &
2551—21-4 **PARENT.**

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure, No. 1190.

Dame Ella McCubbin, de New Glasgow, comté de Terrebonne, province de Québec, épouse commune en biens de Hugh Cunningham, du même endroit, et dûment autorisée à ester en justice, demandeur; vs ledit Hugh Cunningham, de New Glasgow, comté de Terrebonne, province de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 30e jour de mars 1926.

Montréal, le 14e jour d'avril 1926.

Le procureur de la demanderesse,
2553—21-4 **M. H. FRANKLIN.**

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour Supérieure, No 2542. Dame Georgiana Lagacé, de la ville de La Tuque, épouse commune en biens de Louis Bouchard, fils, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Louis Bouchard, anciennement de La Tuque, aujourd'hui de lieux inconnus, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28ième jour de novembre 1925, et il est ordonné au défendeur de comparaître dans un mois à compter de la dernière publication du présent ordre.

Québec, 23 décembre 1925.

Le dép. P. C. S.,
2557—21-4 **PHILIPPE EDGE.**

Roberval, Cour Supérieure, No 5119. Dame Félixine Lapointe, de Saint-Joseph-d'Alma, district de Roberval, a pris ce jour une action en séparation de biens contre son époux, Patrick Desbiens, hôtelier, du même endroit.

Roberval, le 26 avril 1926.

Le procureur du demandeur.
2573—21-4 **THS-LS BERGERON.**

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, No 446. Cour Supérieure. Dame Georgianna Lepage, de la paroisse de Sainte-Christine, dans le district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Floris Beaudoin, journalier, du même endroit, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Floris Beaudoin.

Saint-Hyacinthe, 8 mai 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
2417—20-4 **LUSSIER & FONTAINE.**

Province de Québec, district de Montréal, Canada. Cour Supérieure, No 2743. Dame Anna Bochonko, de la cité et du district de Montréal, épouse de Nicola Kowpak, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Nicola Kowpak, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dixième jour de mai 1926.

Montréal, le 10 mai 1926.

Le procureur de la demanderesse,
2421—20-4 **ALBERT-I. GOODSTONE.**

An action in separation as to property has been, the 15th May, 1926, instituted against the defendant.

Quebec, May 17th, 1926.

FITZPATRICK, DUPRE, GAGNON
& **PARENT,**
2552—21-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 1190.

Dame Ella McCubbin, of New Glasgow, county of Terrebonne, province of Quebec, wife common as to property of Hugh Cunningham, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Hugh Cunningham, of New Glasgow, county of Terrebonne, Province of Quebec, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 30th day of March 1926.

Montreal, 14th day of April 1926.

M. H. FRANKLIN.
2554—21-4 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 2542. Dame Georgiana Lagacé, of the town of La Tuque, wife common as to property of Louis Bouchard, junior, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Louis Bouchard, formerly of La Tuque, now of parts unknown, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 28th day of November, 1925, and the defendant is ordered to appear within a month from the date of the last publication of the present order.

Quebec, December 23rd, 1925.

PHILIPPE EDGE,
2558—21-4 Dep. P. S. C.

Roberval, Superior Court, No. 5119. Dame Félixine Lapointe, of Saint Joseph d'Alma, district of Roberval, has taken this day an action in separation as to property against her husband Patrick Desbiens, innkeeper, of the same place.

Roberval, April 26th, 1926.

THS. LS. BERGERON,
2574—21-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Saint Hyacinthe, No. 446. Superior Court. Dame Georgianna Lepage, of the parish of Sainte Christine, in the district of Saint Hyacinthe, wife common as to property of Floris Beaudoin, day-labourer, of the same place, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband the said Floris Beaudoin.

Saint Hyacinthe, May 8th, 1926.

LUSSIER & FONTAINE,
2418—20-4 Attorneys for the plaintiff said
Dame Georgianna Lepage.

Province of Quebec, district of Montreal, Canada. Superior Court, No. 2743. Dame Anna Bochonko, of the City and District of Montreal, wife of Nicola Kowpak, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Nicola Kowpak, defendant.

An action of separation as to property has been instituted in this cause on the 10th day of May, 1926.

Montreal, May 10th, 1926.

ALBERT I. GOODSTONE,
2422—20-4 Attorney for Plaintiff.

Actions en séparation de corps et de biens

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, No 1015. Dame Mary-Ethel O'Neil, épouse commune en biens de Jules L'Heureux, autrefois de Québec, marchand, et maintenant de lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Jules L'Heureux, autrefois de Québec, marchand, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée le 5 mai 1926.

Québec, 19 mai 1926.

Les procureurs de la demanderesse.
2575—21-4 GOSSELIN & GOBEIL.

Actions for separation as to bed and board

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 1015. Dame Mary-Ethel O'Neil, wife common as to property of Jules L'Heureux, formerly of Quebec, merchant, and now of parts unknown, duly authorized to *ester en justice* for the purposes hereof, plaintiff; vs The said Jules L'Heureux, formerly of Quebec, merchant, and now of parts unknown, defendant.

An action for separation from bed and board and as to property has been instituted the 5th of May, 1926.

Quebec, May 19th, 1926.

GOSSELIN & GOBEIL,
2576—21-4 Attorneys for plaintiff.

Cour Supérieure, district de Trois-Rivières, No 423. Dame Alice Guimont, dûment autorisée à ester en justice, de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dit district, a pris, le dix-neuvième jour de mars 1926, une action en séparation de corps et de biens contre son époux Achille Tapps, de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dit district.

Trois-Rivières, 12 mai 1926.

Le procureur de la demanderesse,
2481—20-4 LEOPOLD DESILETS.

Superior Court, District of Three Rivers, No. 423. Dame Alice Guimont, duly authorized to *ester en justice*, of the city of Cap de la Madeleine, said district, has taken, the nineteenth day of March, 1926, an action for separation as to bed and board against her husband Achille Tapps, of the city of Cap de la Madeleine, said district.

Three Rivers, May 12th, 1926.

LEOPOLD DESILETS,
2482—20-4 Attorney for the plaintiff.

Avis divers

Avis est par le présent donné que "Retail Credit Company", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé par nouvelle procuration M. George-Patrick Wilbur, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son bureau-chef d'affaires dans cette cité, "édifice Keefer", en remplacement de M. D.-A.-R. Campbell.

Le sous-secrétaire de la province,
2791 C.-J. SIMARD.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the "Retail Credit Company", authorized to carry on business in this province, has appointed by new power of attorney Mr. George Patrick Wilbur, of the city of Montreal, its chief agent, with head office of the "Keefer building", said city, to replace Mr. D. A. R. Campbell.

C. J. SIMARD,
2792 Assistant Provincial Secretary.

Avis public est, par le présent, donné que Sydney Rider et autres, tous cultivateurs, du canton de Ditchfield, district de Beauce, demandent l'incorporation d'une compagnie de cimetière, sous le nom de "Mount Pleasant Cemetery", en vertu des dispositions du chapitre 206 des Statuts refondus de Québec, 1925.

La propriété en question est connue comme étant un morceau de terrain mesurant cent cinq pieds en front et en arrière, par trois cent quinze pieds de profondeur, plus ou moins, à être pris et mesuré du lot de terre numéro dix-sept du cinquième rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du canton de Ditchfield, borné au nord et à l'est, par le terrain de Thomas-Herbert Rider, au sud par la propriété de l'église, et à l'ouest, par le chemin public.

Mégantic, ce 28 avril 1926.

Le procureur des requérants,
2263—19-8 D.-L. LIPPE.

Public notice is hereby given that Sydney Rider and others, all farmers, of the township of Ditchfield, district of Beauce, are applying for the incorporation of a Cemetery Company, under the name of "Mount Pleasant Cemetery", by and under the provisions of Chapter 206 of the Revised Statutes of Quebec, 1925.

The property in question is known as being a parcel of land measuring one hundred and five feet in front and in rear, by one hundred and fifteen feet in depth, more or less, to be taken and measured of the lot of land number seventeen in the fifth range, upon the official cadastral plan and book of reference for the township of Ditchfield, bounded to the north and east by the land of Thomas Herbert Rider, to the south, by the Church property, and to the west, by the Main road.

Mégantic, this 28th April 1926.

D. L. LIPPE,
2264—19-8 Attorney for the petitioners.

Bureaux-chef

Chief Offices

Avis est donné que la "Compagnie Hamilton.—The Hamilton Company", constituée en corporation par lettres patentes accordées par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 3 avril 1926, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 250 de la rue Peel, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 17ième jour de mai, 1926.

Le secrétaire,
LA COMPAGNIE HAMILTON,
THE HAMILTON COMPANY,
2803 ELPHEGE MARIER.

OKA SAND & GRAVEL COMPANY, LIMITED.

Avis est par les présentes donné que le bureau-chef de la compagnie "Oka Sand & Gravel Company, Limited", est situé au No 134 rue McCord, en la cité de Montréal.

Montréal, 21 avril, 1926.

OKA SAND & GRAVEL COMPANY, LIMITED,
Par le président
2807 J.-ARTHUR MATHEWSON.

Notice is given that "La Compagnie Hamilton.—The Hamilton Company", constituted in corporation by Letters Patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 3rd of April 1926, and having its principal place of business in the city of Montreal, has situated its office at number 250 Peel Street, in the city of Montreal.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as its principal place of business.

Done and passed at Montreal, this 17th day of May, 1926.

ELPHEGE MARIER,
Secretary of the Company,
LA COMPAGNIE HAMILTON,
THE HAMILTON COMPANY.
2804

OKA SAND & GRAVEL COMPANY, LIMITED.

Notice is hereby given that the principal office of "Oka Sand & Gravel Company, Limited", is situate at 134 McCord Street, in the city of Montreal.

Montreal, April 21st., 1926.

J. ARTHUR MATHEWSON,
President,
2808 OKA SAND & GRAVEL COMPANY, LIMITED.

Chartes :—Abandon de

Charters :—Surrender of

GRANT DISTRIBUTING CO. OF CANADA, LIMITED.

Avis est par les présentes donné que la compagnie Grant Distributing Co. of Canada, Limited, s'adresse au secrétaire provincial pour obtenir l'annulation de ses lettres patentes, ayant pourvu à toutes ses dettes et obligations.

Le secrétaire,
2785 J.-O. GIARD.

MARCIL TRUST BUILDING, INCORPORATED.

Avis public est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Marcil Trust Building, Incorporated", s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission de faire abandon volontaire de sa charte à compter du 17 avril dix-neuf cent vingt-six.

Daté à Montréal, ce vingt-septième jour de mai 1926.

Le secrétaire-trésorier,
2789 D. DUSSAULT.

La compagnie "Quebec Chronicle Printing Company" donne, par les présentes, avis au public qu'elle demandera, en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la permission d'abandonner sa charte à compter du jour qui sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Daté à Québec, ce 1er jour de juin, 1926

Le secrétaire,
H.-L. STAVELEY.
Les procureurs de
"QUEBEC CHRONICLE PRINTING COMPANY,"
PENTLAND, GRAVEL, THOMSON & HEARN.
2809

GRANT DISTRIBUTING CO. OF CANADA, LIMITED.

Notice is hereby given that the company Grant Distributing Co. of Canada, Limited, is making application to the Provincial Secretary to obtain the cancellation of its letters patent, having provided for all its debts and obligations.

J. O. GIARD,
2786 Secretary.

MARCIL TRUST BUILDING, INCORPORATED.

Under the provisions of the Quebec Companies Act, the Marcil Trust Building, Incorporated, hereby give public notice that it will make application to the Secretary of the Province of Quebec for the acceptance of the voluntary surrender of its charter, on and from the 17th. April, nineteen hundred and twenty-six.

Dated in Montreal, this twenty-seventh day of May, 1926.

D. DUSSAULT,
2790 Secretary-Treasurer.

"Quebec Chronicle Printing Company" hereby gives public notice that it will, under the provisions of the Quebec Companies' Act, make application for leave to surrender its charter on and from the day to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Dated at Quebec, this 1st day of June, 1926.

H. L. STAVELEY,
Secretary.
PENTLAND, GRAVEL, THOMSON & HEARN,
Attorneys for
QUEBEC CHRONICLE PRINTING COMPANY.
2810

Compagnie autorisée à faire des affaires

Company authorized to do business

La compagnie "Pioneer Mining Corporation, Limited (No personal liability)" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Québec, au numéro 70 rue Saint-Paul.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Paul Taschereau, avocat, de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 27 mai, 1926

2805

The company "Pioneer Mining Corporation, Limited (No personal Liability)" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its principal place of business, in the Province, is at No. 70 Saint Paul Street, Quebec.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Paul Taschereau, advocate, of Quebec.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, May 27, 1926.

2806

Examens

Examinations

RESULTATS DES EXAMENS DE SORTIE

RESULTS OF CLOSING EXAMINATIONS

▲ L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL—ANNÉE ACADÉMIQUE 1925-26

AT THE MONTREAL SCHOOL FOR HIGHER COMMERCIAL STUDIES—ACADEMIC YEAR 1925-26

Les étudiants dont les noms suivent ont obtenu le diplôme de :—

The following students have obtained the diploma of :—

Licence d'enseignement commercial:—

Licence for commercial teaching:—

M. l'abbé René-Léo Langlois—avec la plus grande distinction—médaille d'or.

Abbé René Léo Langlois—with the greatest distinction—gold medal;

Licenciés en Sciences Commerciales:—

Licensed in commercial Sciences:—

Paul-Émile Paradis—avec la plus grande distinction—médaille d'or;

Paul Emile Paradis—with the greatest distinction—gold medal;

Paul Vallerand—avec grande distinction—médaille d'or;

Paul Vallerand—with great distinction—gold medal;

Ladislav Mizgala—avec grande distinction—médaille d'or;

Ladislav Mizgala—with great distinction—gold medal;

Armand Dansereau—avec distinction—médaille d'argent;

Armand Dansereau—with distinction—silver medal;

Théodore Monty—avec distinction—médaille d'argent;

Théodore Monty—with distinction—silver medal;

Lucien Ladouceur—avec distinction—médaille de bronze;

Lucien Ladouceur—with distinction—Bronze medal;

Adélard Fillion—avec distinction—médaille de bronze;

Adélard Fillion—with distinction — Bronze medal;

Cornelius Sullivan—avec distinction—médaille de bronze;

Cornelius Sullivan—with distinction—Bronze medal;

Gédéas Lamonde—avec distinction—médaille de bronze;

Gédéas Lamonde—with distinction — Bronze medal;

Charles Viau—avec satisfaction;

Charles Viau—with satisfaction;

Edgar Armand—avec satisfaction;

Edgar Armand—with satisfaction;

Henri Leroux—avec satisfaction;

Henri Leroux—with satisfaction;

Jean-Charles Ledoux—avec satisfaction;

Jean Charles Ledoux—with satisfaction;

Nérée Levesque—avec satisfaction.

Nérée Levesque—with satisfaction.

Bacheliers en Sciences Commerciales:—

Bachelors of Commercial Science:—

Paul Ouellette;
Gérard Lacasse.

2797

Paul Ouellette;
Gérard Lacasse.

2798

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, le 3 mai, 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil par Romulus Roy, notaire, pratiquant et demeurant à Saint-Léonard-d'Aston, district de Nicolet, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph Pieher, en son vivant, notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
2277-19-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, May 3rd, 1926.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Romulus Roy, notary, residing and practising at Saint Léonard d'Aston, district of Nicolet, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Joseph Pieher, in his lifetime, notary, of the same place.

C. J. SIMARD,
2278-19-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordre de Cour

Rule of Court

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. No 3890. J.-C. Lanctot, demandeur; vs A. Colpron, défendeur; & A. Laberge, tiers-saisi; & A. Reid, intervenant.

Sur l'ordre de l'honorable juge Coderre, donné le 6ième jour de mai, 1926, vu les allégations de l'insolvabilité de A. Colpron, du district de Montréal, le défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dans les quinze jours de la première insertion dans la *Gazette Officielle* de Québec, conformément aux articles numéros 673 et 694 du Code de procédure civile.

Montréal, 19 mai, 1926.

2699-22-2 Député P. C. S.,
T. DEPATIE.

Province of Quebec. District of Montreal, Superior Court. No. 3890. J. C. Lanctot, plaintiff; vs A. Colpron, defendant; & A. Laberge, tiers-saisi; & A. Reid, intervenant.

By order of the Honourable Justice Coderre, given on the sixth day of May, 1926, seeing the allegations of the insolvency of A. Colpron, of the district of Montreal, the defendant, the creditors of said defendant who have not yet filed their claims, are now called to produce their claims in this cause, at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal, at Montreal, in the fifteen days of the first insertion of the *Quebec Official Gazette*, under the law of Articles Nos. 673 & 694 of the Code of Civil Procedure.

Montreal, 19th May, 1926.

2700-22-2 T. DEPATIE,
Deputy P. S. C.

Soumissions

Tenders

Avis public est par les présentes donné, que la corporation de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, Lac Saint-Jean, recevra d'hui à midi, lundi le 21 juin 1926, des soumissions écrites pour l'achat de \$100,000.00 de débetures à être émises sous l'autorité du règlement No 16 de cette municipalité, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, en date du 26 mai, 1926.

Ces débetures seront datées du 1er mai, 1926, remboursables par séries annuellement à partir du 1er mai, 1927 au 1er mai, 1956; elles seront payables aux bureaux de la Banque de Montréal, à Saint-Joseph-d'Alma, Québec et Montréal.

L'intérêt sur ces débetures, au taux de 5½% l'an, sera payable semi-annuellement les 1er mai et novembre de chaque année, aux endroits susmentionnés.

Ces débetures seront d'une dénomination de \$100 ou de multiples de \$100.

Les soumissions devront être faites de la manière suivante, savoir:

- (a) Pour 30 ans à 5½%
- Pour 30 ans à 5 %
- (b) Pour 10 ans à 5½%
- Pour 10 ans à 5 %

Il devra être spécifié dans les dites soumissions:

Notice is hereby given that the corporation of the town of Saint Joseph d'Alma, Lake Saint John, will receive from this date until noon on Monday, the 21st of June 1926, written tenders for the purchase of \$100,000.00 of debentures, to be issued under authority of By-law No. 16 of the said municipality, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 26th of May, 1926.

The said debentures shall be dated the 1st of May 1926, redeemable serially annually from the 1st of May, 1927, to the 1st of May, 1956, they shall be payable at the offices of the Bank of Montreal, in Saint Joseph d'Alma, Quebec and Montreal.

The interest on the said debentures, at the rate of 5½% per annum, shall be payable semi-annually on the 1st of May and of November of every year, at the aforementioned places.

The said debentures shall be in denominations of \$100, or multiples of \$100.

The tenders must be made in the following manner, to wit:

- (a) For 30 years at 5½%
- For 30 years at 5 %
- (b) For 10 years at 5½%
- For 10 years at 5 %

The said tenders shall specify:

(a) Si le prix offert comprend l'intérêt accru sur ces débetures au moment de leur livraison.

(b) Si le prix offert comprend ou non l'impression des débetures au frais de l'acquéreur.

Un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt devra accompagner chaque soumission.

Ces soumissions seront prises en considération à une séance spéciale du conseil municipal de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, qui sera tenue à l'hôtel de ville en la susdite ville, lundi, le 28 juin, 1926, à 7½ heures, p. m.

Le conseil de la municipalité susnommée ne s'engage à accepter aucune soumission.

Saint-Joseph d'Alma, le 28 mai, 1926.

Le secrétaire-trésorier de

LA VILLE DE SAINT-JOSEPH-D'ALMA,

2793

J.-E. COTÉ.

(a) If the price offered includes the accrued interest on the debentures at the time of delivery.

(b) If the price offered includes or does not include the printing of the debentures, at the expense of the purchaser.

An accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan must accompany each tender.

The said tenders shall be taken into consideration at a special meeting of the municipal council of the town of Saint Joseph d'Alma, which will be held in the Town Hall of the aforesaid town, on Monday, the 28th of June, 1926, at 7.30 P. M.

The council of the aforesaid municipality is not bound to accept any tender.

Saint Joseph d'Alma, 28th of May, 1926.

J. E. COTE,

Secretary-Treasurer,

TOWN OF SAINT JOSEPH D'ALMA.

2794

Province de Québec, Municipalité scolaire de Grand'Mère.

Avis est par les présentes donné que des soumissions seront reçues par le soussigné, pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de \$90,000.00, souscrites par les commissaires d'écoles de la ville de Grand'Mère, datées du 1er mai, 1926, portant intérêt au taux de 5% l'an et remboursables annuellement, par séries, les échéances étant réparties sur une période de trente ans.

Les dites soumissions seront reçues jusqu'au lundi, 21 juin 1926, à 5 heures p. m., heure d'été.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, à l'ordre des dits commissaires, au montant de 1% du chiffre de la soumission; le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat seulement.

Les dites soumissions seront prises en considération à une séance publique des dits commissaires, qui sera tenue le 21 juin 1926, à 8 heures p. m., heure d'été.

Toute soumission devra spécifier que les intérêts accrus seront payés en outre du prix offert.

Les dits commissaires ne s'engagent à accepter aucune des soumissions qui seront présentées.

Grand'Mère, le 27 mai, 1926.

Le secrétaire-trésorier.

2787

AUGUSTE DESILETS.

Province of Quebec.—School Municipality of Grand'Mère.

Notice is hereby given that bids will be received by the undersigned for the sale of the issue of \$90,000 bonds of the School Commissioners of Grand'Mère, dated May 1st, 1926, bearing interest at the rate of five per cent per annum and payable by series every year, during a period of thirty years.

Said bids will be received until Monday the 21st of June, 1926, at 5 o'clock p. m. (Summer time).

To every bid shall be annexed an accepted cheque to the order of the said School Commissioners for one per cent of the amount of the bid. The cheque of the bidder whose tender will be accepted shall be given back to him only after the fulfilment of his contract.

The said bids will be taken into consideration at a public meeting of the said Commissioners, which will be held on the 21st of June 1926, at 8 o'clock p. m. (Summer time).

Every bid shall specify that the accrued interest will be paid apart from the amount of the bid.

The said commissioners do not undertake to accept any of the bids.

Grand'Mère, May 27th., 1926.

AUGUSTE DESILETS,

Secretary-Treasurer.

2788

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Charles Bérubé, fi's d'Elisé, cultivateur, Sainte-Hélène, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le CINQUIEME jour de JUILLET, 1926, à ONZE heures A. M. (heure solaire), seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pascal comté de Kamouraska, Qué., les immeubles de cette faillite, comme suit:

(a) Tous les droits du failli sur un terrain situé en le troisième rang de la Seigneurie de Kamouraska, contenant environ un demi-arpent de front sur environ un arpent de profondeur, et faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour ladite paroisse de Saint-Pascal, sous le numéro trois cent trente-trois (ptie 333) —avec

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of Charles Bérubé, son of Elisé, farmer, Sainte Hélène, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the FIFTH day of JULY, 1926, at ELEVEN o'clock, A. M. (standard time), will be sold by public auction, at the parochial church door of Saint Pascal, county of Kamouraska, Que., the immovables in this matter, as follows:

(a) All the rights of the insolvent on a land situate in the third range of the Seigniorie of Kamouraska, containing about a half arpent in front by about one arpent in depth, and forming part of lot known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the said parish of Saint Pascal, under the number three hundred

1

a maison et les autres bâties dessus construites, appartenances et dépendances.

(b) Un terrain situé en ledit troisième rang, ayant un arpent, plus ou moins, de front sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir par le nord du chemin public courant sud à se rendre au premier fronteau de Alfred Pelletier, qui a la partie sud du même numéro cadastral, et faisant partie du lot connu et désigné au dit cadastre de la paroisse de Saint Pascal, sous le numéro trois cent trente (ptie 330).

Les item A et B seront offerts en vente au plus haut enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716 et 717) du C.P.C., et aussi à l'article (20) vingt, paragraphe quatre (4), A.B.C. de la loi de faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Conditions de paiement: argent comptant.
Le syndic.

Bureau: R.-ERNEST LEFAIVRE.
147, Côte de la Montagne,
Edifice Bossé, Quebec. 2795-23-2

and thirty three (pt. 333)—with house and other buildings thereon constructed, appurtenances and dependencies.

(b) A land situate in the said third range, of one arpent, more or less, in front by the depth that there may be by the north on the public road running south to the first *fronteau* of Alfred Pelletier, who has the south part of the same cadastral number, and forming part of lot known and designated on the said cadastre of the parish of Saint Pascal, under the number three hundred and thirty (pt. 330).

Items A and B will be offered for sale to the highest bidder.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C.C.P., and also to the article 20, paragraph 4, A. B. C. of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

The titles and certificates may be examined at any time by applying at the office of the undersigned trustee.

Conditions of payment: Cash.
R. ERNEST LEFAIVRE,
Trustee.

Office: 147, Montain Hill,
Bossé Building, Quebec. 2796-23-2

Province de Québec, district de Montréal, No 143. Dans l'affaire de René Jasmin & Raoul Grou, entrepreneurs, Saint-Laurent.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit:

1. Un lot de terre ayant front sur la rue Cardinal, en la ville de Saint-Laurent, connu et désigné comme étant le lot No quatre cent soixante-dix de la subdivision du lot originaire No quatre cent soixante-huit (468-470), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant trente pieds de largeur par quatre-vingt-trois pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les bâties dessus construites.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

2. Un lot de terre faisant front sur la rue Cardinal, en la ville de Saint-Laurent, connu et désigné comme étant le lot No quatre cent soixante et onze, subdivision officielle du lot originaire No quatre cent soixante-dix-huit (478-471), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant, le dit lot de terre, vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-trois pieds, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les bâties dessus construites.

Distraction faite cependant du lot ci-dessus, une petite lisière de terrain de deux pieds de largeur, à prendre sur le côté nord du lot ci-dessus décrit, et qui a été vendue par le rétrocessionnaire à M. Abel Cooper, suivant vente enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le No 28,886.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Seront vendus en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, suivant les dispositions de la loi de faillite, Article 20, Paragraphe 4 et suivants, ayant effet du décret, au bureau du shérif, au Palais de Justice à Montréal, MARDI, le SIXIEME jour de JUILLET 1926, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée).

Province of Quebec, district of Montreal, No. 143. In the matter of René Jasmin & Raoul Grou, contractors, Saint Laurent.

Public notice is hereby given that the immovables designated as follows:

1. A lot of land fronting on Cardinal Street, in the town of Saint Laurent, known and designated as being lot No. four hundred and seventy of the subdivision of primitive lot No. four hundred and sixty eight (468-470), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, containing thirty feet in width by eighty three feet in depth, English measure, more or less—with all buildings thereon constructed.

As the whole is actually, with the active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said immovable.

2. A lot of land fronting on Cardinal Street, in the town of Saint Laurent, known and designated as being lot number four hundred and seventy one, official subdivision of primitive lot number four hundred and seventy eight, (478-471), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, containing, the said lot of land, twenty five feet in width by a depth of eighty three feet, English measure, more or less—with all the buildings thereon constructed.

To be however deducted from the hereabove lot, a small strip of land of two feet in width, to be taken on the north side of the hereabove described lot, and which was sold by the reconveyor to Mr. Abel Cooper, according to sale registered at the registry office of the division of Montreal, under number 28,886.

As the whole is actually, with the active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said immovable.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court, according to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4 and following, having the effect of a sheriff's sale, at the office of the sheriff, at the Court House of Montreal, TUESDAY, the SIXTH day of JULY, 1926, at THREE o'clock in the afternoon (day-light saving time).

Conditions de paiement.—Vingt pour cent comptant, la balance à la passation de l'acte.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndie,
HERMAS PERRAS.

Bureau de Prevost & Perras,
50 Notre-Dame Ouest, Montréal. 2811—23-2

Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Ernest Dubé, Enrg., marchand de gros, Rivière-du-Loup, Qué., cédant autorisé. Avis est par le présent donné que MARDI, le SIXIEME jour de JUILLET 1926, à ONZE heures A.M. (heure solaire), sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ludger, (Ville de Rivière-du-Loup,) province de Québec, l'immeuble de cette faillite, comme suit:

A. Un terrain situé dans la ville de Fraserville (Rivière-du-Loup), contenant cent pieds de front, mesure anglaise, le long de la ruelle Nadeau, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir de cette ruelle à aller à la Rivière-du-Loup; borné au sud à Polycarpe Nadeau ou représentants; au nord à A.-L. Pelletier ou représentants; au nord-est à la ruelle Nadeau et au sud-ouest, à la Rivière-du-Loup, faisant partie du lot No trois cent quatre-vingt-deux (382) du cadastre de la ville de Fraserville—avec bâtisses de magasin et hangar dessus construits, circonstances et dépendances.

B. Un autre terrain situé dans la ville de Fraserville (Rivière-du-Loup), d'une contenance indéterminée, mais compris dans les bornes suivantes: en front au sud-ouest, à la ruelle Nadeau, au nord-est à J.-N. Anctil ou représentants, tenant au nord-ouest à Dame Félix Dumont et au sud-est, à une ligne partant de la ruelle Nadeau, passant à un pied au nord du hangar de J.-A. Chamberland et se rendant au terrain de J.-N. Anctil, et faisant partie des lots trois cent quatre-vingt-cinq et trois cent quatre-vingt-sept (pts 385 et 387) du cadastre de la ville de Fraserville—avec hangar et étable dessus construits.

Les item A et B seront offerts en vente au plus haut enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716 et 717) du C. P. C. et aussi à l'article vingt (20), paragraphe quatre (4) A. B. C. de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndie soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndie,
R.-ERNEST LEFAIVRE.

Bureau: 147, côte de la Montagne,
Edifice Bossé, Québec. 2813—23-2

Canada. Province de Québec. District de Saint-François, No 114. Dans l'affaire de Omer Trudeau, ci-devant marchand, de Granby, Qué.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-quatre B., de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488-44B), aux plan et livre de renvoi officiels, à Montréal, de la paroisse du Sault-au-Récollet, comté d'Hochelaga, ayant front sur la rue Saint-

Conditions of payment: twenty per cent cash, the balance on the execution of the deed.

For particulars and list of charges, apply to the undersigned.

HERMAS PERRAS,
Trustee.

Office of Prevost & Perras,
50 Notre Dame West, Montreal. 2812—23-2

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court.

In the matter of Ernest Dubé, Enrg., wholesale merchant, Rivière du Loup, Que., authorized assignor. Notice is hereby given that on TUESDAY, the SIXTH day of JULY, 1926, at ELEVEN o'clock A.M. (Standard Time), there will be sold by public auction at the door of the church of the parish of Saint Ludger, (Town of Rivière du Loup), Province of Quebec, the immovable in this bankruptcy, as follows:

A. A lot of land situate in the town of Fraserville, (Rivière du Loup), containing one hundred feet in front, English measure, along the Nadeau lane, on the depth there may be from the lane to Rivière du Loup; bounded to the south by Polycarpe Nadeau or representatives; to the north by A. L. Pelletier or representatives, to the northeast by the Nadeau lane and to the southwest by the Rivière du Loup, forming part of lot number three hundred and eighty two (382) of the cadastre of the town of Fraserville—with a store and shed thereon erected, circumstances and dependencies.

B. Another lot of land situate in the town of Fraserville, (Rivière du Loup), of undetermined contents, but comprised within the following boundaries: in front to the southwest by the Nadeau lane, to the northeast by J. N. Anctil or representatives, bounded to the northwest by Dame Félix Dumont and to the southeast by a line starting from the Nadeau lane, running one foot to the north of the shed of J. A. Chamberland and leading to the land of J. N. Anctil, and forming part of lots three hundred and eighty five and three hundred and eighty seven (Pt. 385 and 387) of the cadastre of the town of Fraserville—with a shed and stable thereon erected.

The items A and B will be offered for sale to the highest bidder.

This sale is made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716-717) C.C.P., and also to article twenty (20), paragraph four (4) A.B.C. of the Bankruptcy Act, and has the effect of a sheriff's sale.

The titles and certificates may be examined at any time, by applying at the office of the undersigned trustee.

Terms of payment: Cash.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Trustee.

Offices: 147 Mountain Hill,
Bossé Building, Quebec. 2814—23-2

Canada. Province of Quebec. District of Saint Francis, No. 114. In the matter of Omer Trudeau, heretofore merchant, of Granby, Que.

Public notice is hereby given that the following immovable designated as follows:

A lot of land known and designated under the number forty four B of the official subdivision of lot number four hundred and eighty eight (488-44B), on the official plan and book of reference, at Montreal, of the parish of Sault au Récollet, county of Hochelaga, fronting on

André—avec bâtisses dessus construites et sujet à la mitoyenneté du mur nord-ouest.

Tel que le tout se trouve actuellement, sujet à la mitoyenneté du passage établi entre la propriété ci-dessus décrite et la propriété voisine portant le No 488-43B des dits plan et livre de renvoi officiels, telle qu'établie par acte devant J.-H.-A. Bohémier, N. P., le 27 mars 1913, dûment enregistré.

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Saint-François, (en matière de faillite), rendu le quatorze mai courant, et portant le No 114 des dossiers de la dite Cour, suivant les dispositions de l'article 20, par. 4 A, B, C, D, E, de la loi de faillite ayant effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, situé en le palais de justice de la dite ville de Montréal, MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour du mois de JUIN, mil neuf cent vingt-six, à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire)

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,

VINCENT LAMARRE.

Bureau, 83 rue Craig ouest,

Montréal.

Montréal, 25 mai, 1926.

2709—22-2

Saint André Street — with buildings thereon erected and subject to the joint-ownership of the northwest wall.

As the whole is actually, subject to the party right of way established between the property hereabove described and the neighboring property bearing the No. 488-43B, on the said official plan and book of reference, as established by deed before J. H. A. Bohémier, N. P., the 27th of March, 1913, duly registered.

Will be sold under a judgment of the Superior Court of the district of Saint Francis, sitting in Bankruptcy, rendered the fourteenth of May instant and bearing No. 114 of the records of the said Court, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, par. 4 A, B, C, D, E, having the effect of a sheriff's sale, at the office of the Sheriff of the district of Montreal, situate in the Court House of the said city of Montreal, on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and twenty six, at TWO o'clock in the afternoon, (Standard Time).

Terms of payment: 20% cash, the balance within three days.

For particulars and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,

Trustee.

Office: 83, Craig West,

Montreal.

Montreal, 25th May, 1926.

2710—22-2

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir:) JOSEPH CANTIN, de-
No 54.) mandeur; vs LEON
LACASSE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Une terre de la contenance d'environ 110 acres de terre en superficie et formant les quatre arpents nord-ouest du lot No 436 et aussi le lot No 435 du cadastre officiel du Canton d'Irlande—avec les bâtisses y érigées.

2. Les 20 arpents de terre en superficie nord-est du lot No 336 du dit cadastre et étant les quatre arpents de profondeur sur toute la largeur du dit lot—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adrien-d'Irlande, le HUITIEME jour de JUILLET prochain (1926), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 1er juin 1926.

[Première publication, le 5 juin 1926]

2817—23-2

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit:) JOSEPH CANTIN,
No. 54.) plaintiff; vs LEON
LACASSE, défendeur.

As belonging to said defendant:

1. A piece of land, containing about 110 acres in superficies and forming the northwest four arpents of lot No. 436 and also the lot No. 435 of the official plan and book of reference for the Township of Ireland—with the buildings thereon erected.

2. The northeast 20 arpents in superficies of lot No. 336 of the aforesaid official plan and being the four arpents in depth upon the whole width of said lot—circumstances and dependences.

To be sold at the parochial church door of Saint Adrien d'Irlande, on the EIGHTH day of JULY next (1926), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office,

Arthabaska, June 1st, 1926.

[First publication, June 5, 1926]

Sheriff.

2818—23-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } JEAN-BAPTISTE-T. DU-
No 9288. } FOUR, demandeur; con-
tres GEDEON BISSON, défendeur.

Le lot numéro quatre cent douze (412) du cadastre officiel du canton Ware, Dorchester—avec bâtisses dessus construites et dépendances, moins cette partie pouvant contenir une acre en superficie, à distraire du dit lot et telle que vendue à Ferd. Goupil.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Luc, le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, 1926, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 31 mai 1926.
[Première publication, le 5 juin 1926]
2819—23-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit: } JEAN BAPTISTE T. DU-
No. 9288. } FOUR, plaintiff; against
GEDEON BISSON, defendant.

Lot number four hundred and twelve (412) of the official cadastre of the township of Ware, Dorchester—with buildings thereon erected and dependencies, less the part containing about one acre in area, to be deducted from the said lot and such as sold to Ferd. Goupil.

To be sold at the church door of the parish of Saint Luc, on the NINTH day of JULY next, 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 31st May, 1926.
[First publication, June 5, 1926]
2820—23-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } ACHILLE RAY-
District de Beauharnois, } MOND, de-
No 5028. } mandeur; vs RO-
DOLPHA SEVIGNY, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cent quarante-trois (143) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Clément-de-Beauharnois, contenant en superficie environ six arpents—avec maison, garage, et autres bâtisses dessus érigées;

Un morceau de terre, de forme irrégulière, distrait du lot connu et désigné sous le numéro cent quarante (140), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Clément, ayant cinquante pieds de largeur sur le chemin public de la Rivière Saint-Louis, cent soixante-six pieds de longueur dans la ligne entre le susdit No 140 et le lot No 143, et cent quarante-quatre pieds de longueur dans l'autre ligne; borné en front par le dit chemin public, d'un côté au sud par le No 143 et de l'autre côté au nord par le résidu du dit lot No 140, le tout mesure anglaise.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Clément-de-Beauharnois, en la ville de Beauharnois, comté de Beauharnois, MERCREDI, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, DOMINA CREPIN.
Salaberry-de-Valleyfield, 1er juin 1926.
[Première publication, le 5 juin 1926]
2821—23-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

Province of Quebec, } ACHILLE RAY-
District of Beauharnois, } MOND, plain-
No. 5028. } tiff; vs RODOL-
PHA SEVIGNY, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

A lot of land known and designated under number one hundred and forty three (143), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Clément de Beauharnois, containing about six arpents in superficie—with a house, garage and other buildings thereon erected;

A parcel of land of irregular outline, to be deducted from the lot known and designated under number one hundred and forty (140), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Clément, being fifty feet in width on the public road of the Rivière Saint Louis, one hundred and sixty six feet in length in the line between the aforesaid No. 140 and lot No 143, and one hundred and forty four feet in length in the other line; bounded in front by the said public road, on one side to the south by No. 143 and on the other side to the north by the residue of said lot No. 140, the whole English measure.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Clément de Beauharnois, in the Town of Beauharnois, county of Beauharnois, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

DOMINA CREPIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, June 1st., 1926.
[First publication, June 5, 1926]
2822—23-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal,
Cour Supérieure,
No 4504.
EUGENE-H. GODIN,
avocat, de la cité
d'Outremont, district
de Montréal, deman-
deur; vs EVARISTE
ROCHETTE, cultivateur, de Nicolet, district
de Nicolet, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une certaine terre connue et désignée comme étant les lots numéros deux cent douze (212), et deux cent treize (213), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton, district de Bedford, et décrite comme suit:

Le lot No 212, formant partie du lot numéro neuf de la subdivision primitive du second Rang du canton Stukely; borné au sud par les lots numéros 210 et 211, à l'ouest par les lots numéros 209 et 206 et un chemin, au nord par la ligne entre le second et le troisième Rang, et à l'est par les lots numéros 213, 214 et 211, de forme irrégulière et contenant cent cinquante acres en superficie (150-0-0).

Le lot No 213 formant partie du lot numéro 10 de la subdivision primitive du second Rang du canton Stukely; borné au sud par le lot numéro 214, à l'ouest par le No 212, au nord par la ligne entre le second et le troisième Rang, à l'est par le No 216, ayant vingt-neuf chaînes de largeur par trente et une chaînes de longueur, contenant quatre-vingt-neuf acres, trois vergées et vingt-quatre perches (89-3-24).

Avec toutes les bâtisses et améliorations sur les dits lots.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Etienne-de-Bolton, dans le canton Bolton, district de Bedford, le SEPTIEME jour de JUILLET 1926, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, C-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., le 1er juin 1926.

[Première publication, le 5 juin 1926]

2823-23-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal,
Superior Court,
No. 4504.
EUGENE H. GODIN,
advocate, of the
City of Outremont,
district of Montreal,
plaintiff; vs EVARIS-
TE ROCHETTE, farmer, of Nicolet, district of
Nicolet, defendant.

As belonging to defendant:

A certain farm known and designated as lots numbers two hundred and twelve (212), and two hundred and thirteen (213) of the official cadastral plan and in the book of reference of the Township, district of Bedford, and described as follows:

Lot No. 212, forming part of lot number nine of the primitive subdivision of the second range of the Township of Stukely; bounded on the South by lots numbers 210 and 211, on the West by lots numbers 209 and 206 and a road, on the North by the line between the second and third ranges, and on the East by lots numbers 213, 214 and 211, irregular, containing one hundred and fifty acres in superficies (150-0-0).

Lot No. 213, forming part of lot number 10 of the primitive subdivision of the second range of the Township of Stukely; bounded on the South by lot number 214, on the West by No. 212, on the North by the line between the second and third ranges, on the East by No. 216, being twenty-nine chains in breadth by thirty one chains in length, containing eighty-nine acres, three roods, and twenty four perches (89-3-24).

With all the buildings and improvements on the said lots.

To be sold at the parochial church door of the Parish of Saint Etienne de Bolton, in the Township of Bolton, district of Bedford, on the SEVENTH day of JULY 1926, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., June 1st., 1926.

[First publication, June 5, 1926]

2824-23-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.
Saint-Jean, à savoir: } JOSEPH-AVILA
No 386. } MOLLEUR, avocat,
des cité et district de Montréal, demandeur;
contre ANTOINE LACOSTE, de la cité de
Saint-Jean, district d'Iberville, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

La moitié indivise d'un emplacement situé au côté nord de la Rue Saint-Charles, en la cité de Saint-Jean, faisant partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-un (Pt. No 281) du cadastre officiel de la Ville de Saint-Jean; borné à l'ouest par les quatre pieds ouest dudit lot No 281; au nord par la partie nord dudit lot No 281, à l'est par la partie est dudit lot No 281, et au sud par la dite rue Saint-Charles—avec maison et autres bâtisses dessus construites; ledit emplacement contenant dix-sept pieds et deux poutres, mesure anglaise et précise, de l'est à l'ouest; quarante-

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.
Saint John's, to wit: } JOSEPH AVILA MOL-
No. 386. } LEUR, advocate, of
the city and district of Montreal, plaintiff;
against ANTOINE LACOSTE, of the city of
Saint John's, district of Iberville, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The undivided half of an emplacement situated on the north side of Saint Charles Street, in the city of Saint John's, forming part of lot number two hundred and eighty one (Pt. No. 281), on the official cadastre of the town of Saint John's; bounded on the west by the four feet west of the said lot No. 281, on the north by the north part of the said lot No. 281, on the east by the east part of the said lot No. 281, and on the south by the said Saint Charles Street—with house and other buildings thereon constructed; the said emplacement containing seventeen feet and two

six pieds et trois pouces de la borne sud à la borne nord; tel que le tout se trouve.

Pour être vendue, ladite moitié indivise, dans mon bureau, dans le palais de justice, en la Cité de Saint-Jean, district d'Iberville, le CINQUIÈME jour de JUILLET prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi: (Heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 31 mai 1926. 2825—23-2
[Première publication, le 5 juin 1926]

inches, English measure and exact, from the east to the west; forty six feet and three inches from the south boundary to the north boundary; as the whole is.

To be sold, the said undivided half, at my office, in the Court House of the city of Saint John's, district of Iberville, the FIFTH day of JULY next (1926), at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint John's, May 31, 1926. 2826—23-2
[First publication, June 5, 1926]

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, } ROMULUS DOIRE, fils
District de Joliette, } cultivateur, de la pa-
No 1427. } roisse de Saint-Didace,
dans le district de Joliette, demandeur; vs AVILA GREGOIRE, cultivateur, ci-devant du même lieu et demeurant actuellement à une adresse inconnue, aux Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

1. Un immeuble connu et désigné comme étant partie du lot No 639, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Didace, ayant deux arpents et une perche de largeur sur environ 18 arpents de profondeur; borné d'un bout au chemin public, de l'autre côté à la rivière Blanche et d'un côté par le terrain d'Edouard Bouchard et de l'autre côté par celui de Joseph Grégoire;

2. Une autre terre connue et désignée comme étant une partie du lot No 647, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Didace, ayant une largeur de 4 arpents et une profondeur moyenne de 20 arpents environ; bornée d'un bout au chemin public, par l'autre bout au ruisseau de la "Grande Coulée" d'un côté à la terre d'Esdras Grégoire ou représentants et de l'autre côté à celle d'Amédée Sarrazin ou représentants;

3. Une autre terre située dans la concession Victoria, connue et désignée sous les Nos partie 744 seulement et 745 et 746 en entier, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Didace, de la contenance de 7 arpents de largeur et formant une superficie totale d'environ 90 arpents; bornée d'un bout par le chemin public, en profondeur par la grande ligne et aux terrains d'Israël Brissette ou représentants, et d'un côté par le terrain de Lictorion Doire ou représentants, et de l'autre côté par le terrain de Dame Vve Onésime Savoie ou représentants.

Les dits immeubles appartiennent au défendeur à titre de propriétaire et, dans tous les cas, il est réputé les posséder *animo domini*.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Didace, district de Joliette, le QUINZIÈME jour du mois de JUIN, 1926, à DIX heures A. M.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES.
Joliette, 8 mai, 1926.
[Première publication, le 15 mai, 1926]
2441—20-2

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Québec, } ROMULUS DOIRE,
District of Joliette, } junior, farmer, of
No. 1427. } the parish of Saint
Didace, in the district of Joliette, plaintiff; vs AVILA GREGOIRE, farmer, heretofore of the same place and now residing at an unknown address, in the United States of America, defendant.

1. An immovable known and designated as being part of lot No. 639, on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Didace, having two arpents and one perch in width by about 18 arpents in depth; bounded at one end by the public road, on the other side by the Rivière Blanche, and on one side by the land of Edouard Bouchard and on the other side by that of Joseph Grégoire;

2. Another land known and designated as being part of lot No. 647, on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Didace, having a width of 4 arpents and a mean depth of about 20 arpents; bounded at one end by the public road, on the other end by the stream of the "Grande Coulée", on one side by the land of Esdras Grégoire or representatives and on the other side by that of Amédée Sarrazin or representatives;

3. Another land situate in Victoria concession, known and designated under Nos. part 744 only and 745 and 746 in whole, on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Didace, containing 7 arpents in width and forming a total superficies of about 90 arpents; bounded at one end by the public road, in depth by the main line (Grande ligne) and by the lands of Israel Brissette or representatives, and on one side by the land of Lictorion Doire or representatives, and on the other side by the land of Dame Widow Onésime Savoie or representatives.

The said immovables belong to the defendant as owner and, in all cases, he is reputed to own them *animo domini*.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Didace, district of Joliette, the FIFTEENTH day of the month of JUNE, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DESROCHES.
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, May 8, 1926.
[First publication, 15 May, 1926]
2442—20-2

Cour Supérieure

Province de Québec, } **ALFRED ROBITAIL-**
 District de Joliette, } **LE, demandeur;**
 No 9781. } vs **JOSEPH LARA-**
MÉE et AL, défendeurs.

Le lots situés en la paroisse de Saint-Ignace-du-Lac, étant les numéros soixante et un et soixante-deux (Nos 61 et 62) du deuxième rang du canton Masson, contenant deux cents acres en superficie; tenant par un bout au premier rang, par l'autre bout au troisième rang, d'un côté à Philippe Côté, et de l'autre côté à une grande ligne—bâts de maison et dépendances; le tout saisi en bloc, et comme formant un seul héritage et exploitation.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ignace-du-Lac, le VENDREDI, le DIX-HUITIÈME jour du mois de JUIN 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

GEORGE DESROCHES.

Bureau du shérif,

Ce 11e jour du mois de mai, 1926. 2443—20-2
 [Première publication, le 15 mai 1926]

Superior Court.

Province of Quebec, } **ALFRED ROBI-**
 District of Joliette, } **TAILLE, plaintiff;**
 No. 9781. } vs **JOSEPH LARA-**
MÉE et AL, defendants

The lots situate in the parish of Saint Ignace du Lac, being the numbers sixty one and sixty two (Nos. 61 et 62) of the second range of the township Masson, containing two hundred acres in superficies; bounded on one end by the first range, on the other end by the third range, on one side by Philippe Côté, and on the other side by a main line (grande ligne)—with a house and dependencies thereon; the whole seized in block, and as forming one single plot.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ignace du Lac, on FRIDAY, the EIGHTEENTH day of the month of JUNE, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DESROCHES,

Sheriff's office,

Sheriff.

This 11th day of the month of May, 1926.

2444—20-2

[First publication, May 15, 1926]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } **LOUIS S. LAN-**
 No 10134. } **GLAIS, de**
 Saint-Denis, comté de Kamouraska, demandeur;
 contre **EMILE LEBRUN**, cultivateur, de Saint-Philippe-de-Néri, défendeur, à savoir:

Une terre située sur le troisième rang des concessions de la seigneurie de la Boutellerie, contenant environ deux arpents et demi de front sur environ quarante arpents de profondeur; bornée au nord à la Plaine, non concédée, au sud aux terres du quatrième rang de la dite Seigneurie, au sud-ouest à Edouard Lebrun, au nord-ouest à Désiré Caron—avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, laquelle terre est maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du comté de Kamouraska pour la paroisse de Saint-Philippe-de-Néri sous le numéro cent un (No 101); à l'exception du terrain appartenant à Xavier Roy, ou ses représentants.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philippe-de-Néri, le HUITIÈME jour de JUILLET prochain, (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif,

Rivière-du-Loup, 1er juin 1926. 2827—23-2

[Première publication, le 5 juin 1926]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: } **LOUIS S. LAN-**
 No. 10134. } **GLAIS, of Saint**
 Denis, county of Kamouraska, plaintiff; against
EMILE LEBRUN, farmer, of Saint Philippe de Néri, defendant, to wit:

A land situate on the third range of the concessions of the Seigniorie of La Boutellerie, containing about two arpents and a half in front by about forty arpents in depth; bounded on the north by the Plaine, non conceded, on the south by the lands of the fourth range of the said Seigniorie, on the southwest by Edouard Lebrun, on the north west by Désiré Caron—with house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, which land is now known and designated on the plan and book of reference of the official cadastre of the county of Kamouraska for the parish of Saint Philippe de Néri, under the number one hundred and one (No. 101);—with the exception of the land belonging to Xavier Roy, or his representatives.

To be sold at the church door of the parish of Saint Philippe de Néri, the EIGHTH day of JULY next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,

Sheriff's office,

Sheriff.

Rivière du Loup, June 1st, 1926. 2828—23-2

[First publication, June 5, 1926]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ADISLAS D'ANSE-**
 No 4323. } **REAU, demandeur;**
 vs **ADRIEN MESSIER et AL, défendeurs.**

1. Deux lots de terre bornés en front par la rue Parthenais et portant les numéros vingt-neuf et trente de la subdivision officielle du lot originaire

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ADISLAS D'ANSE-**
 No. 4323. } **REAU, plaintiff; vs**
ADRIEN MESSIER et AL, defendants.

1. Two lots of land bounded in front by Parthenais Street and bearing the numbers twenty nine and thirty of the official subdivision of pri-

numéro douze cent quatre-vingt-seize (1296-29-30) du quartier Sainte-Marie, dans les cité et district de Montréal—avec les bâties dessus érigées.

2. Cette partie non subdivisée du lot numéro douze cent quatre-vingt-douze (1292) du quartier Sainte-Marie, dans les cité et district de Montréal, bornée au nord-ouest par la rue Sherbrooke; en arrière au sud-est par les lots 1292-21-22-23 étant des ruelles; d'un côté, au sud-ouest, par la rue de Lorimier et de l'autre côté, au nord-est, par la rue Chaussé, aujourd'hui la rue des Erables;

3. Une terre bornée en front par la Rivière-des-Prairies, située dans la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies, connue et désignée sous le numéro vingt-quatre (24), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 1er juin 1926. 2829—23-2
[Première publication, le 5 juin 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME AZALIE-VA-
No 4165. } LERIE GABOURY,
veuve de Edouard Crevier, demanderesse; vs
THE ROYAL TRUST COMPANY, corporation
légalement constituée ayant son siège social à
Montréal, défenderesse es-qualité.

Trois lots de terre sis et situés en la ville Saint-Laurent, connus et désignés comme étant les lots de terre numéros (Nos 465-397, 398 et 399) trois cent quatre-vingt-dix-sept, trois cent quatre-vingt-dix-huit et trois cent quatre-vingt-dix-neuf des subdivisions officielles du lot de terre numéro quatre cent soixante-cinq, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier—avec droit de passage en commun avec d'autres dans les ruelles qui passent en arrière desdits lots de terre; s'il en existe—avec bâties dessus construite; à distraire cependant du susdit lot de terre No 397 la moitié sud-est à partir de soixante-dix pieds de l'avenue Decelles, suivant acte de vente par Joseph-Hormisdas Crevier à Edouard-Charles Crevier, devant le notaire J.-A. Théoret, en date du 10 février 1913, et dont copie a été dument enregistrée au bureau d'enregistrement des comté d'Hochelaga et Jacques-Cartier.

La moitié indivise d'un emplacement appartenant à la succession d'Edouard Crevier, situé en la ville de Montréal-Est, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante-quinze (p. 75), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté d'Hochelaga, contenant deux cent trente-quatre pieds et soixante centièmes à l'arrière, par quatre cent soixante-dix-huit pieds de profondeur sur le côté nord-est et quatre cent trente-trois pieds de profondeur sur le côté sud-est, formant une superficie totale de cent six mille et six cents pieds, mesure anglaise, et bornée comme suit: en front par le chemin public; en arrière par le fleuve Saint-Laurent; sur le côté sud-ouest par partie du lot numéro soixante-quatorze (p. 74) desdits plan et livre de renvoi officiels, et sur le côté nord-est par une autre partie dudit lot numéro soixante-quinze (p. 75), tel que ladite propriété est désignée sur un plan préparé par F.-C.

mitive lot number twelve hundred and ninety six (1296-29-30) of Saint Mary's ward, in the city and district of Montreal—with the buildings thereon erected.

2. The unsubdivided part of lot number twelve hundred and ninety two (1292) of Saint Mary's ward, in the city and district of Montreal; bounded on the northwest by Sherbrooke Street, in the rear to the southeast by lots 1292-21-22-23 being lanes; on one side, to the southwest, by De Lorimier Street and on the other side, to the north east, by Chaussé Street, presently des Erables Street;

3. A land bounded in front by Rivière des Prairies, situate in the parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, known and designated under the number twenty four (24), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, June 1st, 1926. 2830—23-2
[First publication, June 5, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME AZALIE VALE-
No. 4165. } RIE GABOURY, wi-
dow of Edouard Crevier, plaintiff; vs THE
ROYAL TRUST COMPANY, a body politic
and corporate having its head-office at Montreal,
defendant es-qualité.

Three lots of land lying and situate in the town of Saint Laurent, known and designated as being the lots of land numbers (Nos. 465-397, 398 and 399) three hundred and ninety seven, three hundred and ninety eight and three hundred and ninety nine of the official subdivisions of the lot of land number four hundred and sixty five, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, in the county of Jacques Cartier—with the right of way in common with others in the lanes passing at the rear of the said lots of land, if any exist; with the buildings thereon erected; to be deducted however from the aforesaid lot of land No. 397, the southeast half starting at seventy feet from Decelles Avenue, according to a deed of sale by Joseph Hormisdas Crevier to Edouard Charles Crevier, before J. A. Theoret, notary, dated the 10th of February 1913, and of which copy has been duly registered at the Registry Office of the counties of Hochelaga and Jacques-Cartier.

The undivided half on an emplacement belonging to the estate of Edouard Crevier, situate in the Town of Montreal-East, forming part of the lot of land known and designated under number seventy five (Pt. 75), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, in the county of Hochelaga, containing two hundred and thirty four feet and sixty hundredths of a foot in rear, by four hundred and seventy eight feet in depth on the northeast side, and four hundred and thirty three feet in depth on the southeast side, forming a total superficies of one hundred and six thousand six hundred feet, English measure, and bounded as follows: in front by the public road, in rear by the Saint Lawrence river, on the southwest side by part of lot number seventy four (Pt. 74), on the said official plan and book of reference, and on the northeast side by another part of said lot number seventy five (Pt. 75), as the said property is designated on the

Laberge, arpenteur provincial, de Montréal, en date du premier février mil neuf cent douze.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 1er juin 1926. 2831—23-2
[Première publication, le 5 juin 1926]

plan prepared by F. C. Laberge, Provincial Surveyor, of Montreal, dated the first of February, one thousand nine hundred and twelve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, June 1st, 1926. 2832—23-2
[First publication, June 5, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **ROYAL INSTITUTION**
No 3567.) **FOR THE ADVANCEMENT OF LEARNING**, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires en la cité et le district de Montréal, demanderesse; vs **CHARLES-A. WALKER**, défendeur.

Un certain emplacement ayant front sur l'avenue Marlowe, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces, en la cité de Montréal, connu comme étant le numéro de subdivision officiel quatorze, au plan de subdivision dûment fait et déposé au lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-dix-huit (198-14); contenant une largeur de trente-trois pieds en front sur une profondeur de quatre-vingt-trois pieds, et une superficie de deux mille sept cent trente-neuf pieds, mesure anglaise—avec la maison portant le numéro civique trois cent un (301) de l'avenue Marlowe, ainsi que le garage y érigés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 1er juin 1926. 2833—23-2
[Première publication, le 5 juin 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **ROYAL INSTITUTION**
No. 3567.) **FOR THE ADVANCEMENT OF LEARNING**, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs **CHARLES A. WALKER**, defendant.

That certain emplacement fronting on Marlowe Avenue, in the Notre Dame de Graces Ward of the city of Montreal, known as official subdivision number fourteen, on the subdivision plan duly made and filed of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal as lot number one hundred and ninety-eight (198-14); containing a width of thirty-three feet in front by eighty-three feet in depth, and an area of two thousand seven hundred and thirty-nine feet, English measure—with the dwelling house bearing civic number three hundred and one (301), Marlowe Avenue, and garage thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, June 1st, 1926. 2834—23-3
[First publication, June 5, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **MADEMOISELLE AL-**
No 3306.) **BANI WILSON**,
fille majeure, demanderesse; vs **LORNE-C. FRASER**, défendeur.

Un certain emplacement ayant front sur l'avenue Hill ouest, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces, en la cité de Montréal, formant partie du lot numéro cent cinquante-six, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et plus particulièrement connu au plan de subdivision dûment fait et déposé du dit lot officiel comme étant la subdivision numéro quatre-vingt-quatorze (156-94), contenant, la dite subdivision, vingt-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-seize pieds de profondeur—avec un édifice en brique solide, semi détaché, dessus érigé.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$600.00 sera exigé de tout enchérisseur, avant de recevoir son enchère, en vertu d'un jugement de l'Honorable juge Coderre, en date du 29 mai 1926.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 1er juin 1926. 2835—23-2
[Première publication, le 5 juin 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **MISS ALBANI WILSON**,
No. 3306.) spinster of the full
age of majority, plaintiff; vs **LORNE C. FRASER**, defendant.

That certain emplacement fronting on West Hill Avenue in the Notre Dame de Grace Ward of the city of Montreal, forming part of lot number one hundred and fifty six upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and more particularly known on the subdivision plan duly made and filed of said official lot as subdivision number ninety four (156-94), containing, said subdivision, twenty five feet in width by ninety six feet in depth, with a semi detached solid brick building thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$600.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his bid, pursuant to a judgment of Hon. Judge Coderre, dated May 29th, 1926.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, June 1st, 1926. 2836—23-2
[First publication, June 5, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L** A CITE DE MONT-
No 60. } **R** EAL, demanderes-
se; vs **MYER BLOCK & JAMES DIAMOND**,
défendeurs.

Un lot de terre étant connu sous le numéro six cent cinquante (650) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal; borné en front par la rue Farm.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif.

Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE**,
Montréal, 11 mai 1926. 2445—20-2
[Première publication, le 15 mai 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder, district de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L** A CITE DE MONT-
No 388. } **R** EAL, demande-
resse; vs **ADELARD BOLDUC**, défendeur.

Un lot de terre étant la subdivision numéro sept cent vingt-cinq (725) du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept (397) des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe, cité de Montréal; borné en front par la rue Mercier.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour du mois de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif.

Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE**,
Montréal, 11 mai 1926. 2447—20-2
[Première publication, 15 mai 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D** ELLE B. JEAN-
No 5254. } **N** OTTE, fille ma-
jeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, demanderesse; contre "FAIR TRADING COMPANY, LIMITED", défenderesse, et **AIME LOZEAU**, curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la rue Rivard, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent seize de la subdivision officielle du lot numéro deux cent neuf (209-116), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif.

Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE**,
Montréal, 11 mai 1926.
[Première publication, 15 mai 1926]
2451—20-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D** AME ROSE DE LIMA
No 1215. } **M** ARCOTTE, épouse
contractuellement séparée de biens de Louis George Robin et ledit LOUIS-GEORGE ROBIN, pour autoriser sadite épouse à ester en justice aux fins des présentes demanderesse; vs **NARCISSE MENARD**, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Christophe, connu et désigné sous le numéro cinq cent vingt-cinq (525) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal, contenant

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **T** HE CITY OF MON-
No. 60. } **T** REAL, plaintiff; vs
MYER BLOCK & JAMES DIAMOND, defend-
ants.

A lot of land known under the number six hundred and fifty (650), on the official plan and book of reference of Sainte Anne's ward, of the city of Montreal; bounded in front by Farm Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, **Sheriff**,
Montreal, May 11th, 1926. 2446—20-2
[First publication, May 15, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **T** HE CITY OF MON-
No. 388. } **T** REAL, Plaintiff; vs
ADELARD BOLDUC, Defendant.

A lot of land, being the subdivision number seven hundred and twenty five (725) of the primitive lot number three hundred and ninety seven (397), on the official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe, city of Montreal; bounded in front by Mercier Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, **Sheriff**,
Montreal, May 11, 1926. 2448—20-2
[First publication, May 15, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **M** ISS B. JEANNOT-
No. 5254. } **T** E, spinster, in the
full exercise of her rights, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against **FAIR TRADING COMPANY, LIMITED**, Defendant, and **AIME LOZEAU**, curator to the surrender.

An emplacement fronting on Rivard Street, in the city of Montreal, known and designated under number one hundred and sixteen of the official subdivision of lot number two hundred and nine (209-116), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, **Sheriff**,
Montreal, May 11, 1926.
[First publication, May 15, 1926]
2452—20-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **D** AME ROSE DE
No. 1215. } **L** IMA MARCOT-
TE, wife separated as to property by marriage contract of Louis George Robin, and the said LOUIS ROBIN to authorize his said wife to ester en justice, for the purposes hereof, plaintiff; vs **NARCISSE MENARD**, defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Saint Christophe Street, known and designated under the number five hundred and twenty five (525) on the official plan and book of reference of Saint James ward, in the city of

seize pieds de largeur par trente quatre pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; —avec une maison et ses dépendances portant le No 271 rue Saint-Christophe—avec toutes les servitudes y attachées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.

Montréal, 11 mai 1926.

[Première publication, 15 mai 1926]

2453—20-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **THE SUN LIFE ASSUR-**
No 789.) **ANCE COMPANY**
OF CANADA, corporation légalement constituée
ayant sa principale place d'affaires en la cité et
le district de Montréal, demandeur; vs JOHN
MAGUIRE GUERIN, de la cité et du district
de Montréal, défendeur, et LOUIS-ANTONIO
BEDARD, de la cité et du district de Montréal,
député-protonotaire, curateur au délaissement.

Un certain terrain situé au coin sud des rues
Dorchester et Windsor, en la cité de Montréal,
connu et désigné comme étant la partie nord-
ouest du lot numéro six cent treize (N. O. ptie
No 613), aux plan et livre de renvoi officiels du
quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal,
de la contenance de cent vingt-six pieds de large,
en avant et en arrière, par une profondeur de
chaque côté de cent trente pieds, mesure anglaise,
et plus ou moins, et est borné en front par la rue
Dorchester susdite, en arrière par le résidu dudit
lot officiel, sur le côté nord-est par la rue Windsor
susdite, et au sud-ouest par le lot numéro 612
dudit plan officiel, appartenant au Young Women
Christian Association—avec les bâtisses dessus
érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUIN
prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.

Montréal, 11 mai 1926.

(Première publication, 15 mai 1926)

2455—20-2

PONTIAC

Cour Supérieure.—Pontiac.

Province de Québec,) **FERDINAND PA-**
District de Pontiac.) **RENT, demandeur;**
No 2656.) **vs PHILIPPE DUCLOS**
ET AL, défendeurs.

Cinq lots dans la municipalité de Notre-Dame-
des-Quinze, étant les lots numéros trois (3),
quatre (4), trente-six (36), trente-cinq (35) et
trente-quatre (34) de la subdivision officielle du lot
soixante-dix (70), dans le troisième rang du can-
ton Guigues—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de Notre-Dame-des-Quinze, dans le comté
de Témiscamingue, le QUINZIEME jour de
JUIN 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. BERNARD-J. SLOAN.

Bryson, 8 mai 1926.

[Première publication, 15 mai 1926]

2457—20-2

Montreal, containing sixteen feet in width by
thirty four feet in depth, English measure, more
or less—with a house and dependencies, bearing
the No. 271 Saint Christophe Street—with all the
servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal
the EIGHTEENTH day of JUNE next, at
THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. OMER LAPIERRE,
Montreal, May 11th, 1926. Sheriff.

[First publication, May 15, 1926]

2454—20-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **THE SUN LIFE ASSUR-**
No. 789.) **ANCE COMPANY**
OF CANADA, a body politic and corporate,
having its principal place of business in the city
and district of Montreal, plaintiff; vs JOHN
MAGUIRE GUERIN, of the city and district
of Montreal, defendant, and LOUIS ANTONIO
BEDARD, of the city and district of Montreal,
deputy-prothonotary, curator to the surrender.

A certain lot of land situated on the southerly
corner of Dorchester and Windsor Streets, in the
city of Montreal, which is known and designated
as the northwesterly part of lot number six
hundred and thirteen (No. N.W. pt. 613), on the
official plan and in the book of reference of the
Saint Antoine ward of the city of Montreal, and
which contains one hundred and twenty-six feet
in width in front and in rear by a depth on each
side of one hundred and thirty feet, English
measure and more or less, and is bounded in
front by Dorchester Street aforesaid, in rear by
the remainder of said official lot, on the north-
easterly side by Windsor Street aforesaid and on
the southwesterly side by lot No. 612 on the said
official plan, belonging to the Young Women's
Christian Association—with the buildings thereon
erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. OMER LAPIERRE,
Montreal, May 11th, 1926. Sheriff.

[First publication, 15th May, 1926]

2456—20-2

PONTIAC

Superior Court.—Pontiac.

Province of Québec,) **FERDINAND PA-**
District of Pontiac,) **RENT, plaintiff;**
No. 2656.) **vs PHILIPPE DUCLOS**
ET AL, defendants.

Five lots in the municipality of Notre Dame
des Quinze, being lots Nos. three (3), four (4),
thirty six (36), thirty five (35) and thirty four
(34) of the official subdivision of lot seventy (70),
in the third range of the township of Guigues—
with buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of Notre
Dame des Quinze, in the county of Temiskaming,
on the FIFTEENTH day of JUNE, 1926, at
TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office. BERNARD J. SLOAN,
Bryson, Que., May 8th, 1926. Sheriff.

[First publication, 15th May, 1926]

2458—20-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour de Magistrat.

Québec, à savoir: } **LA VILLE DE LAUZON,**
 No 2358 (26) } **corps politique et in-**
 corporé, ayant son principal bureau d'affaires en
 la ville de Lauzon, dans le district de Québec;
 contre GAUDIOSE GARANT, de la ville de
 Lauzon.

1. La subdivision No 15 (quinze) du lot No 142 (cent quarante-deux) du cadastre officiel pour le Village de Bienville, comté de Lévis, étant un lot vacant situé sur la rue Malvina, maintenant quartier Bienville, de la ville de Lauzon, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 1005-N (mille cinq-N) du cadastre officiel pour la partie Ouest du Village de Lauzon, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Bégin, maintenant quartier No 1 de la ville de Lauzon — avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, le lot en premier lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de Bienville, comté de Lévis, à DIX heures du matin, et le lot en deuxième lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Lévis, comté de Lévis, à ONZE heures du matin. (Heure solaire).

Le shérif.

Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 2 juin 1926. 2837—23-2

[Première publication, le 5 juin 1926]

[Deuxième publication, le 19 juin 1926]

FIERI FACIAS.

Cour du recorder.

Québec, à savoir: } **LA CITE DE QUEBEC;**
 No 703. } **contre THE ROYAL**
TRUST COMPANY, corps politique et incorporé
 ayant son bureau chef en la cité de Montréal
 et ayant aussi une place d'affaires en la cité de Qué-
 bec, et W. HOBART MOLSON, de la cité de
 Montréal, tous deux en leur qualité d'exécuteurs
 de la succession Dr W.-A. Molson, et ledit W.
 HOBART MOLSON, tant personnellement, et
 THE NATIONAL TRUST COMPANY, LIM-
 ITED, corps politique et incorporé ayant son
 bureau-chef en la cité de Toronto, dans la pro-
 vince d'Ontario, l'Honorable HERBERT MERE-
 DITH MARLER, de ladite cité de Montréal,
 et ledit W. HOBART MOLSON, de la cité de
 Montréal, tous trois en leur qualité d'exécuteurs
 de la succession J. W. Molson, conjointement et
 solidairement.

Le lot No 2358 (deux mille trois cent cinquante-huit) du cadastre officiel pour le quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Champlain—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. (Heure solaire.)

Le shérif.

Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 19 mai 1926.

[Première publication, 22 mai 1926]

[Deuxième publication, 5 juin 1926]

2597—21-2

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Magistrate's Court.

Québec, to wit: } **THE TOWN OF LAUZON,**
 No. 2358 (26) } **a body politic and cor-**
 porate having its principal place of business in
 the town of Lauzon, in the district of Quebec;
 against GAUDIOSE GARANT, of the town of
 Lauzon.

1. The subdivision No. 15 (fifteen) of lot No. 142 (one hundred and forty two) of the official cadastre for the village of Bienville, county of Levis, being a vacant lot situate on Malvina Street, now Bienville ward of the town of Lauzon—circumstances and dependencies.

2. The lot No. 1005-N (one thousand and five-N) of the official cadastre for the west part of the village of Lauzon, county of Levis, being an emplacement situate on Begin Street, now ward No. 1 of the town of Lauzon—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on the NINTH day of JULY next, the lot firstly described, at the parochial church door of Bienville, county of Levis, at TEN o'clock in the forenoon, and the lot secondly described, at the parochial church door of Saint Joseph de Levis, county of Levis, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.

Québec, 2nd of June, 1926. 2838—23-2

[First publication, June 5, 1926]

[Second publication, June 19, 1926]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC;**
 No. 703. } **against THE ROYAL**
TRUST COMPANY, a body politic and corpora-
 te, having its head office in the city of Montreal
 and having also a place of business in the city of
 Quebec, and W. HOBART MOLSON, of the
 city of Montreal, both in their quality of execu-
 tors to the estate Dr. W. A. Molson, and the said
 W. HOBART MOLSON, both personally, and
 THE NATIONAL TRUST COMPANY, LIM-
 ITED, a body politic and corporate having its
 head office in the city of Toronto, in the Pro-
 vince of Ontario, the Honourable HERBERT
 MEREDITH MARLER, of the said city of
 Montreal, and the said W. HOBART MOLSON
 of the city of Montreal, all three in their quality
 of testamentary executors of the estate J. W.
 Molson, jointly and severally.

The lot No. 2358 (two thousand three hundred and fifty eight), on the official cadastre for Champlain ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Champlain Street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard time.)

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.

Québec, May 19th, 1926.

[First publication, May 22nd, 1926]

[Second publication, 5th June, 1926]

2598—21-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **E. LZEAR FORTIER, LI-**
 No 682. } **MITEE**, corporation lé-
 gale ayant son principal bureau d'affaires en la
 cité de Québec; contre **HILDEVERT LAFLEUR**,
 de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, à
 savoir:

Partie du lot No 138 (cent trente-huit) du ca-
 dastre officiel pour la paroisse de Saint-Apolli-
 naire, comté de Lotbinière, étant un lopin de terre
 situé au village, contenant 180 pieds de longueur
 du nord au sud sur 60 pieds de largeur de l'est à
 l'ouest, plus ou moins, mesure française; bornée
 au nord à Napoléon Daigle, au nord-est, au sud
 et au sud-ouest à Georges Demers—circonstances
 et dépendances. Avec droit de passage à perpé-
 tuité, tant à pied qu'en voiture, pour aller du
 chemin public du village de Francœur au lopin
 de terre présentement concédé dans le chemin
 privé qu'il y a sur le lot No 138, qui se trouve
 voisin du côté nord-est dudit lopin de terre.
 Sujette à une rente annuelle de \$5.00 au capital
 de \$100.00, payable le premier novembre à Dame
 Albertine Demers *es-qualité* ou représentants.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
 de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, le
 VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN pro-
 chain, à DIX heures du matin. (Heure solaire.)

Le shérif,

Bureau du shérif. **CLEOPHAS BLOUIN.**
 Québec, 19 mai 1926.

[Première publication, 22 mai 1926]

[Deuxième publication, 5 juin 1926]

2599—21-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **E. LZEAR FORTIER, LI-**
 No. 682. } **MITEE**, a legal corpo-
 ration having its head office in the city of Quebec;
 against **HILDEVERT LAFLEUR**, of Saint
 Apollinaire, county of Lotbinière, to wit:

Part of lot No. 138 (one hundred and thirty
 eight) of the official cadastre for the parish of
 Saint Apollinaire, county of Lotbinière, being a
 parcel of land situate in the village, containing
 180 feet in length from north to south by 60 feet
 in width from east to west, more or less, French
 measure; bounded on the north by Napoléon
 Daigle, on the northeast, south and southwest
 by Georges Demers—circumstances and depen-
 dencies. With right of way in perpetuity, both
 on foot and in vehicle, to go from the public road
 of the village of Francœur to the parcel of land
 presently conceded in the private road that there
 is on lot No. 138, which is next to the said parcel
 of land on the northeast side. Subject to a yearly
 rent of \$5.00 on a capital of \$100.00, payable the
 first of November to Dame Albertine Demers
es-qualité or representatives.

To be sold at the parochial church door of
 Saint Apollinaire, county of Lotbinière, on the
 TWENTY FIFTH day of JUNE next, at TEN
 o'clock in the forenoon. (Standard time.)

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office. **Sheriff.**
 Quebec, May 19, 1926.

[First publication, 22nd May, 1926]

[Second publication, 5th June, 1926]

2600—21-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } **M. ARIE-LEDA**
 No 217. } **BOURGET**; vs
JEROME BOURGET, savoir:

Le lot No cent quinze au cadastre officiel de la
 paroisse de Saint-Benoît-Joseph-Labre-d'Amqui
 —avec bâtisses sus construites.

A charge des termes de la répartition pour
 l'église à l'avenir.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
 paroisse d'Amqui, le DIXIÈME jour de JUIL-
 LET 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **CHS D'ANJOU.**
 Rimouski, 2 juin 1926. 2847—23-2

[Première publication, le 5 juin 1926]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } **M. ARIE-LEDA**
 No. 217. } **BOURGET**; vs
JEROME BOURGET, to wit:

The lot number one hundred and fifteen, on
 the official cadastre of the parish of Saint Benoit
 Joseph Labre d'Amqui—with buildings thereon
 erected.

Subject to the terms of the allotment for the
 church in the future.

To be sold at the church door of the parish of
 Amqui, the TENTH day of JULY, 1926, at TEN
 o'clock in the forenoon.

CHS D'ANJOU,

Sheriff's office, **Sheriff.**
 Rimouski, 2nd June, 1926. 2848—23-2

[First publication, June 5, 1926]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **A.-B. DUPUIS,**
 District de Chicoutimi. } **LIMITEE**, corps
 No 283. } politique incorporé

ayant sa principale place d'affaires en la cité de
 Québec, demandeurs; vs **JOSEPH BOU-**
CHARD, de Desbiens Mills, défendeur; à savoir:

Un emplacement maintenant connu et désigné
 sous les numéros un-quatre, deux-trois et quatre-

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **A. B. DUPUIS,**
 District of Chicoutimi. } **LIMITEE**, body
 No. 283. } politic and corporate

having its principal place of business in the city
 of Quebec, plaintiff; vs **JOSEPH BOUCHARD**,
 of Desbiens Mills, defendant; to wit:

An emplacement now known and designated
 under the numbers one-four, two-three and four-

cinq (Nos 1-4, 2-3 et 4-5), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Métabetchouan, Bloc C, d'une superficie d'environ 5000 pied—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme (Métabetchouan), MARDI, le SIXIEME jour de JUILLET prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif.

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 1er juin 1926. 2849—23-2
[Première publication, le 5 juin 1926]

FIERI FACIAS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } ANDRÉ BOU-
District de Roberval, } CHARD, méca-
No 5057. } nicien, de Saint-Jo-
seph-d'Alma, et DAME ILDA GIRARD, veuve
en premières noces de Théodore Guy et épouse
actuelle du susdit André Bouchard, en leur qua-
lité de tuteurs conjoints aux enfants mineurs issus
du mariage qui a existé entre Ilda Girard et feu
Théodore Guy, demandeurs ès-qualité; vs XA-
VIER MARTIN, de Saint-Prime, cultivateur,
défendeur, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné
sous le numéro vingt-deux (No 22), des plan et
livre de renvoi officiels du cadastre pour le pre-
mier rang du canton Ashuapmouchouan—avec
les bâtisses dessus construites, appartenances et
dépendances. Cependant sauf à en distraire le
terrain appartenant au chemin de fer.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Prime, MARDI, le QUINZIEME
jour de JUIN prochain (1926), à ONZE heures
de l'avant-midi.

Le shérif.

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 6 mai 1926.
[Première publication, 15 mai 1926]
2467—20-2

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } JOSEPH GAU-
District de Roberval, } THIER, rentier, de
No 4965. } la Ville de Saint-
Joseph-d'Alma, district de Roberval, demandeur;
vs JOSEPH LEPAGE, de la paroisse de Des-
biens Mills, défendeur, à savoir:

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-
Félicien, de forme irrégulière, faisant partie du
lot de terre numéro quatre du premier rang, aux
plan et livre de renvoi officiels du cadastre du
canton Parent, maintenant connu et désigné
comme faisant partie du lot numéro quatre-B
(Ptie No 4-B), du même rang et cadastre officiel,
mesurant deux cent soixante pieds de front sur la
route du pont, et autant à la profondeur, en front
sur une profondeur de cent vingt-cinq pieds le
long de la rivière Ashuapmouchouan, et soixante
pieds le long de la ligne de Sieur Joseph Blouin,
le tout plus ou moins, et sans garantie de mesure
précise, et compris dans les bornes suivantes:
vers le nord-ouest, à la route conduisant au pont
Carbonneau, au sud-ouest à la rivière Ashuap-
mouchouan, à la profondeur au lot numéro trois,
au nord-est à la ligne séparant le terrain pré-
sentement vendu de celui de sieur Joseph Blouin,
laquelle ligne se trouve située à cent pieds de la
ligne du chemin de front du dit rang—avec
bâtisses dessus construites et dépendances.

five (Nos. 1-4, 2-3 and 4-5), on the official plan
and book of reference of the cadastre for the villa-
ge of Métabetchouan, Block C, of an area of
about 5000 feet—together with the buildings
thereon erected, appurtenances and circum-
stances.

To be sold at the church door of the parish of
Saint-Jérôme, (Métabetchouan), TUESDAY,
the SIXTH day of JULY next (1926), at TEN
o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, June 1st, 1926. 2850—23-2
[First publication, June 5, 1926]

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } ANDRÉ BOU-
District of Roberval, } CHARD, me-
No. 5057. } chanic, of Saint Jo-
seph d'Alma, and DAME ILDA GIRARD,
widow by her first marriage of Théodore Guy,
and actual wife of the aforesaid André Bouchard,
in their quality of joint tutors to the minor chil-
dren issued of the marriage which existed be-
tween Ilda Girard and the late Théodore Guy,
plaintiffs ès-qualité; vs XAVIER MARTIN,
of Saint Prime, farmer, defendant, to wit:

The lot of land now known and designated
under the number twenty two (No. 22), of the
official plan and book of reference of the cadas-
tre for the first range of the township Ashuap-
mouchouan—with buildings thereon erected,
appurtenances and dependencies. However
save to deduct therefrom the lot of land belonging
to the railway.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Prime, TUESDAY, the FIFTEENTH day
of JUNE next (1926), at ELEVEN o'clock in
the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, May 6th, 1926.
[First publication, May 15, 1926]
2468—20-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } JOSEPH GAUTHIER,
District of Roberval, } annuitant, of the
No. 4965. } Town of Saint Joseph
d'Alma, district of Roberval, plaintiff; against
JOSEPH LEPAGE, of the parish of Desbiens
Mills, defendant, to wit:

An emplacement situate in the parish of Saint
Félicien, of irregular outline, forming part of
the lot of land number four of the first range, on
the official cadastral plan and book of reference
of the township of Parent, now known and desig-
nated as forming part of lot number four-B (Pt.
No. 4-B), of the same range and official cadastre,
measuring two hundred and sixty feet in front
on the road of the bridge, and as much on the
depth in front by a depth of one hundred and
twenty five feet along the river Ashuapmou-
chouan, and sixty feet along the line of Sieur
Joseph Blouin, the whole more or less, and with-
out guarantee as to precise measurements, and
comprised within the following boundaries: on
the northwest, by the road leading to Carbon-
neau bridge, on the southwest by the river Ashuap-
mouchouan, on the depth by lot number three,
on the northeast by the line separating the land
presently sold from that of Sieur Joseph Blouin,
which line is situate at one hundred feet from
the front road of said range—with the buildings
thereon erected and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, MARDI, le QUINZIE-ME jour de JUIN prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 10 mai 1926. 2471—20-2
[Première publication, le 15 mai 1926]

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Félicien, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of JUNE next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, May 10, 1926. 2472—20-2
[First publication, May 15, 1926]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
No 837. } GEORGE AUGER, tisse-

rand, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, demandeur; contre ERNEST BOUCHER, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Ce morceau de terre connu comme la moitié Nord du quart Nord-Est du lot trois, dans le sixième rang du canton d'Orford, contenant vingt-cinq acres en superficie, maintenant désigné au plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le dit canton sous le numéro deux cent cinquante-quatre;

Un certain morceau de terre formant partie du lot numéro trois dans le cinquième rang du canton d'Orford, connu et désigné comme étant la moitié Nord de la moitié Ouest du lot trois du rang cinq du canton d'Orford, maintenant connu et désigné comme étant la moitié Nord du lot numéro cent quatre-vingt-six (186), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour le canton d'Orford.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elie-d'Orford, MARDI, le SIXIEME jour de JUILLET, 1926, à DIX heures (10) de l'avant-midi, (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 31 mai, 1926. 2851—23-2
[Première publication, le 5 juin 1926]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
No. 837. } GEORGE AUGER, weaver,

of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, plaintiff; against ERNEST BOUCHER, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

That parcel of land known as the north half of the northeast quarter of lot three, in the sixth range of the township of Orford, containing twenty five acres in superficies, now designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township under number two hundred and fifty four;

A certain parcel of land forming part of lot number three of the fifth range of the township of Orford, known and designated as being the north half of the west half of lot three of the fifth range of the township of Orford, now known and designated as being the north half of lot number one hundred and eighty six (186), on the official plan and book of reference for the township of Orford.

The whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Elie d'Orford, on TUESDAY, the SIXTH day of JULY, 1926, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

C. E. THERRIEN,
Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, May 31, 1926. 2852—23-2
[First publication, June 5, 1926]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } ALEXANDRE

No 449. } MARCOTTE,
TE, demandeur; contre GILBERT BEAUDRY, défendeur.

1. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Ephrem-d'Upton, sur le vingt et unième rang du Township d'Upton, de la contenance de deux arpents et demi de largeur sur environ vingt arpents de profondeur; tenant devant au chemin du dit rang, en profondeur à la rivière Blanche, d'un côté Louis Beaudoin, ou représentants, et de l'autre côté au dit défendeur—avec les bâtisses y érigées; ce terrain désigné comme étant environ le quart sud du lot numéro deux cent soixante-cinq (p. 265) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ephrem-d'Upton.

2. Une terre sise et située en la dite paroisse de Saint-Ephrem-d'Upton, sur le vingt et unième rang du township d'Upton, de la contenance de deux arpents et demi de largeur sur environ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } ALEXANDRE

No. 449. } MARCOTTE,
plaintiff; against GILBERT BEAUDRY, defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Ephrem d'Upton, on the twenty first range of the township of Upton, containing two arpents and a half in width by about twenty arpents in depth; bounded in front by the road of the said range, in depth the White river, on one side Louis Beaudoin or representatives, on the other side the defendant—with buildings thereon erected; that lot of ground designated as being about the south quarter of lot number two hundred and sixty five (p. 265), on the official cadastre of the parish of Saint Ephrem d'Upton.

2. A land situate in the parish of Saint Ephrem d'Upton, on the twenty first range of the township of Upton, containing two arpents and a half in width by about twenty arpents in depth;

vingt arpents de profondeur; tenant devant au chemin du dit rang, en profondeur à la rivière Blanche, d'un côté au nord, le dit défendeur, et de l'autre côté au sud, à Adrien Fafard; ce terrain étant connu comme faisant partie côté sud du dit lot numéro deux cent soixante-cinq (p. 265) du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Ephrem-d'Upton—avec bâtisses y érigées.

5. Une terre située sur le vingt et unième rang du township d'Upton, de la contenance de deux arpents et demi de largeur sur environ vingt-huit arpents de profondeur, et de là se continuant comme allonges sur une profondeur d'environ sept arpents sur la même largeur ci-dessus mentionnée, et renfermée dans les limites suivantes: tenant en front au chemin du dit rang, en profondeur à la rivière Blanche, et des deux côtés à Armand Berger, le terrain en premier lieu décrit étant connu comme faisant partie du lot numéro deux cent soixante-dix (p. 270) du dit cadastre, et celui en second lieu décrit comme allonges étant partie du lot numéro cent un (p. 101) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-André-d'Acton—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus d'un bloc à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ephrem-d'Upton, MARDI, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 2 juin 1926. 2853—23-2
[Première publication, le 5 juin 1926]

bounded in front by the road of the said range, in depth, the White river, on the north side, the defendant, and on the south side by Adrien Fafard; that piece of ground known as being a part of the south side of said lot number two hundred and sixty five (p. 265), on the official cadastre of the parish of Saint Ephrem d'Upton,—with buildings thereon erected.

3. A land situate on the twenty first range of the township of Upton, containing two arpents and a half in width by about twenty eight arpents in depth, and thence going as lengthenings on a depth of about seven arpents on the same width, and bounded in front by the road of the said range, in depth the White river, on both sides Armand Berger; the piece of ground described first known as a part of lot number two hundred and seventy (p. 270) on the said cadastre, and the other piece of ground described as lengthenings being a part of lot number one hundred and one (p. 101), on the official plan and book of reference of the parish of Saint André d'Acton—with buildings thereon erected.

To be sold in block at the parochial church door of Saint Ephrem d'Upton, TUESDAY, on the SIXTH day of JULY next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, June 2nd, 1926. 2854—23-2
[First publication, June 5, 1926]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 12 avril 1926.

M.M. Pitre Gaudreault, de Hamilton Cove, comté de Saguenay, marchand, et Alexandre Warren, de Pointe-au-Pic, comté de Charlevoix, plombier, juges de paix pour le district de Saguenay.

Québec, le 23 avril 1926.

M. Joseph-Edouard Piché, de Saint-Bruno-de-Guigues, marchand, juge de paix pour le district de Pontiac.

Québec, le 19 mai 1926.

M. Edouard-William Kirk, de la cité de Québec, arpenteur, comme employé pour le service du cadastre dans le département de la Colonisation, des Mines et Pêcheries.

Québec, le 22 mai 1926.

M. Ben Rothschild, de Rouyn, juge de paix pour le district de Pontiac.

Québec, le 25 mai 1926.

M. Charles-Hector Lavallée, de la cité de Montréal, député-protonotaire préposé à la rédaction des jugements, dans le bureau du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal.

2815

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Québec, April 12th, 1926.

Pitre Gaudreault, of Hamilton Cove, county of Saguenay, merchant, and Alexandre Warren, of Pointe au Pic, county of Charlevoix, plumber, to be Justices of the Peace for the district of Saguenay.

Québec, April 23rd, 1926.

Joseph Edouard Piché, of Saint Bruno de Guigues, merchant, to be a Justice of the Peace for the district of Pontiac.

Québec, May 19th, 1926.

Edouard William Kirk, of the city of Quebec, surveyor, as employee for the Cadastre Branch in the Department of Colonisation, Mines and Fisheries.

Québec, May 22nd, 1926.

Ben Rothschild, of Rouyn, to be a Justice of the Peace for the district of Pontiac.

Québec, May 25th, 1926.

Charles Hector Lavallée, of the city of Montreal, Deputy Prothonotary for the drawing up of judgments, in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal.

2816

Soumissions

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Westmount, à une assemblée spéciale de son comité général qui aura lieu en l'hôtel de

Tenders

Public notice is hereby given that the city of Westmount, at a special meeting of its general committee to be held at the City Hall, at 8 o'clock

ville, à huit heures du soir, mardi le 22e jour de juin 1926, recevra des soumissions écrites pour l'achat de \$412,000.00 d'obligations séries, à être émises sous l'autorité des règlements Nos 349 et 375, avec intérêt au taux de 4½% par année, dont les coupons sont payables semi-annuellement le premier mai et le premier novembre, le principal et les intérêts étant payables en or, à la Banque de Montréal, Montréal, ou à toute succursale de la dite banque, au Canada.

Le tableau suivant indique les échéances de l'émission totale:

Date d'échéance	Montant	Date d'échéance	Montant
1-11-1927	\$10,500.00	1-11-1947	\$4,000.00
8	10,500.00	8	4,500.00
9	11,500.00	9	4,000.00
1-11-1930	12,500.00	1-11-1950	5,000.00
1	12,000.00	1	5,000.00
2	13,000.00	2	5,500.00
3	13,500.00	3	5,000.00
4	14,500.00	4	5,500.00
5	14,500.00	5	6,000.00
6	15,000.00	6	6,000.00
7	16,000.00	7	7,000.00
8	17,500.00	8	6,000.00
9	17,500.00	9	7,000.00
1-11-1940	18,000.00	1-11-1960	8,000.00
1	19,500.00	1	7,500.00
2	20,000.00	2	8,000.00
3	21,000.00	3	8,000.00
4	22,000.00	4	9,000.00
5	15,000.00	5	3,000.00
6	4,000.00		
		\$412,000.00	

in the afternoon of Tuesday, the 22nd day of June 1926, will receive written tenders for \$412,000.00 serial bonds to be issued under authority of By-laws Nos. 349 and 375, with interest at 4½% per annum, coupons attached payable half yearly on the first days of May and November, principal and interest payable in gold coin at the Bank of Montreal, Montreal, or any branch of the said Bank in Canada.

The following is a table of the maturities of the combined issue:

Date of maturity	Amount	Date of maturity	Amount
1-11-1927	\$10,500.00	1-11-1947	\$4,000.00
8	10,500.00	8	4,500.00
9	11,500.00	9	4,000.00
1-11-1930	12,500.00	1-11-1950	5,000.00
1	12,000.00	1	5,000.00
2	13,000.00	2	5,500.00
3	13,500.00	3	5,000.00
4	14,500.00	4	5,500.00
5	14,500.00	5	6,000.00
6	15,000.00	6	6,000.00
7	16,000.00	7	7,000.00
8	17,500.00	8	6,000.00
9	17,500.00	9	7,000.00
1-11-1940	18,000.00	1-11-1960	8,000.00
1	19,500.00	1	7,500.00
2	20,000.00	2	8,000.00
3	21,000.00	3	8,000.00
4	22,000.00	4	9,000.00
5	15,000.00	5	3,000.00
6	4,000.00		
		\$412,000.00	

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas l'intérêt couru sur les obligations à la date de leur livraison. La plus basse ou aucune des soumissions ne sera pas nécessairement acceptée.

Par ordre du conseil,

Le secrétaire-trésorier,

2855

ARTHUR-T. BELL.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the bonds at the time of their delivery. The lowest or any tender will not necessarily be accepted.

By order of the Council,

ARTHUR F. BELL,

Secretary-Treasurer.

2856

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 23

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Bochonko vs Kowpak.....	1966
" Chamberland vs Morin.....	1965
" Dionne vs Lepage.....	1965
" Ellis vs Bonhomme.....	1965
" Ingram vs Currie.....	1965
" Lagacé vs Bouchard.....	1966
" Lapointe vs Desbiens.....	1966
" Lepage vs Beaudoin.....	1966
" Martel vs Lavoie.....	1965
" McCubbin vs Cunningham.....	1966
" Neiderhoffer vs Schaffer.....	1965

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Guimont vs Tapps.....	1967
O'Neil vs L'Heureux.....	1967

ANNONCEURS:—Avis aux..... 1935

Index of the Quebec Official Gazette, No. 23

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Bochonko vs Kowpak.....	1966
" Chamberland vs Morin.....	1965
" Dionne vs Lepage.....	1965
" Ellis vs Bonhomme.....	1965
" Ingram vs Currie.....	1965
" Lagacé vs Bouchard.....	1966
" Lapointe vs Desbiens.....	1966
" Lepage vs Beaudoin.....	1966
" Martel vs Lavoie.....	1965
" McCubbin vs Cunningham.....	1966
" Neiderhoffer vs Schaffer.....	1965

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BODY AND BOARD AND PROPERTY:—

Guimont vs Tapps.....	1967
O'Neil vs L'Heureux.....	1967

ADVERTISERS:—Notice to..... 1935

ASSURANCES:—

Hudson Bay Insurance Co.....	1962
The Casualty Company of Canada.....	1962

AVIS DIVERS:—

Mount Pleasant Cemetery.....	1967
Retail Credit Company.....	1967

BUREAU-CHEF:—

La Cie Hamilton.....	1968
Oka Sand & Gravel Co., Ltd.....	1968

CHARTRE—ABANDON DE:—

Grant Distributing Co. of Canada Limited.....	1968
Marcel Trust Building, Ind.....	1968
Quebec Chronicle Printing Company.....	1968

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:—

Pioneer Mining Corporation, Ltd.....	1969
--------------------------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Cap-Chat, paroisse.....	1963
Laval-des-Rapides.....	1963
Port-Daniel-Ouest.....	1963
Roxton-Pond.....	1963
Saint-Benoît-Abbé.....	1963
Saint-Léon-le-Grand.....	1963
St-Narcisse.....	1964

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:—

Examen des mesureurs de bois.....	1964
-----------------------------------	------

EXAMEN:—

Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal.....	1969
---	------

LETTRES PATENTES:—

A. Giguère et Compagnie, Ltée.....	1936
Argo Investments Limited.....	1937
Cie d'Immeubles du Boulevard Saint-Laurent, Inc.....	1938
Crèmerie des Trois-Rivières, Limitée.....	1940
F.-X. Martel, Limitée.....	1941
Garage Saint-Eustache, Limitée.....	1942
J. Eug. Choquette, Limitée.....	1944
John-J. Robbins (Canada), Inc.....	1946
La Cie de Ferronnerie Letourneau.....	1948
La Cie Rousseau Ltée—The Rousseau Co., Ltd.....	1950
Lagueux & Darveau, Ltée.....	1952
Lemesurier Tobacco Co., Inc.....	1954
Motor-Mart Garage, Ltée—Motor Mart Garage, Ltd.....	1955
Quebec Smelters Limited.....	1957
The American Shoe Company.....	1960

MINUTES DE NOTAIRE:—

Roy, Romulus.....	1970
-------------------	------

NOMINATIONS—

Diverses.....	1987
---------------	------

ORDRE DE COUR:—

Lanctot vs Colpron.....	1970
-------------------------	------

SOUMISSIONS—

Cité de Westmount.....	1987
Municipalité scolaire de Grand'Mère.....	1971
Ville de Saint-Joseph d'Alma.....	1970

INSURANCES:—

Hudson Bay Insurance Co.....	1962
The Casualty Company of Canada.....	1962

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Mount Pleasant Cemetery.....	1967
Retail Credit Company.....	1967

CHIEF-OFFICE—

The Hamilton Company.....	1968
Oka Sand & Gravel Co., Ltd.....	1968

CHARTER—SURRENDER OF:—

Grant Distributing Co. of Canada Limited.....	1968
Marcel Trust Building, Ind.....	1968
Quebec Chronicle Printing Company.....	1968

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:—

Pioneer Mining Corporation, Ltd.....	1969
--------------------------------------	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Cap Chat, parish.....	1963
Laval-des-Rapides.....	1963
Port-Daniel-West.....	1963
Roxton-Pond.....	1963
Saint-Benoît-Abbé.....	1963
Saint-Léon-le-Grand.....	1963
St. Narcisse.....	1964

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—

Examination of log measurers and cullers.....	1964
---	------

EXAMINATION:—

School for Higher Commercial Studies of Montreal.....	1969
---	------

LETTERS PATENT—

A. Giguère et Compagnie, Ltée.....	1936
Argo Investments Limited.....	1937
Cie d'Immeubles du Boulevard Saint-Laurent, Inc.....	1938
Crèmerie des Trois-Rivières, Limitée.....	1940
F.-X. Martel, Limitée.....	1941
Garage Saint-Eustache, Limitée.....	1942
J. Eug. Choquette, Limitée.....	1944
John-J. Robbins (Canada), Inc.....	1946
La Cie de Ferronnerie Letourneau.....	1948
La Cie Rousseau Ltée—The Rousseau Co., Ltd.....	1950
Lagueux & Darveau, Ltée.....	1952
Lemesurier Tobacco Co., Inc.....	1954
Motor-Mart Garage, Ltée—Motor Mart Garage, Ltd.....	1955
Quebec Smelters Limited.....	1957
The American Shoe Company.....	1960

NOTARIAL MINUTES:—

Roy, Romulus.....	1970
-------------------	------

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous.....	1987
--------------------	------

RULE OF COURT:—

Lanctot vs Colpron.....	1970
-------------------------	------

TENDERS:—

City of Westmount.....	1987
School Municipality of Grand'Mère.....	1971
Town of Saint-Joseph-d'Alma.....	1970

VENTES—LOI DE FAILLITE:—

Bérubé, Charles	1971
Ernest Dubé, Enrg	1973
Jasmin & Grou	1972
Trudeau, Omer	1973

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Cantin vs Lacasse	1974
-------------------------	------

BEAUCE:—

Dufour vs Bisson	1975
------------------------	------

BEAUHARNOIS:—

Raymond vs Sévigny	1975
--------------------------	------

BEDFORD:—

Godin vs Rochette	1976
-------------------------	------

IBERVILLE:—

Molleur vs Lacoste	1976
--------------------------	------

JOLIETTE:—

Doire vs Grégoire	1977
Robitaille vs Laramée <i>et al</i>	1978

KAMOURASKA:—

Langlais vs Lebrun	1978
--------------------------	------

MONTREAL:—

Cité de Montréal vs Block <i>et al</i>	1981
Cité de Montréal vs Bolduc	1981
Dansereau vs Messier <i>et al</i>	1978
Gaboury vs The Royal Trust Co.	1979
Jeannotte vs Fair Trading Co., Ltd.	1981
Marcotte <i>et vir</i> vs Ménard	1981
Royal Institution for the Advancement of Learning vs Walker	1980
The Sun Life Ass. Co. of Canada vs Guérin	1982
Wilson vs Fraser	1980

PONTIAC:—

Parent vs Duclos <i>et al</i>	1982
-------------------------------------	------

QUÉBEC:—

Cité de Québec vs The Royal Trust Co.	1983
Elzéar Fortier, Ltée vs Lafleur	1984
Ville de Lauzon vs Garant	1983

RIMOUSKI:—

Bourget vs Bourget	1984
--------------------------	------

ROBERVAL:—

A. B. Dupuis Ltée vs Bouchard	1984
Bouchard <i>et vir</i> vs Martin	1985
Gauthier vs Lepage	1985

SAINT-FRANÇOIS:—

Auger vs Boucher	1986
------------------------	------

SAINT-HYACINTHE:—

Marcotte vs Beaudry	1986
---------------------------	------

SALES—BANKRUPTCY ACT:—

Bérubé, Charles	1971
Ernest Dubé, Enrg	1973
Jasmin & Grou	1972
Trudeau, Omer	1973

SHERIFF'S SALES:—

ARTHABASKA:—

Cantin vs Lacasse	1974
-------------------------	------

BEAUCE:—

Dufour vs Bisson	1975
------------------------	------

BEAUHARNOIS:—

Raymond vs Sévigny	1975
--------------------------	------

BEDFORD:—

Godin vs Rochette	1976
-------------------------	------

IBERVILLE:—

Molleur vs Lacoste	1976
--------------------------	------

JOLIETTE:—

Doire vs Grégoire	1977
Robitaille vs Laramée <i>et al</i>	1978

KAMOURASKA:—

Langlais vs Lebrun	1978
--------------------------	------

MONTREAL:—

City of Montreal vs Block <i>et al</i>	1981
City of Montreal vs Bolduc	1981
Dansereau vs Messier <i>et al</i>	1978
Gaboury vs The Royal Trust Co.	1979
Jeannotte vs Fair Trading Co., Ltd.	1981
Marcotte <i>et vir</i> vs Ménard	1981
Royal Institution for the Advancement of Learning vs Walker	1980
The Sun Life Ass. Co. of Canada vs Guérin	1982
Wilson vs Fraser	1980

PONTIAC:—

Parent vs Duclos <i>et al</i>	1982
-------------------------------------	------

QUEBEC:—

City of Quebec vs The Royal Trust Co.	1983
Elzéar Fortier, Ltée vs Lafleur	1984
Town of Lauzon vs Garant	1983

RIMOUSKI:—

Bouchard <i>et vir</i> vs Martin	1984
--	------

ROBERVAL:—

A. B. Dupuis Ltée vs Bouchard	1984
Bourget vs Bourget	1985
Gauthier vs Lepage	1985

SAINT FRANCIS:—

Auger vs Boucher	1986
------------------------	------

SAINT-HYACINTHE:—

Marcotte vs Beaudry	1986
---------------------------	------